





# ASIE

## Chine

LA VISITE DE M. LEE KUAN-YEW

### Le fossé demeure profond entre Singapour et Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants de Singapour avaient dit que leur pays serait le dernier des cinq membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (A.S.E.A.N.) à établir des relations diplomatiques avec la Chine communiste. Ils semblent décidés à tenir parole (1). M. Lee Kuan-Yew, premier ministre de Singapour, a transmis ce message, jeudi soir 13 mai, dans un discours d'adieu prononcé lors d'un banquet qu'il donnait en l'honneur du chef du gouvernement chinois, M. Hua Guo-feng, à l'issue d'une visite officielle à Pékin.

M. Lee Kuan-Yew, qui a eu sept heures et demi de conversations avec M. Hua Guo-feng, et a été reçu par M. Mao Tse-toung — une entrevue de quinze minutes, a-t-on appris, — a souligné que « les perspectives pour des relations cordiales » entre les deux pays étaient « bonnes ». A ce langage d'un conservateur très marqué, le premier ministre a ajouté les précisions suivantes, qui sont loin de traduire un accord parfait entre les dirigeants chinois et singapouriens :

1) Les deux parties sont convenues, à l'issue de leurs entretiens, de poursuivre le développement de leurs relations sur les points en sujet desquels existe un « accord de base » non sur ceux au sujet desquels il y a des divergences ;

2) Les deux parties ont reconnu qu'il faudrait « du temps encore pour dégager des attitudes figées par le passé ».

Se référant à l'un des points de désaccord majeurs entre son gouvernement et celui de Pékin

— l'existence de prisonniers politiques communistes à Singapour, — M. Lee Kuan-Yew a indiqué que son homologue chinois lui avait reconnu le droit de « traiter ses communistes » comme il l'entendait. La Chine, par là, respecte, bien sûr, le principe qu'elle défend de non-ingérence dans les affaires d'autres pays. Mais elle exprime aussi une désapprobation profonde, à la mesure du fossé qui continue de séparer les deux gouvernements. — (Interim.)

(1) La Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et Singapour sont membres de l'A.S.E.A.N.

« La Chine a répondu, mercredi 12 mai, à la protestation élevée par les Soviétiques, le 29 avril, au sujet de l'attentat à la bombe commis le même jour devant l'ambassade d'U.R.S.S. à Pékin. On ignore ses termes exacts, mais, selon une source étrangère, elle contraindrait que l'auteur de l'attentat a été tué par l'explosion. — (A.F.P.)

« De violentes critiques contre le général Chen Hsiang-shan, l'un des deux vice-premier ministres, sont apparues sur des affiches murales à Chienyang (l'ancien Moukden), dans le nord-est du pays, après, le 13 mai, de sources étrangères, à Pékin. Il y est affirmé que le général Chen, qui est le chef de la région militaire de Pékin, — fait partie du « groupe » de M. Hua Guo-feng, ancien vice-premier ministre, qui a été révoqué de ses fonctions le mois dernier. — (Reuter.)

## Cambodge

### Des réfugiés font état de récents massacres dans la province de Battambang

Bangkok (A.F.P.). — Les ex-collaborateurs militaires de l'ancien régime cambodgien se poursuivent le mois dernier dans la province de Battambang, indiquent des réfugiés khmers arrivés en Thaïlande. M. Von Phum, vingt ans, réfugié le 22 avril, a déclaré au correspondant de l'A.F.P. : « Après la prise de Battambang par les Khmers rouges, j'ai été affecté aux travaux des rizières. Les premiers travaux se faisaient à la houe. Je me suis vu de mon secteur de travail, à l'est de Siem Reap, j'ai vu plusieurs fois des réfugiés du régime et j'ai vu des gens qui étaient allongés sur le plancher. J'ai décidé de fuir ».

Les Khmers rouges (dix-sept ans), ancien élève au lycée de Siem Reap, qui fut, après avril 1975, affecté comme infirmier de l'hôpital de la ville, a raconté que son côté : « J'ai assisté le 20 juillet 1975 l'exécution de vingt réfugiés, anciens élèves du lycée de Siem Reap. Ils ont été conduits dans un champ près du village de Chhonur et tués à coups de bâton derrière la tête. Ils avaient les mains liées dans le dos avec un morceau de tissu. Il n'y a pas eu d'explications officielles sur ces exécutions ».

Tan Ban Leang (quarante-cinq ans) était commerçant à Battambang. Il s'est enfui le 28 mars et est arrivé en Thaïlande le 30 mars. Selon lui, sa femme et ses six enfants, âgés de 1 à 12 ans, ont été séparés de lui. Les Khmers rouges à la frontière. Il a déclaré : « J'avais été désigné comme agent de renseignements des Khmers rouges sur les chantiers de travaux de la province de Battambang. Je devais rapporter toutes les informations sur le comportement des travailleurs. Moyennant quoi, je bénéficiais de quelques privilèges. Je pouvais visiter avec ma famille. J'ai eu plusieurs fois les Khmers rouges sur des coups de bâton sur la nuque ».

L'homme ne répond pas à la question de savoir si les réfugiés de telles exécutions. Il affirme que, sur son chantier de travail de O-Khao, près de Mongkolborei, les Khmers rouges ont tué sept hommes qui refusaient de travailler et leur ont enlevé la tête et la tête pour faire des médallions. Six travailleurs subirent le même sort dans le village de Banteay-Nearg. Trois cent cinquante personnes se sont enfuies de ces deux villages en mars. Cinquante-trois seulement sont arrivés à la frontière. Les autres ont été tués en route par les Khmers rouges, affirme le témoin.

Bien-Hoa. — Ouverte sous le régime précédent, s'étendant sur plusieurs kilomètres, la zone industrielle de Bien-Hoa, sur un ancien terrain militaire, la zone industrielle de Bien-Hoa tourne au ralenti. Symbole de l'industrie sud-vietnamienne d'hier, dépendant de l'étranger pour son équipement et ses matières premières importées grâce à l'aide américaine, elle connaît aujourd'hui un grave problème de reconversion. Eprouée par la guerre, dépourvue de devises, interdite de commerce avec les Etats-Unis de par la volonté de la Maison-Blanche, submergée de chômeurs, dont le nombre s'est accru après la démobilisation de ce que l'on appelle désormais l'« armée fantôme », le sud du Vietnam cherche à tâtons les moyens de sortir de la crise.

L'usine Cotylen fabrique des fibres synthétiques qui servent à faire des tricots. Entreprises modèle d'une certaine d'ouvrières, elle a participé au défilé marquant le premier anniversaire de la « libération » et le 1<sup>er</sup> mai. Mlle Hung, une catholique comme 80 % de ses camarades, y travaille depuis deux ans, surveillant des bobines où s'enroule un fil d'un rose criard. Elle est payée à la journée et pour huit heures de travail, gagne un dong sudiste (soit environ, au taux de change officiel, 2,25 francs). Elle a arrêté ses études à la fin du primaire. Syndiquée, elle doit chaque jour remplir sa norme ; il n'y a pas encore de primes à la production. Elle reçoit en outre un repas gratuit, peut acheter 2 kilos de riz à prix fixé et bénéficie d'une assurance-maladie. Bien que son salaire soit maigre, elle affirme mieux vivre qu'auparavant. Pourtant, ici, la mensuralisation est l'exception et, après trois blâmes, une ouvrière peut être licenciée.

Le responsable syndical, un bouddhiste, était auparavant membre d'un syndicat favorable au régime Thieu, mais, nous dit-on, « il a fait partie des Khmers rouges et a été arrêté ». Il travaille comme les autres ouvriers.

Dans la cantine, on voit un autre des anciens, dédié aux protecteurs traditionnels de la corporation.

Cette usine très moderne, équipée de machines japonaises, qui utilise des matières premières fournies par Mitsubishi, nous l'avons visitée en compagnie d'un ingénieur, M. Nguyen Ba Phuc ; l'autre ingénieur de l'entreprise est encore en « réduction ». M. Phuc, qui a suivi des études de « capitalisme fondé du dala Mekong », collabore désormais avec un directeur, un Sudiste réfugié au Nord en 1954 et qui est revenu l'an dernier, car l'usine, sans avoir été nationalisée, a été placée sous le contrôle de l'Etat.

« Notre collaboration est bonne, mais les gens du Nord ont quelque chose à apprendre de nous », M. Phuc, qui est directeur par son tranço-partier.

Il a passé une quinzaine d'années à Roubaix, où il a étudié. Il a refusé de partir en avril 1975, lors de la grande panique. « L'imaginaire que la libération serait bien pire. Ici, le socialisme est une ligne moyenne. Ce n'est pas le Cambodge ! ». D'ailleurs, ajoute-t-il, le sud plutôt socialiste, socialiste modéré, à la française. Parfaitement décontracté, sûr de lui, il ne se soucie guère du cadre qui passe et repasse, tâchant de glaner quelques bribes de notre conversation.

La situation est mauvaise. La production est inférieure à celle d'avant la libération : aucune pièce détachée n'arrive du Japon. Les matières premières commencent à manquer et une rupture de stock devrait intervenir d'ici trois ou quatre mois. Il en va de même dans nombre d'autres entreprises. Jusqu'à présent, si des négociations ont été engagées avec des firmes étrangères — en général par l'intermédiaire de Hanoi — aucun accord n'a encore été conclu. Il faudra rapidement trouver une solution si l'on veut éviter une nouvelle augmentation du chômage et prévenir la fermeture des usines-pilotes.

A long terme, la voie est tracée. Il faudra utiliser le plus possible les matières premières locales. Ainsi, la culture du coton va être développée de manière intensive, de même que celle des plantes désépaissantes et industrielles. L'ancien régime ne se préoccupait pas de ce problème, sachant qu'il pouvait compter sur l'aide américaine. D'ailleurs, les « plantations » américaines, en vendant leurs produits, et même les premières à bas prix, empêchaient toute concurrence des produits locaux.

Il y a deux ans, visitant la même zone de Bien-Hoa, nous étions entrés

## Vietnam

### Le redémarrage de l'industrie se heurte au Sud à d'énormes problèmes administratifs, financiers et techniques

De notre envoyé spécial

dans une usine de détergents. L'ingénieur se plaignait de devoir importer des matières premières. « Avant, disait-il, on utilisait des huiles locales, des produits dérivés de la noix de coco ». C'est cette indépendance, cette course vers l'autosuffisance, qui est le but des nouveaux économistes du Sud. Le chemin sera long, pénible parfois. Il s'agit de reconstruire la production sans doute un certain désarroi, mécontentement. La reconversion sera difficile, mais elle n'est pas impossible.

#### La morgue des cadres moyens

A peu de distance de l'usine Cotylen se trouve l'usine Vinyo, entreprise nationalisée après la fuite en France de l'ancien patron, nous a-t-on dit. Elle assemblait dans un immense hangar des motoculteurs de marque Kubota, importés du Japon en pièces détachées. Ce travail se poursuit. Cent cinquante unités de 6 CV ont été montées depuis la libération, nous déclare l'ingénieur, formé au Japon. Mais, en même temps, d'autres productions ont vu le jour, pour lesquelles on utilise du matériel local : le Vietnam ne manque pas de métaux, et l'on puise dans les nombreux « anciens matériels » de guerre. Ainsi, un millier de pompes à eau sont en cours de fabrication, de même que, en petites quantités, des machines de traitement du riz et des maïs. Des prototypes de gros motoculteurs de 12 CV ont été construits en collaboration avec le Nord, qui fournit le moteur et 65 % des pièces détachées. La production en série devrait commencer prochainement.

Vinyo est dirigée par un comité comprenant un nouveau directeur, deux ingénieurs, le responsable du syndicat et le chef adjoint de la cellule du parti ; l'équilibre est à peu près maintenu entre les anciens et les nouveaux. Il y a trois cents ouvriers, dont cinquante-huit femmes, contre deux cent dix avant. Le salaire mensuel moyen est de 60 dong, le plus bas étant de 40, le plus élevé de 180 (pour un ingénieur). Comme les salaires n'ont pas encore été fixés, les cadres administratifs et fonctionnaires ne reçoivent encore que des indemnités, le directeur ne touche que 40 dong. Mais comme tous les cadres supérieurs, il est logé gratuitement, ne paie ni l'eau ni l'électricité, est nourri et a une voiture de fonction avec chauffeur. Cette question de salaires provoque des frictions entre Sudistes et Nordistes, qui font partie, depuis vingt ans, d'une administration et bénéficient donc de salaires et de primes d'ancienneté. Elle devrait être résolue après ce qu'on appelle « la réévaluation au niveau de l'Etat ».

M. Nguyen Vinh Hai travaille dans la firme Vinyo depuis six ans, il a trente et un ans, est marié, a trois enfants. Comme autrefois, il fabrique des axes de tracteurs, pour 82 à 84 dong par mois, plus 11 dong d'assurance familiale et un treizième mois ; il peut acheter chaque mois 45 kilos de riz à prix fixé. Il ne bénéficie encore d'aucun système de prime et n'est pas encore astreint au respect de normes de production. Il est syndiqué, comme cent quatre-vingt employés de l'entreprise. Les deux responsables syndicaux — l'un se présente aux élections générales — ne travaillent pas de leurs mains. Le responsable adjoint nous dit : « Je suis fonctionnaire ». Il paraît surpris d'apprendre qu'en France ses homologues pratiquent un travail manuel.

Si les responsables ne cachent guère les difficultés au point, comme le ministre d'Etat, M. Nguyen Van Hieu, de parler pendant plus d'une heure sur ce qui ne va pas, pour consacrer quelques minutes à ce qui marche ; si, à la base, les problèmes ne sont pas dissimulés, il n'en va pas de même au niveau intermédiaire. Les cadres dirigeants de la zone industrielle qui nous ont reçu ont affirmé que tout allait mieux qu'avant, tout en se refusant à fournir la moindre statistique. Quel est le salaire moyen ? Réponse : « Les ouvriers ont des avantages sociaux ». Il faudra plus d'une heure pour obtenir un chiffre, invérifiable : 60 dong par mois. Combien y a-t-il d'ouvriers ? Réponse : « Avant, il y en avait dix mille. Mais aujourd'hui ? Silence. On nous dit enfin : « Il y en a environ dix mille ». Puis, le responsable affirme qu'il reçoit des matières premières de l'étranger. Lesquelles ? D'où ? En quelle quantité ? Refus de répondre. Même silence quand nous demandons quels sont les nouveaux produits fabriqués. Pourtant, ils sont visibles, et on nous les a montrés dans l'entreprise à Vinyo. Comment expliquer ce mutisme ? Par le manque de cadres qualifiés, et surtout cette incompétence, cette morgue et cette méfiance des cadres moyens, que certains dirigeants de Hanoi vitupèrent régulièrement dans des textes vengeurs. Malheureusement, ces cadres sont chargés de la gestion, et c'est avec eux que le public a le contact.

#### Augmenter la production

Voici une autre entreprise, à Saigon cette fois, dans le deuxième arrondissement, rue Cong-Quynh. Il s'agit de la fabrique Quê-Huong (Village natal). Entreprise type : elle associe plusieurs petits capitalistes locaux, qui se sont regroupés avec des commerçants pour remettre en marche une fonderie délabrée. Ils fabriquent des pièces détachées pour moteurs à explosion, des pièces en acier trempé, à partir de la ferraille qui leur est fournie par l'Etat, qui en a le monopole. L'atelier manque de pièces et de certaines matières premières, mais fonctionne pourtant depuis décembre et emploie quelques dizaines d'ouvriers.

La structure de l'entreprise est curieuse. Elle possède une direction à trois composantes représentant les trois types d'actionnaires : les anciens propriétaires d'atelier qui se sont associés, les commerçants — chaque membre de ces deux groupes ayant versé un capital de 1 000 dong — et enfin, les ouvriers actionnaires, dont la contribution personnelle est de 50 dong. Mais seule une partie des salariés sont actionnaires et toucheront des dividendes ; les autres travailleurs sont des ouvriers comme les autres. Interrogé sur sa conception du socialisme, le directeur, un vieillard à cheveux blancs, nous dit : « Le socialisme, c'est quand tous les gens s'unissent pour produire ».

Ce type de petite entreprise privée, ou mixte, à capitaux locaux, est actuellement encouragé par les autorités. Cependant, nombre de problèmes demeurent, dus surtout à l'ignorance de la politique qui mène le nouveau gouvernement, mais aussi à l'absence de politique générale au Sud. Alors que l'on pousse les gens à investir, ni les matières premières ni les machines ne sont importées, et la plupart des comptes en banque demeurent bloqués. Si la patience est toujours perdue, le nouveau système d'imposition n'est toujours pas en place.

Que se passera-t-il après la « réévaluation au niveau de l'Etat » ? Il est probable qu'un plan d'ensemble est en élaboration et sera soumis pour ratification à la nouvelle Assemblée. Il devrait être assez souple. L'important, c'est d'augmenter la production, nous a dit un haut responsable. Les investissements étrangers, sur la base de profits pour les deux parties, seront acceptés pendant la période transitoire avant l'instauration d'un système socialiste. Ces étrangers, nous dit-on, peuvent apporter techniques et matières premières. Nous pourrions exporter des produits fabriqués à partir de matières premières importées. Le jour où le Vietnam à l'index, une coopération dans certains domaines — pétrolier par exemple — entre Américains et Vietnamiens pourrait de la sorte être décidée.

La revue théorique du parti, Hoc Tap, a, en avril, analysé les moyens de « faire avancer fortement l'œuvre révolutionnaire au Sud ». Elle écrit : « Il faut étudier sérieusement la situation réelle au Sud pour fixer la politique et les étapes appropriées. Dans l'immédiat, il faut résoudre un certain nombre de problèmes urgents, économiques, politiques, psychologiques et d'organisation. (...) Il faut utiliser toutes les capacités de travail, de technique et de capital et le côté positif des expériences de gestion existantes pour accroître la production (...). Dans l'immédiat, il faut utiliser, guider, encourager et aider le réseau économique privé pour développer la production et les entreprises dans l'intérêt général (...) car les éléments socialistes sont encore très faibles ».

PATRICE DE BEER.

# AFRIQUE

## Rhodésie

### Cent cinquante partisans de l'évêque Muzorewa auraient été arrêtés

Bellebary (A.F.P., Reuter, 12.5.76). — Le gouvernement rhodésien a demandé à ses ressortissants en Rhodésie (environ neuf cent personnes) de se tenir prêts à une éventuelle évacuation. Les journaux américains, qui visent nombreux chaque année dans le pays, ont été mis en garde contre les risques courus.

D'après M. M. Gordon Chavunduka, secrétaire général du Congrès national africain (A.N.C.), il indique que, au cours des dernières semaines, les partisans de l'évêque Abel Muzorewa, membre du Parlement rhodésien, ont été arrêtés. Les porte-paroles des quatre secrétaires africains récemment nommés ministres dans le gouvernement de M. Ian Smith, ont été attribués officiellement jeudi à M. Chavunduka, ministre du développement du Mashonaland occidental et de la Victoria.

## Après la troisième

### Paris souhaite développer ses relations avec les Comores et les Seychelles

Quarante-huit heures après la clôture de la troisième conférence franco-africaine, M. Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 13 mai, dans l'appartement du palais de l'Élysée, la délégation comorienne conduite par M. Salim Hmimi, ministre de l'Intérieur.

Celui-ci a déclaré à sa sortie de l'Élysée : « Nous remercions les Comores avec la confiance absolue que l'avenir n'est pas bloqué, qu'il est préservé. Nous espérons que d'ici peu un cadre approprié aura été trouvé pour discuter et éventuellement mettre en place, les structures nouvelles des relations franco-comoriennes, qui supposent, au préalable, la solution du problème de la dissolution de l'événement que constitue Mayotte, partie intégrante de notre territoire national ».

M. Hmimi a souligné d'autre part que les relations franco-comoriennes « sont appelées à être permanentes en raison de liens historiques liant les deux pays ».

Par ailleurs, M. Jean de Lipkowsky a reçu, jeudi, M. James

## Après la troisième

### Paris souhaite développer ses relations avec les Comores et les Seychelles

Mancham, premier ministre de l'archipel des Seychelles, auquel il a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur.

#### Après cent cinquante années de présence britannique

Le ministre de la coopération a salué en lui l'homme qui a renoué avec la France, après cent cinquante années de présence britannique aux Seychelles. De son côté, le premier ministre seychellois a déclaré que les soixante mille habitants de l'archipel souhaitaient « consolider leur indépendance » que « la France aurait un rôle à jouer ».

Des accords de coopération franco-seychellois seront signés au lendemain de l'indépendance, qui marqueront, a précisé M. Jean de Lipkowsky, à Paris, le « caractère privilégié des relations entre les deux pays ». Dès le 14 mai, le Fonds d'aide et de coopération (FAC) décidera d'accorder un don de 1 million et demi de francs aux Seychellois.

**économie en liberté**

**aliénation, idéologie et répression**

**WALTER A. WEISSKOPF**

**un ouvrage représentatif d'un courant important aux Etats-Unis**

208 pages 38 F

**MARC GUILLAUME**

**puF**

سكوت الاميل



سكنا من الامل

# DIPLOMATIE

# EUROPE

## En marge de la CNUCED

**Le conservatisme se renforce dans le tiers-monde**  
estime M. Almeida, ancien ministre chilien des affaires étrangères

Nairobi (A.F.P.). — Dans un document de travail présenté à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, les pays socialistes appellent au renforcement des échanges internationaux. Faisant état de « mécanisme colonial » de l'ensemble des marchés de produits de base, ces pays esquissent une planification à long terme dans une série de mesures indépendantes pour la production, la transformation et le commerce des produits primaires. Ces mesures visent à « fixer des limites de fluctuations à des niveaux économiquement justifiés », à contrôler le prix des sociétés transnationales, à limiter le transfert des capitaux et des technologies, à limiter les obligations multilatérales d'achat et de vente de produits. Le groupe socialiste souhaite en outre que les pays en développement obtiennent « la maîtrise complète et effective sur l'activité du capital étranger ».

Cependant, ces vœux socialistes ont été accueillis avec scepticisme par certains délégués de pays en développement. Ceux-ci relèvent précisément la difficulté de leurs relations avec les pays de l'Est, qui d'une part « ne font pas de cadeaux » et d'autre part exigent la réciprocité dans les contrats.

« Les pays, dès lors qu'ils sont riches, ont tous les mêmes réactions », fit remarquer, désabusé, un délégué asiatique.

De notre correspondant

Nairobi. — M. Clodomiro Almeida, 1<sup>er</sup> « homme » du tiers-monde, a de la quatrième session de la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, à Nairobi, le 13 mai, pour Mexico sur une note plutôt pessimiste. « Cette session se réunit dans un climat plus complexe et plus difficile que la précédente », nous a-t-il dit. Il sait ce qu'il en est : ministre chilien des affaires étrangères à la date de l'assassinat du président Allende, il avait, à ce titre, présidé la CNUCED 3 à Santiago du Chili, voilà quatre ans. Cette fois, après avoir passé dix-huit mois dans les geôles de la justice militaire chilienne, il a — en qualité de simple délégué du Conseil mondial de la paix — retrouvé les mêmes hommes et le même débat dans la capitale du Kenya.

Ses raisons ? D'abord, « la crise du monde capitaliste a eu un effet plutôt négatif sur le tiers-monde ». La crise pétrolière n'a pas rétabli l'équilibre, car les exportations de produits de base des pays du tiers-monde ont continué à baisser. Les pays du tiers-monde ont donc dû importer davantage de produits de base. « Les pays du tiers-monde ont donc dû importer davantage de produits de base », nous a-t-il dit. « Les pays du tiers-monde ont donc dû importer davantage de produits de base », nous a-t-il dit.

D'un autre côté, M. Almeida s'inquiète d'une « polarisation » des forces politiques au sein du tiers-monde. Bien sûr, il y a le cas angolais, qui lui juge « très positif ». Les Etats-Unis n'ont pas pu intervenir. Grâce à l'aide de Cuba, les forces révolutionnaires ont été mises à nu et l'expérience politique cubaine sera un facteur décisif dans l'orientation du futur gouvernement angolais. Le victoire des Vietnamiens avait ouvert la marche.

Mais M. Almeida observe, simultanément, le renforcement d'un courant conservateur au sein du tiers-monde. « Je ne parle pas de l'Amérique du Sud : c'est un terrain différent, où il y a eu des révolutions, où il y a eu des révolutions, où il y a eu des révolutions », nous a-t-il dit. « Je ne parle pas de l'Amérique du Sud : c'est un terrain différent, où il y a eu des révolutions, où il y a eu des révolutions, où il y a eu des révolutions », nous a-t-il dit.

# AFRIQUE

## Conférence franco-africaine

**M. Giscard d'Estaing a pris une « initiative extrêmement précieuse »**  
déclare M. Kissinger

Washington (A.F.P.). — Les propositions du président Giscard d'Estaing en vue du développement économique de l'Afrique constituent « une initiative extrêmement précieuse », a déclaré jeudi 13 mai M. Henry Kissinger devant le Congrès. Ces propositions seront au programme des conversations que le président de la République aura, la semaine prochaine, à Washington, a précisé le secrétaire d'Etat.

Rendant compte devant la commission des affaires étrangères du Sénat de son récent voyage en Afrique, M. Kissinger a estimé que les propositions françaises relevaient « du genre d'efforts majeurs et coordonnés appelant la participation de toutes les parties concernées qui sont nécessaires et l'on peut s'attendre à ce que les propositions françaises soient satisfaisantes aux causes fondamentales des problèmes de développement ».

Le secrétaire d'Etat a d'autre part affirmé que les réactions africaines aux propositions qu'il a présentées durant son voyage

New - York (Nations unies) (A.F.P.). — L'Autriche et la Suède ont été élues, jeudi 13 mai, avec respectivement 38 et 32 voix, membres de la commission des droits de l'homme à l'ONU, pour un mandat de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

La France, candidate, et membre de cette commission depuis la création de l'ONU, n'a pas été réélue, n'ayant obtenu que 31 voix. Elle a, en revanche, été réélue au conseil d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et à l'organe de contrôle des stupéfiants.

Dans certains milieux diplomatiques, on voit dans la victoire de l'Autriche et de la Suède sur la France la manifestation d'une certaine irritation due au fait que les membres permanents du Conseil de sécurité, qui ne jouissent pas juridiquement de ce privilège dans les autres organes de l'ONU, y occupent souvent des sièges de façon continue.

## PAS D'ACCORD ENTRE LES NEUF POUR L'HEURE D'ÉTÉ EUROPÉENNE

Aucune solution définitive n'est encore en vue pour l'instauration d'une heure d'été unique dans la C.E.E. a indiqué, mercredi 12 mai, M. Thorn (Luxembourg), président en exercice du conseil des ministres des Neuf, devant l'Assemblée européenne. Il a souligné que les pays du Benelux introduiraient une heure d'été à partir de 1977, et que les Neuf se réuniraient pour se mettre d'accord sur une période uniforme d'heure d'été.

De source informée, on précise que la Grande-Bretagne refuse toujours d'accepter d'autres dates que les siennes et que l'Allemagne fédérale n'a pas l'intention d'instaurer une heure d'été avant 1978.

## L'Assemblée européenne et la Commission condamnent la violation des droits fondamentaux au Chili

Strasbourg. — L'Assemblée européenne et la Commission des communautés ont condamné à Strasbourg « les violations persistantes des libertés et des droits fondamentaux des citoyens chiliens ».

L'Assemblée, en adoptant une résolution, a condamné le projet présenté par le groupe communiste, a marqué, une fois de plus, son inquiétude devant l'évolution de la situation au Chili.

Evocant uniquement à l'origine « les menaces pesant sur la vie de M. Corvalán et d'autres personnalités politiques chiliennes », la résolution « proteste une nouvelle fois contre toutes les méthodes de torture et les peines inhumaines appliquées dans ce pays ». Elle invite les gouvernements des Neuf à prendre toutes les mesures susceptibles d'aider le Chili à retrouver la voie de la démocratie et de la liberté. Cette résolution a obtenu l'appui de la Commission.

D'autre part, à l'occasion d'une question orale, présentée par M. Gilman (Belgique), les socialistes ont fait état du dernier rapport d'Amnesty International, qui fournissait une liste de vingt-deux personnes qui auraient été tuées par la police uruguayenne.

M. Gilman, après avoir fait remarquer qu'il y avait un précédent politique sur 450 habitants dans ce pays, a suggéré à la Commission de ne pas donner suite à la demande de l'Uruguay qui veut bénéficier, dans le cadre de son accord commercial avec la C.E.E. d'avantages tarifaires pour certains textiles. M. Thomson, membre (britannique) de la Commission, a refusé, déclarant que la Communauté ne pouvait encourir le reproche de ne pas respecter des accords internationaux des Neuf à pas moins condamner les méthodes de la police uruguayenne.

L'Assemblée s'est aussi inquiétée des violations répétées par l'U.R.S.S. de l'accord d'Élsinbourg sur la coopération et la sécurité en Europe, en ce qui concerne les droits de l'homme. De nombreux traités, en l'absence des communistes, ont été dénoncés, beaucoup de points de l'accord restent lettre morte. Même les espérances les plus modestes ont été déçues, a dit lord Bethel (conservateur britannique).

« Les ministres des affaires étrangères des Neuf se réunissent en privé » ce vendredi 14 et samedi 15 mai au château de Senningen, près de Luxembourg. Le projet de l'accord d'Élsinbourg et le « rapport Tindemans » seront certainement discutés. Ces thèmes ont été abordés le 13 mai à Paris par M. Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, venu inopinément à Paris.

Il a estimé que des progrès avaient été accomplis en vue d'un règlement négocié en Rhodésie, précisant : « Je crois qu'il est de moins en moins probable que les pays africains interviennent militairement sur le continent ».

Selon le secrétaire d'Etat, les axes de la politique africaine de l'Amérique sont aujourd'hui les suivants : les rivalités des grandes puissances et la violence doivent être évitées au continent africain ; les peuples d'Afrique doivent devenir prospères et participer en force à l'ordre économique mondial.

Le chef de la diplomatie américaine, qui a été chaleureusement accueilli par les membres de la commission, a par ailleurs indiqué que l'Afrique du Sud « avait maintenant l'occasion de tourner le dos à sa position d'isolement croissant et de s'engager dans un processus de changements pacifiques ».

## LA FRANCE ÉCARTÉE DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

New - York (Nations unies) (A.F.P.). — L'Autriche et la Suède ont été élues, jeudi 13 mai, avec respectivement 38 et 32 voix, membres de la commission des droits de l'homme à l'ONU, pour un mandat de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

La France, candidate, et membre de cette commission depuis la création de l'ONU, n'a pas été réélue, n'ayant obtenu que 31 voix. Elle a, en revanche, été réélue au conseil d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et à l'organe de contrôle des stupéfiants.

Dans certains milieux diplomatiques, on voit dans la victoire de l'Autriche et de la Suède sur la France la manifestation d'une certaine irritation due au fait que les membres permanents du Conseil de sécurité, qui ne jouissent pas juridiquement de ce privilège dans les autres organes de l'ONU, y occupent souvent des sièges de façon continue.

## Italie M. Berlinguer propose un cabinet d'union nationale après les élections

Rome. — Un nouveau pas vient d'être franchi par le parti communiste italien dans sa longue et prudente marche vers le pouvoir : après les élections législatives du 20 juin, il souhaite un gouvernement d'union nationale, et non plus seulement une vague « entente des forces populaires et démocratiques » au sein de laquelle la place initiale du P.C. dans un premier temps n'était pas précisée. Ce gouvernement — dont l'extrême droite serait évidemment exclue — ne justifierait pas la période de crise que traverse l'Italie.

La nouvelle stratégie du P.C. a été exposée au comité central, le 13 mai, par M. Enrico Berlinguer. Elle ne signifie nullement que les communistes italiens renoncent au « compromis historique ». C'en est toutefois une nouvelle interprétation, puisqu'elle tend à élargir le champ d'action du P.C. à une plus grande diversité de forces politiques.

Deux passages du discours de M. Berlinguer démontrent cette nouvelle stratégie que l'on retrouvera sans doute sur tous les murs d'Italie d'ici au 20 juin. C'est d'abord où il déclare : « Notre proposition est que, devant cette période exceptionnelle (de crise) et jusqu'à son dépassement, le pays soit guidé par une vaste coalition unitaire, ouverte à toutes les forces démocratiques. Nous pourrions être par une coalition temporaire, mais solide entre les partis démocratiques disposés à travailler ensemble, dans le pays, dans le Parlement, et au gouvernement, pour une œuvre d'assainissement et de renouvellement ».

L'autre passage du discours cherche à insérer cette proposition dans la stratégie que le P.C. déclare suivre depuis Togliatti. « Notre proposition », dit M. Berlinguer, « ne contredit pas la stratégie du compromis historique — c'est-à-dire de l'entente entre les grands courants politiques — mais elle la précise et la renforce. Elle vise à élargir le champ d'action du P.C. à une plus grande diversité de forces politiques ».

Le passage du discours cherche à insérer cette proposition dans la stratégie que le P.C. déclare suivre depuis Togliatti. « Notre proposition », dit M. Berlinguer, « ne contredit pas la stratégie du compromis historique — c'est-à-dire de l'entente entre les grands courants politiques — mais elle la précise et la renforce. Elle vise à élargir le champ d'action du P.C. à une plus grande diversité de forces politiques ».

Le passage du discours cherche à insérer cette proposition dans la stratégie que le P.C. déclare suivre depuis Togliatti. « Notre proposition », dit M. Berlinguer, « ne contredit pas la stratégie du compromis historique — c'est-à-dire de l'entente entre les grands courants politiques — mais elle la précise et la renforce. Elle vise à élargir le champ d'action du P.C. à une plus grande diversité de forces politiques ».

Le passage du discours cherche à insérer cette proposition dans la stratégie que le P.C. déclare suivre depuis Togliatti. « Notre proposition », dit M. Berlinguer, « ne contredit pas la stratégie du compromis historique — c'est-à-dire de l'entente entre les grands courants politiques — mais elle la précise et la renforce. Elle vise à élargir le champ d'action du P.C. à une plus grande diversité de forces politiques ».

## Portugal S'IL EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**Le général Eanes se propose de nommer M. Soares premier ministre**

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters). — Intervenant le 13 mai par le quotidien socialiste *A Luz*, le général Ramalho Eanes a déclaré qu'il était élu président de la République, il se proposait de nommer M. Soares premier ministre.

Le général Eanes a, d'autre part, déclaré à *A Luz* que son programme électoral comporterait la défense de la Constitution et de l'indépendance nationale, la consolidation de la démocratie et des mesures pour le redressement économique du pays. « L'application d'un programme socialiste au Portugal par des moyens démocratiques dépend des hommes qui le mèneront, et j'ai foi en eux », a-t-il ajouté.

De son côté, l'amiral Pinheiro de Azevedo a répété, le 13 mai, à M. Sa Carneiro, secrétaire général du P.P.D., qu'il serait candidat à la présidence de la République. Sauf à le parti communiste se décider, contre toute attente, à faire cavalier seul, l'actuel premier ministre ne disposera du soutien d'aucun parti. Toutefois, il est plus connu de ses concitoyens que le chef d'état-major de l'armée de terre.

Jusqu'à présent, la seule candidature officielle déposée est celle de Mme Vieira da Silva, présentée par deux formations trotskistes. Cependant, le mouvement en faveur d'une candidature au commandant Otelo de Carvalho, ancien chef du Copcon, prend consistance à l'extrême gauche (1). Une commission de soutien s'est créée, où figure notamment M. Francisco Pereira de Moura, ancien ministre de l'Économie des quatre premiers gouvernements provisoires, membre du Mouvement démocratique portugais. Cette candidature, comme celle de l'amiral Pinheiro de Azevedo, pourrait séduire une partie des électeurs communistes.

Enfin, on repart d'une éventuelle candidature du général en retraite Eanes de Azevedo, connu pour ses opinions d'extrême droite.

(1) Otelo de Carvalho, qui était général de division, a été arrêté le 25 novembre dernier.

## Espagne

**LE P.C. ET LE «TIMES» ACCUSENT LA POLICE DE PRATIQUER LA TORTURE**

Madrid (A.F.P., A.P.). — A l'issue d'une réunion du plénum de son comité exécutif, le parti communiste d'Espagne a dressé un tableau particulièrement sombre de la situation économique et politique des pays, et a condamné sans réserve la « politique répressive » du gouvernement. Pour les communistes espagnols, la seule alternative qui soit désormais envisageable est la « politique répressive » du gouvernement. Pour les communistes espagnols, la seule alternative qui soit désormais envisageable est la « politique répressive » du gouvernement.

Que ferait le gouvernement d'union nationale ? M. Berlinguer a défini trois objectifs : « Une économie saine, un État démocratique efficace, une société ordonnée et qui fonctionne ». En d'autres termes, il s'agit de sortir d'une situation où « le pays n'est pas gouverné », où il souffre d'un « effritement du tissu politique et moral » et risque surtout une catastrophe économique.

M. Berlinguer a eu à ce propos des mots très durs pour la démocratie chrétienne, précisant toutefois qu'il ne fallait pas « abroger » ce parti, mais lui retirer son « rôle central ». Aux socialistes sont reprochés le manque de clarté et des tentatives centristes. Quant à l'extrême gauche, elle ne vise, selon M. Berlinguer, qu'à prendre des voix au P.C.I. et au P.S.I. pour pouvoir siéger au Parlement.

Malgré ces attaques, le secrétaire général s'est voulu rassurant. Il a rappelé que son parti n'entendait pas mettre en question les alliances de l'Italie.

La proposition communiste a naturellement été entendue avec attention par les autres partis. Tout le monde cependant — à commencer par les communistes eux-mêmes — sait que les alliances post-électorales dépendront des résultats du scrutin. Ce que dit M. Berlinguer aujourd'hui peut fort bien être corrigé au lendemain du 20 juin. Si le corps électoral restait stable, les dirigeants du P.C. se contenteraient volontiers de donner leur appui — mais un appui ouvert, officiel — à une nouvelle coalition de centre gauche, qu'on appellerait simplement « coalition ». Le P.C. se verrait peut-être contraint de gouverner, même si la démocratie chrétienne refusait de collaborer avec lui. Le secrétaire général de la C.G.I., M. Luciano Lama, l'a dit clairement, « à titre personnel », le 13 mai : « Si la gauche dépasse 50 % des voix, elle ne pourra pas se soustraire à ses responsabilités ».

De son côté, le *Times* de Londres a cité, le 13 mai, les noms de trois personnes qui ont été récemment arrêtées : M. Mario Amparo Arango, vice-président du syndicat des ouvriers et techniciens du papier à Lassa (Navarre), M. José Alfredo Briand, responsable d'une boîte de lettres à Renteria (Gulizpuzcoa) et M. Francisco Tellez Luna, ouvrier d'une usine de Badalona, près de Barcelone. Le *Times* décrit les services dont ont été victimes ces trois personnes : bastonnades, pendaison par les poignets, supplices de la baignoire, notamment.

## Allemagne fédérale LE PROCÈS BAADER EST AJOURNÉ

Stuttgart (A.F.P.). — Le procès contre les dirigeants du groupe d'extrême gauche Baader-Meinhof a été ajourné à une date non fixée.

Cette décision est intervenue le 13 mai à la suite d'une requête en sursis contre le tribunal déposé par l'avocat commis d'office de Jan Carl Raspe, M. Stefan Schlögl, auquel se sont joints ses quatre collègues représentant Gudrun, Hannelore et Andreas Baader.

C'est la première fois que les avocats, commis d'office, déposent une telle requête. Le procès dure depuis près d'un an à la prison de Stuttgart-Stammheim (1) s'est ouvert le 25 mai 1975). Cependant, les quatre collègues représentant Gudrun, Hannelore et Andreas Baader.

Une Meinhof sera inhumée dans la matinée du 15 mai à Berlin-Ouest, au cimetière protestant de Mariendorf. — (A.F.P.)

M. Jean-Jacques de Félice, qui était à Stuttgart au moment de la mort d'Ulrike Meinhof, l'une des quatre accusées du procès des dirigeants de la fraction Armée rouge, a fait, mercredi 12 mai à Paris, dans une conférence de presse, le procès du système carcéral allemand.

La privation sensorielle et l'isolement total des accusés dans les premiers mois de leur incarcération, dans ce qu'on appelle les « sections silencieuses », a-t-il dit, ont pour effet de « détruire » les prisonniers, de les rendre, par la suite, incapables de se défendre véritablement. Cette « torture blanche », qui se poursuit, à un moindre degré, après ces premiers mois, « vide les accusés de leur substance ». Quand, après une période d'emprisonnement « préventif » qui peut atteindre plusieurs années, s'ouvre le procès, celui-ci n'est plus qu'un « jeu technique où les détenus apparaissent comme des ombres ».

Ce système carcéral, a rappelé M. Jean-Jacques de Félice, s'accompagne de mesures vexatoires à l'égard de la défense : les avocats sont filés par la police, leur voiture fouillée. La nouvelle législation entrée en vigueur en 1975 en République fédérale allemande permet de prendre des mesures plus rigoureuses encore, telle l'arrestation des avocats si leur activité paraît « être de nature à menacer la sécurité de l'État ». Cette mesure a été effectivement appliquée à deux avocats des dirigeants de la fraction Armée rouge.

## "FIGURES" COLLECTION DIRIGÉE PAR BERNARD-HENRI LÉVY

Guy Lardreau et Christian Jambet L'ANGE

"Ouf ! Quelle débâcle de déblaiement ! Quel élan dans l'ébauche ! Bref, quel événement !"

Maurice Clavel/Le Nouvel Observateur "Il fallait signaler le plus vite, le plus haut possible, ce livre événement"

Claude Mauriac/Le Figaro "L'événement d'une pensée neuve, cohérente, autonome"

Roger-Pol Droit/Le Monde



# PROCHE-ORIENT

Le conflit israélo-arabe

## Le président Ford : Israël doit faire des concessions territoriales pour assurer la paix

Washington (A.F.P.). — Le président Ford a réaffirmé jeudi 13 mai l'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité et de l'existence d'Israël, mais il a prévenu en même temps l'État juif qu'il devait être prêt à faire des concessions territoriales pour assurer la paix au Proche-Orient.

« Nous comprenons le dilemme devant lequel se trouve Israël pour arriver à la paix », a dit M. Ford. « On demande à Israël d'abandonner des territoires, décision ouverte et pratiquement irréversible, en échange de mesures politiques non tangibles. »

« Mais c'est seulement en acceptant un tel échange qu'on pourra mettre fin aux hostilités et parvenir à la paix », a affirmé le président. La responsabilité de l'Amérique est d'encourager les deux côtés à mettre fin à un état de guerre qui a depuis trop longtemps mis en danger la paix du Proche-Orient et du monde entier.

« Il peut y avoir parfois des divergences entre nous et Israël sur les moyens de parvenir à nos objectifs, mais il n'y a pas et il n'y aura pas d'érosion de l'amitié fondamentale qui existe entre les deux pays. Je réaffirme fermement l'objectif de la politique américaine : l'engagement moral envers Israël que je vous réaffirme maintenant », a conclu M. Ford.

Mardi, le département d'État a annoncé que le chef de la diplomatie américaine, Henry Kissinger, avait eu une conversation téléphonique avec le ministre israélien de la Défense, Moshe Dayan, à propos de la situation au Proche-Orient. M. Kissinger a déclaré qu'il avait exprimé à M. Dayan l'opinion que la situation était grave et qu'il était urgent de trouver une solution. M. Dayan a répondu qu'il comprenait la position américaine et qu'il était prêt à discuter de la situation avec les dirigeants arabes.

avait confirmé l'opposition des États-Unis à la création par Israël de communautés de peuplement dans les territoires occupés. Le porte-parole officiel avait exprimé l'espoir que les informations selon lesquelles Israël préparait l'établissement d'une série de nouvelles colonies dans les territoires occupés étaient fausses.

Mardi, c'était le sénateur républicain de New York, M. Jacob Javits, qui avait mis en garde les Israéliens contre l'utilisation abusive des colonies de peuplement sur la rive occidentale du Jourdain pour imposer une solution territoriale.

Parlant devant l'American Jewish Committee, M. Javits avait notamment déclaré : « Je pense qu'il est absolument justifié de faire remarquer à Israël que l'établissement de nouvelles colonies dans les territoires occupés ne peut servir à empêcher ce qui, en fin de compte, s'achève par leur démantèlement. »

Le département d'État a également annoncé que le secrétaire d'État, Henry Kissinger, avait eu une conversation téléphonique avec le ministre israélien de la Défense, Moshe Dayan, à propos de la situation au Proche-Orient. M. Kissinger a déclaré qu'il avait exprimé à M. Dayan l'opinion que la situation était grave et qu'il était urgent de trouver une solution. M. Dayan a répondu qu'il comprenait la position américaine et qu'il était prêt à discuter de la situation avec les dirigeants arabes.

Liban

## TANDIS QUE LES COMBATS S'INTENSIFIENT CORRESPONDANCE

### Le président Frangie multiplie les conditions préalables à son retrait

Les combats du jeudi 13 mai ont fait six morts et quatre-vingt-quatre blessés dans la seule région de Beyrouth et de sa banlieue. A Tripoli, les affrontements entre les islamistes progressistes et les troupes soutenues par la Syrie ont fait le même jour environ deux cents tués.

Ce vendredi matin, M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a donné l'ordre aux troupes de l'A.L.P. d'arrêter la progression de la Palestine commandée par des officiers syriens de se retirer de Tripoli.

Beyrouth. — Les combats se poursuivent avec une rare violence sur tous les fronts. Aux accrochages qui continuent à opposer les forces palestino-islamistes progressistes et les miliciens conservateurs chrétiens, s'ajoutent les affrontements entre les troupes syriennes et les miliciens libanais.

Les islamistes affirment au Front du refus et soutenus par les formations libanaises de gauche. Selon certaines informations, les troupes syriennes auraient déjà investi Tripoli, seconde ville du Liban. Prenant prétexte de quel que attentat perpétré contre des éléments de la Salika, l'armée de libération palestinienne (A.L.P.) aurait pris position sur tous les points stratégiques de la ville, après avoir verrouillé les accès.

De nombreux arrestations parmi les militants de gauche, ainsi que le dynamitage des permanences du parti Baas libanais d'obédience irakienne, sont signalés. Il semble toutefois que, dans les quartiers populaires, des velléités de résistance armée se soient manifestées dans la journée de jeudi et que des combats meurtriers de la Salika aient eu à entraver le feu nourri des francs-tireurs embusqués dans les rues d'Abou-Samra, qui surplombe la métropole.

Dans un communiqué, rendu public à l'issue d'une réunion des principaux dirigeants palestiniens, l'O.L.P. a adressé une mise en garde aux dirigeants militaires de l'A.L.P., pour avoir entraîné celle-ci à l'insu de sa direction politique, dans des combats contre le mouvement patriotique et progressiste libanais.

Les dirigeants palestiniens demandent en outre aux dirigeants syriens de retirer les barrières dressées dans les différentes régions et de condamner le comportement des éléments qui contrôlent ces barrières.

Cette situation inquiète au plus haut point l'O.L.P. de M. Arafat et le Front du refus, qui veulent éviter à tout prix la cassure avec les Syriens. Il se précise à ce propos que M. Kamal Joumblatt, leader de la gauche libanaise, pencherait lui aussi pour un règlement politique qui, en échange d'un retour à la paix civile, devrait sauvegarder les acquis politiques du mouvement national et « fournir des garanties de survie à la résistance palestinienne ».

Le point de vue élaboré par le groupe de Beyrouth était fort simple. Depuis le règlement organique de 1984, le Liban jouissait d'un statut particulier. Grâce au statut particulier de Beyrouth et à la présence de troupes françaises, le Liban jouissait d'un statut particulier. Grâce au statut particulier de Beyrouth et à la présence de troupes françaises, le Liban jouissait d'un statut particulier.

### Une chance manquée

Nous avons reçu sur le drame libanais une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits :

Un rappel du passé, s'il ne peut évidemment rien pour atténuer le drame que vit actuellement le Liban, aide néanmoins à en comprendre les racines. C'est ce qui me pousse à évoquer une tentative faite à Londres en 1946 pour faire obtenir des Nations unies une garantie internationale pour la souveraineté et l'intégrité du Liban — garantie qui, si elle avait pris corps, eût été peut-être de nature à préserver le pays du genre d'événements auxquels nous assistons aujourd'hui.

En février 1946, le Conseil de sécurité était saisi de la question de la présence de troupes françaises sur le territoire libanais. Bien que l'indépendance des États du Levant n'eût pas encore été proclamée par la France, le libre des 1941, bien que l'armée française, chassée déjà de Syrie par une insurrection, bénéficiait de complicités britanniques, fut plus représentée au Liban en 1946 que par quelques unités en voie d'évacuation, on craignait à Paris et dans les milieux français de Londres et de Beyrouth qu'un débat au Conseil de sécurité n'entraînant une attaque contre la politique de l'ex-puissance mandataire. C'est la raison pour laquelle la représentation française auprès de la première Assemblée générale des Nations unies à Londres s'est renforcée d'une petite mission venue de Beyrouth et conduite par le comte Stanislas Ostrogorski, plus tard ambassadeur de France en Inde. J'ai moi-même fait partie de cette mission.

Le point de vue élaboré par le groupe de Beyrouth était fort simple. Depuis le règlement organique de 1984, le Liban jouissait d'un statut particulier. Grâce au statut particulier de Beyrouth et à la présence de troupes françaises, le Liban jouissait d'un statut particulier. Grâce au statut particulier de Beyrouth et à la présence de troupes françaises, le Liban jouissait d'un statut particulier.

Depuis, à Londres, force nous était de constater que les esprits, accablés par d'autres succès, n'étaient pas tous très réceptifs aux données du problème libanais. M. Roosevelt, par exemple, qui m'avait semblé être le membre de la délégation américaine le plus apte à les comprendre, me dit, lors d'un déjeuner à son hôtel, à peu près ceci : « Le Liban, qu'est-ce que c'est ? » La déception ne fut pas moins grande quand, le moment venu, Georges Bidault, chef de la délégation française, ayant obtenu ce que je souhaitais, comptait surtout à ses yeux qu'il n'y eût pas la moindre attaque contre la politique française au Liban. Aucun débat n'eut lieu, et il ne restait aux émissaires de Beyrouth que de rentrer bredouilles chez eux !

# AMÉRIQUES

Argentine

## La répression touche tous les milieux sociaux et professionnels

Malgré le ton modéré des déclarations initiales de l'équipe militaire au pouvoir à Buenos-Aires depuis le 24 mars dernier — et l'assurance à nouveau donnée le 12 mai par le général Videla que l'objectif de la junte est le rétablissement de la démocratie — la répression est aujourd'hui très forte en Argentine. Depuis quelques jours, nous recevons un nombre croissant d'appels nous signalant des arrestations et des enlèvements.

Selon Amnesty International, de vingt à trente mille personnes auraient été arrêtées depuis le coup d'État militaire. Un certain nombre, bien entendu, ont été relâchées. Le chiffre de quatre mille détenus politiques généralement admis par les observateurs durant les derniers jours du régime péroniste — est, selon toute vraisemblance, largement dépassé. Malheureusement, nous n'avons pas donné un chiffre officiel et encore moins une liste des personnes détenues. Les différents services de répression, policiers et militaires, ont agi et continuent d'agir chacun pour son compte, allant même jusqu'à se disputer certains prisonniers. La plupart des notables péronistes sont détenus à bord d'un navire ancré dans le rio de la Plata. M. Antonio Cafiero, ancien ministre de l'économie, se trouve, lui, détenu dans les locaux de la police à Mendoza. On apprend le 13 mai.

La vague d'arrestations depuis le coup d'État est destinée, selon les autorités, à réprimer, d'une part, la « corruption » qui a marqué les derniers mois du péronisme, et, d'autre part, la « subversion ». Le dernier terme est entendu au sens le plus large, et une indication à la grave est considérée comme subversive. Le parti péroniste authentique, le scoutisme, les associations d'ouvriers au cours d'une vingtaine de persécution, dans les autres. En fait, la répression touche tous les milieux sociaux et professionnels. L'impression générale d'insécurité est accrue par l'annonce de la « loi de sécurité ». Plus de deux cents personnes ont été assassinées depuis le 24 mars. Parmi elles, figurent notamment des journalistes, des policiers et cinq cadres d'entreprises — victimes très probables d'organisations d'extrême-gauche. La grande majorité cependant — les trois quarts — sont des personnes qui ont été enlevées et exécutées par des

organisations para-policières ou extrémistes de droite, comme l'Alliance anti-communiste argentine.

Le recours à l'acte politique — classique en Amérique latine — est rendu très difficile par le fait que, semble-t-il, les ambassades ont reçu des autorités argentines une « liste noire » de personnes qu'elles se voient recommander de ne pas abriter. Seule l'Italie, selon Amnesty International, aurait ouvert largement les portes de sa représentation aux fugitifs. Un péroniste, nous a-t-on assuré, s'est présenté successivement à six ambassades : sans succès, car il était sur la « liste noire ».

Des appels. Nous avons, en particulier, reçu des appels en faveur de :

— M. Ricardo Conill, écrivain renommé, collaborateur de l'hebdomadaire littéraire et politique *Crónica*, enlevé le 5 mai à Dorego, dans la province de Buenos-Aires, par six civils armés. Plusieurs écrivains vivants à Paris, dont Régis, Debry, Manuel Scorza, Julio Cortázar, Italo Calvino, Ariel Dorfman, ont envoyé un télégramme au président Videla, lui demandant de relâcher, à ce qu'ils soient préservés la vie et l'intégrité physique de M. Conill.

La situation des étrangers réfugiés sur le territoire argentin n'est apparemment guère meilleure. Un décret du 24 mars interdit l'expulsion des réfugiés vers leur pays d'origine pour les motifs les plus divers. Amnesty International nous a communiqué une liste de neuf Chiliens menacés d'être renvoyés à Santiago. Nous avons, d'autre part, appris de sources extrêmement sûres que M. Edgar Scarpignat — l'un des dirigeants du MIR chilien — dont nous avions récemment annoncé l'arrestation en Argentine, a été renvoyé le 27 avril au Chili. Il se trouverait actuellement détenu dans la prison de DINA — la police politique chilienne — située dans une localité nommée Monte-Maravilla.

M. Mario Munoz Salas, syndicaliste chef de la fédération des mineurs, est actuellement recherché, apprend-on, par les forces de l'ordre argentines, auxquelles il a pu échapper lors d'une première perquisition à son domicile, dans la ville de San-Juan. Une trentaine de personnalités, écrivains, artistes, journalistes, ont déjà lancé un appel en sa faveur.

Enfin, le cinéaste brésilien Paulo Parangarua et sa compagne Maria Regina Fila, détenus depuis une année, avaient obtenu, juste avant le coup d'État, un visa pour la France. Les autorités militaires argentines semblent se refuser, désormais, à les laisser quitter le pays. De nombreux écrivains et artistes ont signé un appel pour leur libération.

## A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

LES FORCES DE SÉCURITÉ INDIENNES DES FRONTIÈRES ont repoussé l'entrée de la marche vers le barrage de Farakka (situé en territoire indien), que doit conduire, à la fin de semaine, le dirigeant gauchiste bangladais, M. Sheikh. Le Bangladesh estime que le barrage réduit le débit du Gange de 10 à 20 pour cent (A.F.P.).

LE JOUEUR DE TENNIS ROUMAIN TOMA OVIDIU a

annoncé, mercredi 13 mai, qu'il avait décidé de ne pas aller aux États-Unis où il allait demander l'asile politique. Toma Ovidiu, vingt-sept ans, qui a fait partie de l'équipe roumaine pour la Coupe Davis des juniors, a déclaré qu'il ne voulait pas aller aux États-Unis où il allait demander l'asile politique.

LE CORRESPONDANT A TOKYO DE L'AGENCE DE PRESSE SOVIETIQUE NOVOSTI a été arrêté vendredi 14 mai pour avoir tenté d'obtenir des secrets américains, a annoncé un

porte-parole de la police de Tokyo. M. Matsubuchi est accusé de violation de la loi spéciale fondée sur le traité de sécurité nippo-américain. Il est reproché d'avoir en mai 1975, tenté d'obtenir d'un marin du porte-avions *Midway* des informations concernant les codes militaires et l'équipement électronique des appareils américains. (A.F.P.)

Japon

LE CORRESPONDANT A TOKYO DE L'AGENCE DE PRESSE SOVIETIQUE NOVOSTI a été arrêté vendredi 14 mai pour avoir tenté d'obtenir des secrets américains, a annoncé un

porte-parole de la police de Tokyo. M. Matsubuchi est accusé de violation de la loi spéciale fondée sur le traité de sécurité nippo-américain. Il est reproché d'avoir en mai 1975, tenté d'obtenir d'un marin du porte-avions *Midway* des informations concernant les codes militaires et l'équipement électronique des appareils américains. (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

M. BERNARD DESTREMAU, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères, a fait depuis le 13 mai une visite officielle de trois jours à Prague. Il participe aux travaux de la commission mixte de coopération économique créée l'an dernier. (A.F.P.)

Jocelyn PARIS



134 bd de la République Paris 13 - 033.44.10  
78/78 ch. de la Gare (Paris) - 225.36.33  
5 rue du Cherche-Midi - 346.76.47

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sévres  
5 rue du Louvre  
53 bd de Strasbourg  
81 rue St-Lazare

Sandales, tressés, vernis, chevrons de grand confort, toutes les pointures et les largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit : SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6.

**GRIFFSOLDE DEGRIFFE**  
**LES GRANDS DU PRÊT-À-PORTER**  
actuellement chemisiers, pantalons, robes pleines  
BOUTIQUES POUR ELLE  
1, rue de la Paix (Paris)  
2, rue du Refuge (Paris)  
3, rue de la Paix (Paris)  
BOUTIQUES POUR LUI  
1, rue de la Paix (Paris)  
2, rue du Refuge (Paris)  
3, rue de la Paix (Paris)

**RESIDENCE DU CHEF S-JEN**  
à vendre  
appartements neufs  
le m² de 3500 à 4600

**Canon pour les**  
1430F  
**Camera 7**  
**ORDRE DE SEINE**  
dans le cadre de la Rénovation Urbaine (2<sup>e</sup> tranche)  
à vendre  
appartements neufs  
le m² de 3500 à 4600

سكينة الوكيل



حکومت الامم المتحدة

CORRESPONDANCE

Une chance manquée

Nous avons reçu sur le dossier libanais une lettre dont nous retranscrivons ci-dessous les principaux extraits :

On rappelle tout d'abord que l'Assemblée nationale libanaise n'a pas encore voté la loi relative à la répression de la pollution marine. Ce texte, dont le rapporteur était M. Marcellin (non-inscr.), n'a d'autre objet que de renforcer l'efficacité des mesures juridiques de droit interne sans lesquelles les conventions internationales n'ont pas d'effet.

En l'occurrence, il s'agit essentiellement de l'application des dispositions de la convention d'Oslo du 15 février 1972, qui interdit l'immersion de substances nocives. La commission des lois, a indiqué le rapporteur, souhaite qu'un responsable unique soit désigné au niveau ministériel. « Il est amer, a-t-il conclu, de constater que l'homme joue les apprentis-sorciers. Ce projet est un de ceux qui peuvent lui sauver la vie ».

La législation de 1964 ne pouvant s'appliquer que dans les eaux territoriales, il fallait, a précisé M. FOSSET, ministre de la Qualité de la vie, un nouveau texte pour la haute mer. Pour M. ANDRIEU (P.S., Rouches-du-Rhône), la nouvelle législation ne donne aucun moyen d'action sur les navires étrangers.

« Ne nous faisons pas d'illusions », proclame de son côté M. BOUARD (Bonnefoy), député (Gauchois, Yvelines), le droit international ne permet pas une telle efficacité. Rien n'existe pour les déchets radio-actifs, les opérations d'incinération, les punitions de complaisance. Ce projet concerne pas les hydrocarbures, l'immersion directe à partir de la terre, et ses pénalités restent faibles. Il a surtout le mérite d'exprimer la volonté de la France de remplir ses obligations internationales et, au-delà, pour une lutte aussi efficace que possible contre la pollution ».

M. MARCELLIN : « Chaque fois qu'on légifère en cette matière, on se heurte à des intérêts puissants, mais aussi à des préjugés plus puissants encore. Je me rappelle que, interrogé un jour des représentants de l'industrie, j'ai demandé : quel est de vous le plus pollueur ? Une voix timide a répondu : « C'est moi », c'était le représentant de l'agriculture ».

Avant le vote des articles, M. FOSSET annonce que la convention de Londres sur l'immersion des déchets radio-actifs sera prochainement soumise à la ratification du Parlement. « Pour sa part », souligne le ministre, la France ne procède à aucun déversement radio-actif en mer ».

Les sénateurs ont notamment voté un amendement dit « l'initiative conjointe de M. Andrieux et du rapporteur, dans lequel il est dit qu'à l'issue de l'incinération et d'instruction tout bâtiment, aéronautique, enfin ou plate-forme à l'encontre de qui aura été dressé procès-verbal pourra, sur requête de l'autorité judiciaire, être retenu pendant un délai maximum de huit jours ».

Le Sénat a ensuite adopté un second projet de loi anti-pollution dont le rapporteur était également M. Marcellin. Ce texte concerne les opérations d'incinération en mer des déchets industriels, pour lesquelles il n'existe aucune convention internationale.

« L'incinération en mer », a déclaré M. FOSSET, est une technique d'avenir mais elle suppose un contrôle extrêmement strict. Les sénateurs ont voulu renverser la charge des conditions techniques de l'incinération. Ils ont adopté un amendement qui confère à l'administration une fonction de « contrôle ». Le texte voté par l'Assemblée nationale lui donnait le pouvoir de « prescrire » l'incinération des déchets en mer.

Le Sénat a enfin voté le projet de loi tendant à aménager le monopole des tabacs manufacturés en vue d'adapter notre législation à la réglementation communautaire sur la libre circulation des produits dans la C.E.E. Ce projet, a précisé M. Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, ne porte atteinte à aucun avantage acquis et maintient le monopole de vente des tabacs dans la C.E.E. L'ensemble du texte a été adopté sans modification et prend donc force de loi. — A.G.

Adoption des projets anti-pollution

Le Sénat a adopté, le 13 mai, le projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine. Ce texte, dont le rapporteur était M. Marcellin (non-inscr.), n'a d'autre objet que de renforcer l'efficacité des mesures juridiques de droit interne sans lesquelles les conventions internationales n'ont pas d'effet.

En l'occurrence, il s'agit essentiellement de l'application des dispositions de la convention d'Oslo du 15 février 1972, qui interdit l'immersion de substances nocives. La commission des lois, a indiqué le rapporteur, souhaite qu'un responsable unique soit désigné au niveau ministériel. « Il est amer, a-t-il conclu, de constater que l'homme joue les apprentis-sorciers. Ce projet est un de ceux qui peuvent lui sauver la vie ».

La législation de 1964 ne pouvant s'appliquer que dans les eaux territoriales, il fallait, a précisé M. FOSSET, ministre de la Qualité de la vie, un nouveau texte pour la haute mer. Pour M. ANDRIEU (P.S., Rouches-du-Rhône), la nouvelle législation ne donne aucun moyen d'action sur les navires étrangers.

« Ne nous faisons pas d'illusions », proclame de son côté M. BOUARD (Bonnefoy), député (Gauchois, Yvelines), le droit international ne permet pas une telle efficacité. Rien n'existe pour les déchets radio-actifs, les opérations d'incinération, les punitions de complaisance. Ce projet concerne pas les hydrocarbures, l'immersion directe à partir de la terre, et ses pénalités restent faibles. Il a surtout le mérite d'exprimer la volonté de la France de remplir ses obligations internationales et, au-delà, pour une lutte aussi efficace que possible contre la pollution ».

M. MARCELLIN : « Chaque fois qu'on légifère en cette matière, on se heurte à des intérêts puissants, mais aussi à des préjugés plus puissants encore. Je me rappelle que, interrogé un jour des représentants de l'industrie, j'ai demandé : quel est de vous le plus pollueur ? Une voix timide a répondu : « C'est moi », c'était le représentant de l'agriculture ».

Avant le vote des articles, M. FOSSET annonce que la convention de Londres sur l'immersion des déchets radio-actifs sera prochainement soumise à la ratification du Parlement. « Pour sa part », souligne le ministre, la France ne procède à aucun déversement radio-actif en mer ».

Les sénateurs ont notamment voté un amendement dit « l'initiative conjointe de M. Andrieux et du rapporteur, dans lequel il est dit qu'à l'issue de l'incinération et d'instruction tout bâtiment, aéronautique, enfin ou plate-forme à l'encontre de qui aura été dressé procès-verbal pourra, sur requête de l'autorité judiciaire, être retenu pendant un délai maximum de huit jours ».

Le Sénat a ensuite adopté un second projet de loi anti-pollution dont le rapporteur était également M. Marcellin. Ce texte concerne les opérations d'incinération en mer des déchets industriels, pour lesquelles il n'existe aucune convention internationale.

« L'incinération en mer », a déclaré M. FOSSET, est une technique d'avenir mais elle suppose un contrôle extrêmement strict. Les sénateurs ont voulu renverser la charge des conditions techniques de l'incinération. Ils ont adopté un amendement qui confère à l'administration une fonction de « contrôle ». Le texte voté par l'Assemblée nationale lui donnait le pouvoir de « prescrire » l'incinération des déchets en mer.

Le Sénat a enfin voté le projet de loi tendant à aménager le monopole des tabacs manufacturés en vue d'adapter notre législation à la réglementation communautaire sur la libre circulation des produits dans la C.E.E. Ce projet, a précisé M. Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, ne porte atteinte à aucun avantage acquis et maintient le monopole de vente des tabacs dans la C.E.E. L'ensemble du texte a été adopté sans modification et prend donc force de loi. — A.G.

La taxation des plus-values à la commission des finances

M. Monory : l'effet de surprise eût été nécessaire

Devant la commission des finances du Sénat, le rapporteur général, M. René Monory (Union centriste), a présenté le 13 mai une note de conjoncture dans laquelle il affirme notamment dans sa conclusion : « La reprise, ce grand événement dont parlait à juste titre récemment le président de la République, est donc engagée et sa généralisation conduit les experts officiels à envisager pour la fin du premier semestre 1976 le retour au niveau de production antérieur ; mais la persistance d'une forte inflation laisse mal augurer de la durée de ce redressement, associé jusqu'à une stabilité du chômage et fait craindre que ses capacités à créer des emplois nouveaux ne soient très limitées. (...) On est alors en droit de se demander si, pour favoriser l'emploi, il n'est pas préférable de réduire d'un tiers le programme de développement mis en œuvre en septembre dernier, comme nous l'avions demandé à l'époque, et de soulager, à due concurrence, les trésoreries de toutes les entreprises ».

Après avoir analysé les différents aspects du temps de la crise, le rapporteur général souligne que, malgré une évolution contrastée des coûts de production, une hausse des prix a entraîné une moindre compétitivité de nos produits sur les marchés extérieurs, puis une réduction de la production, l'écroulement du chômage, et à l'augmentation du chômage.

Si l'on veut mener à bien l'estime-t-il, les réformes les plus urgentes pour lutter contre les inégalités, il importe avant tout de juguler l'inflation.

Au sujet de la taxation des plus-values, M. Monory déclare notamment : « Si l'objectif est bien d'entretenir une certaine croissance économique, les plus-values des plus-values ne peuvent échapper à l'obligation de l'impôt, alors il faut considérer que ces plus-values, pour la plupart, très bien rémunérées et se protéger, et disposent d'un vaste réseau de recel et de diffusion d'informations ; aussi, la taxation de ces plus-values, pour être efficace, doit être due à l'effet d'un effet de surprise. A cette fin, il est indispensable de se garder de cette publicité tapageuse qui a précédé la parution des lois et a permis à ceux intéressés d'étudier les parades à y apporter, et d'empêcher par une propagande insistante la foule des « petits » généralement non concernés. Cette réforme, que le gouvernement a présentée comme « modeste », manque de souffle. Ceux auxquels ces dispositions s'appliquent devront être les premiers à disposer de ressources importantes, peuvent être imposés de manière rigoureuse, sans qu'il faille prévoir on ne sait quelle compensation à l'égard des entreprises ».

Le rapporteur général estime que le ministère de l'économie et des finances dispose d'une palette suffisamment vaste et qui aura pu être le cas échéant, complétée par des mesures plus sévères relatives aux œuvres d'art et à l'or ».

POLITIQUE

Cette semaine  
**2050 F**  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
**1500 F TTC**  
seulement  
en 3 versements  
pose et déplacement compris

LA CLEF ROUGE  
TOUTES LES GRANDES  
MARQUES A DES  
PRIX CASSES  
Protégés vous :  
**PORTE**  
entièrement  
**BLINDEE**  
1<sup>re</sup> qualité  
exemple :  
Serrure  
SUPERBURETTE  
5<sup>1</sup> - 5<sup>2</sup>  
**BRICARD**  
5  
fermetures  
super  
sécurité

4  
goujons  
"ANTIVOL"  
pour les  
gonds

1 blindage d'acier  
électro-zingué 15/10 "ANTI-EFFRACTION"  
1 contrat sécurité 2 ans

FAITES APPEL A  
**LA CLEF ROUGE**  
N° 1 DE LA PROTECTION  
Tél. 203 44 58  
206 42 75  
**JOYE DE PARIS** Palais Sud Hall 8 Allée K

Les cars-ferries des LIGES MARITIME DELL'ADRIATICO ("TINTORETTO" "TIZIANO")  
le moyen le plus économique pour découvrir avec votre voiture, le charme discret de la

**YOUgoslavie**

5  
Départs réguliers d'Italie : Pescara/Spil, Pescara/Trieste, Ancona/Dubrovnik, Bari/Dubrovnik.  
Service régulier sur les îles vénètes. Renseignements auprès de votre agence de voyages ou  
C.G.M., 12, bd de la Madeleine - 75009 Paris - Tél. : 742.89.29. Documentation complète  
car ferries/ Yougoslavie à l'Office de Tourisme Yougoslavie Dpt/L.M. - 31, bd des  
Halles - 75002 Paris. Documentation à préciser : mer - montagne - pêche - tourisme.

Si à Mexico vous voulez faire le contraire de ce que vous avez décidé à Paris, Jumbo fera le nécessaire.

Qu'en voyage, vous ayez envie de n'obéir qu'à vous-même, Jumbo le comprend. Jumbo, c'est un style de voyage et vingt-trois relais pour voyager. Jumbo, comme vous ne fait rien comme tout le monde. Jumbo vit pour vous. Partout dans le monde.

Il a des relais sur place pour vous donner des tuyaux. Des relais qui savent improviser. Et qui, à Paris ou de l'autre côté de la terre, ne vous forcent pas à imaginer ce que vous ferez demain sur les pentes du Popocatepetl.

Des relais très débrouillards qui vous dénichent une moto à Bali, un avion à Bangkok, ou une chambre à Chiang-Mai. Et surtout des places sûres sur les vols réguliers d'Air France, à des prix très avantageux et aux dates que vous désirez.

Jumbo voyage avec vous et selon votre bon plaisir.

Jumbo est discret. Il vous laisse faire le plus important : découvrir votre Asie, votre Afrique et votre Amérique.



Jumbo. 23 relais pour voyager hors des hordes.

Agadir, Alger, Athènes, Bali, Bangkok, Colombo, Guatemala City, Héraklion, Hong Kong, Lima, Marrakech, Mérida, Mexico, Nabeul, Oaxaca, Oran, Port-au-Prince, Rhodes, Rio, Séoul, Singapour, Tanger, Tunis.

En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences AIR FRANCE

Si vous voulez recevoir la brochure Jumbo, la liste des vols, et celle des distributeurs Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Code postal .....  
Ville .....  
A envoyer à Ted Bates - Jumbo  
3, rue Bellini - 92008 Putaux

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

**CHARTERS A.R.**

KABUL 2.100F  
BANGKOK 2.100F  
BOMBAY 2.200F  
DELHI 2.400F

4, rue de l'Ecluse, Paris 13<sup>e</sup>  
3 bis rue de Valenciennes, Paris 11<sup>e</sup>  
Tél. 260.74.93 et 44.69-325.76.25

Votre Canon pour les vacances

1430F (FTB 135-135 mm)

SAC-185F QUANTITE TRES LIMITEE

Toute la gamme CANON : tous les reflex CANON, tous les objectifs CANON, toutes les caméras CANON, tous les accessoires CANON.

Expédition France contre chèque.

**camera 7**

PARIS : 7, rue La Fayette Tél. : 878.37.25  
20, rue de Châteaudun Tél. : 878.54.25  
CANNES : 45, La Croisette (Grand Hôtel) Tél. : 38.39.86

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

ENBORD DE SEINE A CHATOU

dans le cadre  
de la Rénovation Urbaine  
(2<sup>e</sup> tranche).

Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse,  
Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté

à la sortie du Pont de Chateau...  
à proximité de l'Hôtel de Ville,  
à 20' de l'Opéra (par le RER - Station Chateau)  
à 17' de St. Lazare (SNCF gare de Chateau).

**RESIDENCE  
DU CHEF ST-JEAN**

à vendre  
appartements neufs

Studio 2, 3, 4, 5 et 6 pièces et 5 pièces en duplex

Livraison : 2<sup>e</sup> semestre 1976

le m<sup>2</sup> de 3500 à 4600 F

Renseignements  
bureau de vente  
et appartement-témoign  
sur place tous les jours,  
de 14 heures 30  
à 18 heures  
8, rue du Port-Chatou  
Tél. 966.03.36

**SEMICLE**  
Société d'Economie Mixte  
pour la Construction de  
Logements Economiques  
5, av. Berthe-Albrecht  
75008 Paris  
**766 51 76**



## POLITIQUE

## LES DÉBATS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

## L'opposition refuse de voter un texte « qui dilue la responsabilité patronale »

Jeu 13 mai, l'Assemblée nationale a abordé, sous la présidence de M. Le Douarin (U.D.R.), l'examen des articles du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (« le Monde » du 14 mai).

L'article premier oblige l'employeur à organiser une formation des salariés à la sécurité des postes de travail. M. LE PENNEC (P.S.) estime que les véritables causes des accidents résident dans les conditions de travail. M. SOISSON, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, présente un amendement du gouvernement qui précise que le financement de cette formation pourra être imputé sur le 1 % de la loi de 1971 relative à la formation professionnelle continue. L'Assemblée adopte un amendement de la commission qui étend le bénéfice d'une formation pratique et appropriée aux travailleurs qui, sans être mutés, changent de poste de travail, de technique ou de produit, aux travailleurs temporaires et à la demande du médecin du travail, aux travailleurs reprenant leur activité à la suite d'un accident du travail.

Elle adopte ensuite, contre l'avis du gouvernement, un amendement de la commission qui prévoit la consultation obligatoire des comités d'établissement, des comités d'entreprise et des comités d'hygiène et de sécurité (C.H.S.) sur les programmes de formation, ces comités étant chargés de veiller à leur mise en œuvre effective. Le financement de ces programmes est à la charge de l'employeur, qui ne peut l'imputer sur les fonds de la formation professionnelle continue. Dans les entreprises où il n'existe pas de comité d'entreprise, la consultation se fait auprès des délégués du personnel.

M. Soisson estime que la position prise par l'Assemblée sur le financement ramène en cause le principe de la loi de 1971. A l'initiative de M. DELBALLE (U.D.R.), l'Assemblée précise que toute modification apportée au poste de travail pour des raisons de sécurité sera suivie d'une période d'adaptation de deux semaines au moins, pendant laquelle les travailleurs auront droit à un rendement sera inférieur.

Avant l'article 2 elle adopte un amendement socialiste, accepté par le gouvernement, interdisant la réintégration au rendement lorsqu'il s'agit de travaux dangereux, pénibles et insalubres. M. PILLOUD (D.R.), qui avait plaidé en sa faveur, avait notamment évoqué les circonstances

de l'explosion d'une cartoucherie à Clérier.

Un amendement de la commission introduit un nouvel article rappelant la nécessité d'intervenir, par voie réglementaire, pour organiser, en fonction des risques constatés, la limitation progressive des modes de travail par équipes successives et des rythmes de travail affectant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

M. DURAFOUR, ministre du travail, qui s'y était opposé, avait expliqué que le rôle des pouvoirs publics n'est pas d'organiser la production dans les entreprises, mais de veiller à ce que les modes de travail ne portent pas atteinte à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

A l'article 2, relatif à la fabrication et à l'emploi de substances et préparations dangereuses, l'Assemblée précise les obligations imposées aux fabricants, importateurs et vendeurs, et décide d'associer à l'élaboration des directives d'application les organisations professionnelles de salariés et d'employeurs. M. Durafour indique qu'une liste des substances dangereuses pourra être établie.

A l'article 3, relatif à l'intégration de la sécurité des la conception des appareils ou machines, l'Assemblée étend l'interdiction de vente ou d'utilisation des machines ou d'appareils qui ne sont pas construits dans des conditions assurant la sécurité et l'hygiène des travailleurs, à l'ensemble des machines et appareils, cette interdiction visant initialement les seuls appareils et machines dangereux. Elle décide également d'interdire la fabrication, la vente et l'utilisation des produits de protection qui ne sont pas de nature à garantir les travailleurs contre les dangers auxquels ils sont exposés. Puis elle précise que les organisations professionnelles consultées sur les textes d'application sont les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés. Elle réintègre également les producteurs de machines dans la procédure d'homologation.

A l'article 4, relatif à l'acheteur d'un matériel ou d'un produit livré dans des conditions contraires aux dispositions de la loi, l'Assemblée permet au locataire d'un matériel livré dans des conditions illégales de résilier le bail, dans un délai d'un an, nonobstant toute clause contraire.

A l'article 5, relatif aux sanctions pénales prévues à l'encontre des directeurs, gérants ou préposés ayant enfreint les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité, l'Assemblée examine un

amendement de MM. BLANC et BROCARD (R.I.), auxquels la commission des lois s'est ralliée et qui fondent des sanctions pénales sur la seule notion de faute personnelle. M. DURAFOUR estime que cet amendement n'ajoute ni ne retranche rien aux textes actuels.

M. GAU (P.S.) estime, au contraire, que cet amendement marque un recul par rapport au droit positif actuel et qu'il revient « purement et simplement à la responsabilité ». Il s'y oppose et annonce que son adoption rendrait l'ensemble du texte « inacceptable » pour son groupe. M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, adhère au contraire entièrement à cet amendement, qui restitue, selon lui, à la loi l'interprétation qu'une certaine jurisprudence, parfois « abusive », a déformée. L'amendement est adopté à 288 voix contre 183. L'article 5 est ensuite adopté, l'opposition votant contre.

La loi prévoyant que l'amende doit être acquittée avant de fois qu'il y a de salarés dans l'entreprise concernée par l'infraction relevée, la commission des lois propose de supprimer tout automatisation dans l'application de la loi. M. DURAFOUR observe que le juge exerce généralement d'une façon « libérale et mesurée » la faculté d'appréciation qui lui est laissée.

A l'article intégratif à la sécurité des la conception des bâtiments, l'Assemblée rend impératif et non facultatif, le respect des normes en matière de construction. Elle précise que les normes de sécurité applicables à la construction de nouveaux bâtiments seront définies, en accord avec les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés.

A l'article 8 instituant des organisations professionnelles nouvelles en matière d'hygiène et de sécurité, M. GAU (P.S.) estime « qu'il est inutile de créer des organismes nouveaux, créés à l'insuccès », et propose de supprimer la phrase « de faire fonctionner ceux qui existent déjà ».

M. Durafour souligne l'importance que le gouvernement attache à la création de ces organismes qui donneront notamment de C.H.S. dans les entreprises de moins de cinquante salariés. L'Assemblée décide de maintenir cet article.

A l'article 9, relatif aux procédures qui peuvent être dressées en cas de danger par les inspecteurs du travail sans mise en demeure préalable, M. BOUDET (R.I.) s'inquiète du pouvoir « absolu et discrétionnaire » laissé aux inspecteurs du travail. A l'initiative de la commission, l'Assemblée substitue à la notion de manquement à l'hygiène et à la sécurité du travail la notion d'activité grave menaçant l'intégrité physique des travailleurs.

A l'article 10, relatif à la possibilité donnée au directeur départemental du travail de mettre en demeure un chef d'établissement de prendre toutes mesures utiles pour remédier à des dangers, la commission propose de supprimer l'intervention du directeur départemental. M. Durafour et Limoux (U.D.R.) s'opposent à cette suppression. L'opposition défend cette suggestion en vain. Puis l'Assemblée précise que la mise en demeure doit être faite par écrit, datée et signée.

Après l'article 12, l'Assemblée décide de permettre à l'inspecteur du travail de faire procéder, par des organismes agréés par le ministère du travail et après avis du médecin du travail, à des analyses de produits toxiques et de faire vérifier l'état de conformité du matériel à la réglementation.

## L'ACCESSION DES SALARIÉS A LA PROPRIÉTÉ

L'Assemblée nationale a adopté définitivement et à l'unanimité, jeudi 13 mai, une proposition de loi de M. Dassault (U.D.R.), présentée à cette occasion, dans l'hémicycle.

Ce texte entend faciliter l'accession des salariés à la propriété et à la location de locaux d'habitation destinés à leur usage personnel. Il assure une meilleure information des salariés sur les possibilités de logement et leur permet d'utiliser des fonds constitués au titre de l'intéressement.

Après le rapport de M. de Préaumont (U.D.R.) et l'intervention de M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère), a exprimé le souhait de son groupe « d'un texte qui conforterait la volonté d'améliorer les relations sociales dans l'entreprise ».

M. ANDRIEU (P.S., Haute-Garonne), a indiqué que son groupe voterait ce texte « inconditionnellement » et « à l'unanimité » et a souligné, à son avis, le problème du logement social.

tion nouvelle. Avant l'article 13, l'Assemblée repousse par 302 voix contre 183 les amendements de l'opposition qui affirmaient la responsabilité personnelle de l'employeur. Elle repousse également un amendement socialiste qui accordait à l'inspecteur du travail le droit d'arrêter des machines en cas de danger manifeste et à la requête du C.H.S.

A l'article 13, qui prévoit la possibilité d'une prise en charge par l'employeur des amendes prononcées à la suite d'une infraction commise par un préposé, M. JEAN FOYER (U.D.R., Maine-et-Loire), qui s'oppose de voir supporter l'amende par celui qui n'a pas commis le délit, propose la suppression de cet article.

Pour M. MAURICE ANDRIEU et pour M. JACQUES-ANTOINE GAU, qui proposent également la suppression de cet article, une telle disposition conduirait l'employeur à étudier ses responsabilités, à quel il suffirait d'« ouvrir » ses comptes une ligne de profits et pertes. Malgré l'avis contraire de M. Durafour et Caillet, les amendements de suppression sont adoptés.

Après avoir refusé par 302 voix contre 183 la suppression, demandée par M. BROCARD (P.C.) et GAU, de l'article 14, qui traite du cas où l'accident survient dans une entreprise où les fautes sont nombreuses, graves et répétées, sans que la responsabilité pénale puisse être imputée à une personne physique, l'Assemblée prévoit la consultation du comité d'hygiène et de sécurité sur le plan des travaux d'hygiène et de sécurité que l'entreprise devra présenter.

Les députés suivent la proposition de M. GAU, qui suggère que les dépenses mises à la charge de l'entreprise pour faire disparaître les manques aux règles de sécurité ne puissent annuellement dépasser 20 % du chiffre d'affaires annuel moyen réalisé au cours des cinq années antérieures à celle du règlement de la sécurité. M. GAU propose de décider pour l'hygiène et la sécurité, sur proposition de M. BROCARD, les députés limitent la fermeture totale ou partielle de l'établissement que le juge des référés peut ordonner au temps nécessaire à l'exécution des travaux de sécurité et à l'établissement du chef d'entreprise et non le chef d'établissement peut être

condamné pour inexécution d'un plan imposé à l'entreprise. Après que les communistes eurent proposé la suppression de l'article 16, prévoyant l'interdiction d'exercer certaines fonctions à l'auteur de l'infraction (cette suppression est repoussée par 281 voix contre 189), les députés limitent la portée de la disposition aux cas de récidive. A l'article 18, l'Assemblée ne suit pas M. LEGRAND, qui demande « un renforcement de la cotisation supplémentaire pour manquement aux règles d'hygiène et de sécurité et la suppression de la bonification de cotisation » (prévue par le texte), d'autant que, explique-t-il, « les grandes sociétés capitalistes bénéficient de l'arbitrage fiscal, d'autres avantages fiscaux, et ne se pressent pas de régler leurs dettes à la Sécurité sociale, qui s'élève pour 1976 à 6 milliards de francs ».

Les amendements que fait adopter M. JEAN BONHOMME (app. U.D.R., Tarn-et-Garonne), rapporteur des trois derniers livres du projet, fait obligation à l'inspection du travail de fournir aux caisses régionales tous les renseignements relatifs aux risques professionnels dont elle dispose.

Après l'intervention de M. LEGRAND, qui « dénonce la recommandation [du ministre du travail] d'interdire aux inspecteurs du travail de communiquer aux juges les rapports d'enquête d'accidents du travail », les députés suivent M. GAU, qui propose d'ajouter à la réparation du préjudice causé par les souffrances physiques et morales la réparation des préjudices esthétiques et d'agrément. Ils approuvent aussi M. BROCARD et GANTIER (réf. Paris), qui veulent limiter aux accidents et aux descendants directs la réparation du préjudice moral. M. BONHOMME, qui prévoyait la saisine concomitante de la juridiction de sécurité sociale pour le litige et pour la fixation du montant de la majoration et des indemnités. De même, les députés précisent que l'employeur ne peut se garantir par une assurance contre toutes les conséquences de la faute inexcusable commise par lui, et introduisent un article additionnel tendant à mettre à la disposition des victimes tous les éléments leur permettant d'établir l'existence non d'une faute inexcusable de l'employeur.

M. ROLAND RENARD (P.C., Aisne), qui se demande quand les salariés agricoles pourront avoir droit à la partie sociale, estime que le projet ne répond pas suffisamment à l'objectif de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en agriculture. Les députés précèdent ensuite à l'article 26, qui définit le champ d'application de la loi, la représentation, en nombre égal, des organisations d'employeurs et de salariés à l'instance consultative placée auprès du ministre de l'Agriculture.

Sur proposition de la commission, les députés décident que, pour l'imposition d'une cotisation supplémentaire, l'envoi d'une injonction préalable n'est pas nécessaire dès lors qu'il y a infraction constatée, et que la transmission de tous les renseignements nécessaires par les caisses de mutualité agricole aux services de l'inspection des lois sociales en agriculture est obligatoire. Après avoir repoussé un amendement de M. Gan prévoyant l'institution d'un comité d'hygiène et de sécurité dans toute entreprise d'au moins cinquante salariés, les députés décident que le conseil supérieur de la prévention des risques professionnels comprendra un nombre égal de représentants des organisations d'employeurs et de représentants des organisations de salariés, et sera installé dans les six mois suivant la promulgation de la loi. Sur d'autres propositions de M. René Caillet, l'Assemblée prévoit la présentation par le gouvernement, au Parlement, d'un rapport qui fera le point sur les accidents du travail et sur les progrès de leur prévention.

Après les explications de vote de MM. HAMET (R.I., Rhône), ODRU (P.C., Seine-Saint-Denis) et GAU (P.S., Isère), l'ensemble du texte, soumis au scrutin public, recueille 289 voix, favorables contre 183, le groupe communiste, du parti socialiste et des radicaux de gauche votant contre. La séance est levée, vendredi 14 mai, à 1 heure.

P. Fr. et A. Ch.

## loterie nationale

Mercredi 19 mai à 19 h.  
à L'EMPIRE  
41, avenue de Wagram, Paris

TIRAGE DE LA  
TRANCHE DES LILAS

Gros lot 2 MILLIONS  
et 1<sup>er</sup> tirage du



GALA  
avec

Jean DEHIX et ses marionnettes

Claude BOLLING  
et son show biz-band

et

DANIEL  
GUICHARD

Invitations gratuites à retirer à l'Empire

## D'UN EXCÈS A L'AUTRE

Le patronat a gagné la bataille sur la limitation des responsabilités du chef d'entreprise, même si pour se dédouaner, l'Assemblée nationale a voté deux mesures importantes sur l'amélioration des conditions de travail.

Les thèses du C.N.P.F. en matière de responsabilité pénale ont, en effet, été retenues dans un amendement adopté en scrutin public. Ce n'est cependant pas le 14 avril, le président du C.N.P.F., M. François Cayrac, déclarait : les chefs d'entreprise « doivent être considérés comme innocents tant que leur faute personnelle n'a pas été établie ».

Lors du débat à l'Assemblée sur l'article 5 qui prévoit que les « chefs d'établissement, directeurs, gérants ou préposés qui ont enfreint les règles de sécurité » sont punis d'une amende, la majorité a fait admettre que seule la faute personnelle du chef d'entreprise ou du cadre permet l'application des sanctions pénales. En adoptant ces quelques mots — « par faute personnelle » — les députés modifient profondément la législation et condamnent une jurisprudence qui, à maintes reprises et au prix peut-être de certains excès, comme l'affirme le C.N.P.F., se prononçait pour la responsabilité entière du chef d'entreprise. Excès des tribunaux ? Le C.N.P.F. s'indigne que les juges aient condamné des employeurs, alors même que leurs subordonnés leur avaient désobéi. Il s'indigne encore que le patron soit « personnellement » à tout moment et en tout lieu responsable de la faute d'autrui. Et dans un document officiel le C.N.P.F. demande que « face à une jurisprudence aussi sévère, la loi limite la mise en cause de la responsabilité ».

Fallait-il pour autant adopter sans nuance les revendications du C.N.P.F. ? Les syndicalistes, pourtant, à juste titre, estiment que la « notion de faute personnelle » aboutit à une « dilution générale de la responsabilité » et que les employeurs, comme l'indique la C.F.D.T., pourraient facilement « soustraire à la loi les fautes commises de faute personnelle » parce qu'ils ne peuvent surveiller personnellement l'application des règles d'hygiène et de sécurité. Et les députés socialistes et com-

munistes ont pu, eux aussi, s'étonner des contradictions entre des déclarations patronales selon lesquelles le chef d'entreprise est celui qui décide en dernier ressort, et des affirmations selon lesquelles, en matière d'accident, sa responsabilité n'est que partiellement engagée. Le maintien de l'autorité et du pouvoir du chef d'entreprise n'implique-t-il pas une responsabilité générale, quitte à prévoir éventuellement des circonstances atténuantes ? En introduisant la notion de faute personnelle, on peut se demander si les députés, à partir d'un constat partiel sur les excès de la jurisprudence, ne sont pas tombés dans un autre excès.

Il est vrai que l'Assemblée introduit dans la loi des clauses audacieuses et constamment relâchées par le C.N.P.F. Avec l'accord du gouvernement, les députés ont prévu la suppression du salaire au rendement et des cadences imposées, contre l'avis du gouvernement. Ils ont préconisé l'adoption de règlements d'administration publique limitant progressivement, en fonction des risques constatés, le travail en équipes.

Ces mesures, réclamées depuis des années par les syndicats, ont été repoussées, par le C.N.P.F. lors des longues négociations sur l'amélioration des conditions de travail. En prenant à leur compte ces initiatives, l'Assemblée — c'est-à-dire les voix de gauche et quelques voix venues de la majorité — s'est ainsi dédouanée des critiques que certains ne manquent pas de faire contre une institution trop à l'accusation du patronat. Mais, comme le notent des dirigeants de la Fédération nationale des mutilés du travail, à la sortie de l'Assemblée, commentaient les débats, « la grande peur de voir des juges jeter trop rapidement des patrons en prison a faussé la discussion ». « Décevant, ajoutent-ils. Les députés ont voté avant tout en fonction de leur équilibre politique et souvent pour s'opposer aux communistes au lieu de se prononcer sur le fond et de discuter des véritables causes des accidents du travail. » J. P.-D.

## des idées pour annoncer votre Mariage

pour la première fois  
des faire part originaux,  
actuels et variés, créés par des  
graphistes et réducteurs.

mariages religieux ou civils  
avec réception ou dans l'intimité  
mutilations et menus assortis

nouveau style également  
cartes de visite  
papier à lettres  
naissances

personnel  
et graphique

vente en exclusivité dans  
les magasins agréés

PARIS  
1<sup>er</sup> DEMARSAN 1 rue de l'échelle  
2<sup>e</sup> BIVILLON 1 rue de la papeterie  
3<sup>e</sup> LA REVERIE 4 carrefour de l'Odéon  
4<sup>e</sup> Pap du SIECLE 49 boulevard Maubourg  
5<sup>e</sup> DRUGSTORE PUBLICIS étoile  
DUPRE 141 fg st Honoré  
Pap MONTEAGNE 48 rue p. charbon  
6<sup>e</sup> DRUGSTORE OPERA  
GALLERIES LAFAYETTE rayon pap.  
FRANTEMPS haute rayon papeterie  
librairie WEB 60 rue casimir  
11<sup>e</sup> librairie APPEL 20 bd voltaire  
13<sup>e</sup> centre com. MASSÉNA 13 librairie  
14<sup>e</sup> GAL. LAFAYETTE montparnasse  
16<sup>e</sup> A. LAMARTINE 116 rue de la pompe  
INNO PASSY 53 rue de passy  
Papeterie MOZART 19 av. mozart  
17<sup>e</sup> FRANTICO 57 bd gouvion st-cyr  
20<sup>e</sup> FRANTEMS rayon rayon pap.  
REGION PARISIENNE  
78 ELYSEE 2 librairie du DRUGWEST  
ORSEVAL le cercle ART DE VIVRE  
PARLY2 librairie du DRUGWEST  
VELIZY2 LIBRAIRIE DRUGWEST  
VELIZY2 PRINTemps rayon pap.  
91 ARRAJON pap. LEMONNIER  
EVRY2 com. PRINTING SHOP  
92 NEUILLY carrefour 2, 102 av. de la gare  
NEUILLY 110 bd de bagneville - métro  
LA DEFENSE dragage public (net)  
93 ROSNY2 LIBRAIRIE DRUGWEST  
94 BELLE EPOQUE BIVILLON rayon pap.  
CRETEIL SOLEIL lib. et dragage  
95 CERGY-3 fontaines, librairie  
AUTRES DEPARTEMENTS  
sur demande: personnel bpt2275002 paris



## responsabilité patronale

**des idées**  
**pour qui...**

**LAUTRE**

pour la première  
des faire parti orga  
nisation et venir en  
relation avec les

**mariages religieux**  
**aux réceptions officielles**  
**séminaires et conférences**

nouveau style  
**cartes de visite**  
**papier à lettres**  
**enseignances**

[illegible]

vente en gros et détail  
**les magasins GAGNÉ**  
 PARIS

7 DEMASSON  
8 BRYMEL  
9 LAPEVERE  
7 PLOUSE  
6 DRUGSTORE

DUMHE  
 PIAUMONT  
 DRUGS  
 GALERIES  
 PRINTERS  
 Stone

INFO@THEALPINE.COM  
 800.CALL.ALFAYE  
 760.349.2222  
 WWW.THEALPINE.COM

REGION PARISIENNE  
78 ELYSEE  
ORGEVAL  
ORGEVAL  
ORGEVAL

01 AFFECTION  
02 NEARLY

NEULY COTE D'AZUR  
NEULY COTE D'AZUR  
LA DEFENSE  
83 MOSVILLER  
84 BELLE STADE

CHERCHER  
DÉPARTEMENTS  
AUTRES DÉPARTEMENTS  
demande personnelle

[illegible]

# Printemps

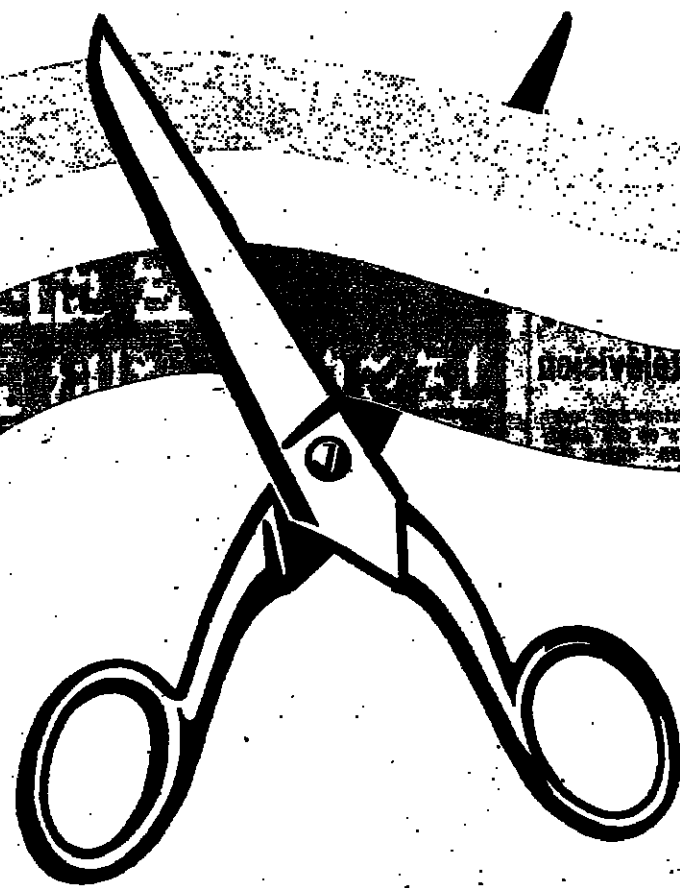
# Haussmann

**Découvrez le nouveau sous-sol.  
Et faites les plus belles affaires.**

Aujourd'hui, le Printemps Haussmann est heureux de vous annoncer l'inauguration de son nouveau sous-sol. Il vient d'être entièrement refait pour rendre vos achats plus faciles et plus agréables

- Une boutique est consacrée aux accessoires de cuisine en bois, en grès, et en fer étamé
- Une autre, aux pièces détachées pour tous vos appareils ménagers
- Des décors de salles de bains vous aident à choisir votre style
- Les boutiques des Arts de la Table représentent les plus grandes marques
- Enfin il y a aussi une collection d'argent massif
- Pendant 15 jours, il y a des prix d'inauguration dans tout le sous-sol. C'est le moment d'y aller !

**Aspirateur-traîneau 600 W ~~325 F~~ 250 F.**  
**5 casseroles inox à fond diffuseur ~~125 F~~ 70 F.**



Pour fêter le nouveau sous-sol,  
des prix d'inauguration jusqu'au 29 mai.



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Les responsables de la majorité se lancent dans la bataille

Retardé en raison de la réception par le président de la République des footballeurs et des dirigeants de l'Association sportive de Saint-Etienne, le déjeuner auquel M. Valéry Giscard d'Estaing avait convié, jeudi 13 mai, les responsables de la majorité avait pour objet l'établissement « en commun » de la liste des villes importantes et moyennes que la majorité devrait en 1977 conquérir sur l'opposition au terme d'un débat loyal et démocratique. M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., n'était pas moins affirmatif en déclarant qu'« aucun nom de ville ou de personnalité [qui] n'aurait été évoqué ». M. Labbé précisait d'ailleurs qu'il avait été question, autour de la table présidentielle, de « la préparation de la majorité aux élections municipales et non, seulement, de la préparation de ces élections ».

Les hôtes du chef de l'Etat, parmi lesquels, outre MM. Chirac et Labbé, se trouvaient MM. Jacques Chirac, Jean Seris, nouvellement promu conseiller politique du président de la République; Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.; Jacques Dominati, secrétaire général des

R.I.; Mme Jacqueline Nebout, secrétaire générale du parti radical-socialiste; et M. Max Lejeune, président du groupe des réformateurs centristes et démocrates sociaux, n'ont pas apporté beaucoup de précisions sur les propos tenus par M. Giscard d'Estaing. M. Guéna, en sortant de l'Élysée, s'est contenté d'affirmer que « la majorité abordera les élections municipales avec un esprit offensif et un moral de vainqueur ». M. Chirac, de son côté, a précisé que, dans la perspective de ces élections, la majorité aura « un esprit offensif, raisonné et responsable ». M. Lejeune, s'il reconnaissait ne « rien avoir appris », n'a pas indiqué pas moins que le président de la République, après s'être informé auprès de ses invités, avait paru satisfait de la coordination de sa majorité.

Il est vrai, comme le remarquait M. Chirac, que la préparation des élections municipales fait partie des préoccupations constantes des responsables de la majorité et est évoquée assez régulièrement au cours de leurs réunions hebdomadaires. Ainsi la semaine dernière, au cours de la réunion de coordination (primitivement convoquée chez M. Poniatsowski, mais qui, finalement, devant les protestations émanant des responsables de l'U.D.R., s'est tenue à l'hôtel Matignon), l'étude de certaines situations a été confiée à MM. Rufinacht, député U.D.R., Ducas, ancien secrétaire d'Etat (R.I.), Jean-Marie Vanlerenbergue (Centre démocrate) et Didier Bariani (parti radical).

Pour M. Labbé, il s'agit non pas tant d'établir des listes communes que « des listes uniques, car nous pensons que ces listes permettront d'offrir un éventail politique assez large et ce sera la première fois que nous présenterons des listes d'une majorité aussi large ». Cette ouverture « tous azimuts » est également préconisée par MM. Chirac et Lejeune, ce dernier ajoutant qu'« il faut une concertation pour fédérer et rassembler les

### Le congrès extraordinaire du P.S. va arrêter avec des nuances d'interprétation, une tactique unitaire

Le parti socialiste va arrêter, samedi 15 et dimanche 16 mai à Dijon, à l'occasion d'un congrès extraordinaire, sa tactique pour les élections municipales. Aucune surprise n'est à attendre puisqu'un seul texte est soumis aux délégués. Il est présenté aussi bien par la majorité que par la minorité du parti qui s'étaient mises d'accord lors de la

extraordinaire responsabilité d'établir ce document, c'est parce qu'il craignait une surenchère entre les divers courants du P.S. du type de celle qui s'était produite en juin 1975 lors de l'adoption des thèses sur l'autogestion. Or le premier secrétaire a plus que jamais la conviction que le P.S. doit apparaître comme un parti de gouvernement et donc s'en tenir à des positions réalistes.

C'est d'ailleurs également au nom du réalisme que M. Mitterrand entend conserver, dans le cadre de la stratégie d'union de la gauche, une marge de liberté pour la constitution des listes municipales. Le document soumis au congrès rappelle à ce propos :

« La motion votée par le congrès de Pau fait obligation aux fédérations et aux sections de « rechercher, en toutes circonstances, le meilleur accord possible avec les formations politiques signataires du programme commun » en vue de constituer des listes d'union de la gauche. »

Il appartiendra au comité directeur national pour les communes de trente mille habitants et plus, et aux instances fédérales dirigeantes pour les autres, de trancher en dernier ressort sur les raisons qui auront conduit telle section ou telle fédération à se prévaloir d'une situation particulière et à opposer un refus aux exigences qu'elles auront estimées excessives.

La règle étant ainsi fixée, un droit d'appel exceptionnel pour les contentieux de toute nature sera ouvert, en outre, devant la convention nationale ordinaire. Enfin, là où les instances ci-dessus désignées auront constaté, pour les motifs dont elles seront juges, l'impossibilité d'un accord avec les autres formations, des listes socialistes homogènes ou des listes U.G.D.S., élargies à d'autres candidats, d'accord avec les options du programme commun de la gauche, seront présentées.

En réalité, toutes ces discussions conservent un caractère théorique. Sur le terrain, un peu partout, les contacts entre socialistes et communistes sont pris. Il apparaît que les listes d'union de la gauche seront la règle dans une proportion supérieure à ce qu'envisageait la direction du P.S. A Lille, par exemple, on discute plus de la part qui sera faite aux communistes sur la liste de M. Maury que du principe de leur présence. Dans l'Humanité du 13 mai, M. Gustave Ansart, député communiste du Nord, membre du bureau politique, notait d'ailleurs : « Nous enregistrons des progrès et nous aurons d'autant plus tort de ne pas les noter qu'ils sont pour beaucoup le résultat de la lutte incessante que nous avons menée pour que la plus grande clarté, la plus grande rigueur, président désormais aux rapports entre les partis de gauche. »

Il n'est, semble-t-il, pratiquement aucune ville de plus de trente mille habitants où le P.S. refuse le principe d'une liste commune avec le P.C.F. Dans les villes de moins de trente mille habitants, en revanche, de nombreuses sections et fédérations socialistes sont tentées de mesurer leur influence et, au premier tour, de se compter face au P.C.F. Cette tentation existe aussi bien au sein de la majorité qu'au sein de la minorité du parti.

THIERRY PFISTER.

● Dans le canton de Ligny-le-Châtel (Yonne), lors des élections cantonales de septembre 1973, dont le Monde date du 11 mai, le P.C.F. a obtenu 50,8 % des voix, le P.S. 39,1 %, M. Bichat n'était pas candidat sans étiquette, comme il a été indiqué par erreur, mais socialiste.

● M. Henri Caillaud, sénateur de Lot-et-Garonne, va demander une audience au président de la République pour tenter d'obtenir une modification de la loi électorale et l'adoption de la représentation proportionnelle.

● M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a reçu, jeudi 13 mai, une délégation de trois membres du Front Polisario. M. Mitterrand s'est entretenu avec eux des problèmes relatifs au Sahara occidental. Il a rappelé que le parti socialiste avait pris position pour le respect du droit à l'autodétermination des peuples, au Sahara comme dans toute autre région du monde.

### LORSQUE CANDIDE S'ÉMEUT

Candidate avait de plus en plus de mal à comprendre ce qui lui arrivait et se demandait : « Qui donc nous déstabilise ? Le 22 avril 1976, que « la France » n'est pas en campagne électorale ? »

— C'était, répondit Pangloss, Valéry Giscard d'Estaing.

— Fort bien, relança Candidate, mais autour de quelle table s'en est-il dit, hier, jeudi 13 mai 1976, la liste des villes importantes et moyennes que la majorité devrait, en 1977, conquérir sur l'opposition au terme d'un débat loyal et démocratique ?

— Ce fut, admit Pangloss, autour de la table de Valéry Giscard d'Estaing.

— La même ?

— Oui, la même, mais le sujet est tout à fait différent. Pour les « municipales », mon pauvre ami, il s'agit simplement de choisir de « bons gestionnaires », et la politique n'a rien à voir à l'air. C'est en tout cas ce que disait la Lettre de la nation, que j'ai lue ce matin même. Et c'était Charpy qui le disait.

— J'en conviens, mais permettez que je doute encore un peu. S'il s'agit simplement de

« gestion », pourquoi donc la pouvoir s'aventure-t-il des maintenant sur d'autres terrains que tout à fait « politiques » ?

— Pourquoi cette mobilisation fiévreuse et apparemment prématurée en vue des « législatives » dont on nous a pourtant juré que deux ans nous séparent encore ? Comment expliquez-vous que, jour après jour, Jacques Chirac, Michel Durand, Jean Lecanuet, Michel Poniatsowski (l'élus oublié Jean Sauvagnargues, le « sauveur... ») se relaient pour attaquer l'opposition sur tous les terrains ? De qui donc ces gens-là sont-ils les ministres ?

— Ils sont, concéda Pangloss, les ministres de Valéry Giscard d'Estaing.

— Toujours le même ?

— Oui, le même, mais vous m'importuniez, à la fin ! Et il me semble bien que vous n'avez rien compris aux mystères de la V<sup>e</sup> République giscardienne. Votre obstination à discuter de tout et de rien, l'extravagante prétention qu'est la vôtre de chercher à tout comprendre, me donnent à penser que vous êtes un homme de la IV<sup>e</sup>.

Ainsi conclut Pangloss.

RAYMOND BARRILLON.

### PLACÉ SOUS LA PRÉSIDENTIE DU PREMIER MINISTRE

### Un groupe de travail va définir une politique extérieure en matière de radio et de télévision

Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, jeudi 13 mai, M. André Rosol, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, a indiqué qu'un groupe de travail se réunira périodiquement sous la présidence du premier ministre afin de définir les orientations d'une politique extérieure en matière de radio et de télévision. Ce groupe comprendra des représentants des organismes intéressés (sociétés nationales, établissements publics et SOFRATEV, filiale de Télédiffusion-France et des ministères compétents : affaires étrangères, coopération, finances, industrie, commerce extérieur). Il aura également pour mission de jouer un rôle d'incitation et de vérifier la cohérence des actions entreprises.

M. Rosol a souligné que tout en conservant la priorité des émissions en faveur du continent africain, il convient à présent d'accroître l'effort vers d'autres zones, sans pouvoir revenir à une action « tous azimuts ». Il a d'autre part indiqué qu'il était apparu nécessaire, pour la distribution et la vente de programmes de télévision, de créer à Paris un bureau d'accueil et d'information commun aux divers organismes concernés. Après avoir mis l'accent sur les avantages de la réforme des structures de la radiotélévision votée en 1974 par le Parlement, le secrétaire d'Etat a précisé qu'en ce qui concerne l'action extérieure il est souhaitable de « réintroduire une certaine unité d'action » et d'assurer une concertation entre les divers organismes issus de F.O.R.T.F., tout en respectant leur autonomie et leurs responsabilités.

Plusieurs parlementaires — MM. Chanderborg, P.S.; Marcus, U.D.R.; Baumei, U.D.R. — ayant déploré le « faible impact » des émissions en ondes courtes, difficiles à capter, M. Rosol a fait observer que celles-ci permettent d'attendre le développement de technologies modernes, telles que la transmission par satellites, sans qu'il soit besoin de recourir à l'implantation coûteuse de réémetteurs.

● M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a repoussé mardi 14 mai, M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, devait donner audience dans l'après-midi à M. Louis Virapoulle, sénateur non inscrit de la Réunion, puis à M. Houchang Ansart, ministre iranien de l'économie et des finances, et à M. Pierre Madad, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Il devait ensuite s'entretenir avec M. Jean-François Poncelet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et M. Olivier Stirm, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, avant de recevoir M. Ali Abdol, président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas.



(Dessin de KONE.)

listes tout en conservant les armatures efficaces. Les responsables de la majorité ont également fait part au président de la République de leur décision d'engager une réflexion sur les critères de représentativité des organisations syndicales.

A. CH.

**VOUS AVEZ VU LES PRIX à MONDIAL MOQUETTE ?**

**ET TOUJOURS LE CHOIX ET LE STOCK SUR PLACE**

**MOQUETTE BOUCLÉE**

**Nouvel Arrivage**

**stock limité**

**15 F le M<sup>2</sup>**

SAINT-DENIS : 73, rue de la République Tél. : 820.92.93	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures - R.N. 5 Tél. : 358.44.70
BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5 <sup>me</sup> Pte des Lilas Tél. : 858.16.46	SARCELLES : 29, av. Division-Leclerc - R.N. 16 Tél. : 990.00.77
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél. : 605.45.12	PARIS 13 <sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél. : 331.72.38
COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont d'Aulneux Tél. : 461.70.12	PARIS 14 <sup>e</sup> : 50, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans Tél. : 539.38.62
FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.43	PARIS 19 <sup>e</sup> : 144, pl. de La Villette. M <sup>rs</sup> Colonel-Fabien et J. Jaurea Tél. : 203.00.79
<b>PARIS 18<sup>e</sup> 114 rue DAMREMONT</b> Tél. : 606.05.73	

Trois textes d'explication

Aux engagements que les socialistes sont disposés à prendre s'ajoutent ceux qu'ils attendent de leurs partenaires. Il s'agit essentiellement du respect de la solidarité dans l'exercice des responsabilités municipales, notamment lors du vote du budget. Le P.S. reproche en effet aux communistes d'avoir, à plusieurs reprises, refusé d'approuver les budgets des municipalités socialistes. A la gestion desquelles ils sont associés, sous prétexte de ne pas cautionner la politique économique du gouvernement. De même, le P.S. souligne, dans le projet de motion, qu'une « réelle cohésion et continuité de la direction municipale » est garantie par l'appartenance, « en règle générale du maire et de son premier adjoint à la même formation ». Cette règle, que le P.S. veut imposer, a déjà créé des conflits avec le P.C.F., notamment en septembre 1975, lors des élections municipales d'Alsauch (Bouches-du-Rhône).

Derrière l'accord général ainsi réalisé au sein du parti socialiste se poursuit cependant, de manière atté-

**Nadaud**

ENSEIGNEMENT PRIVE

19, rue Jussieu, Paris-5<sup>e</sup>  
707-13-38 - 707-76-05

Mo : Mougé, Jussieu, Luxembourg  
Autobus : 47, 66, 67, 69  
Gare : Austerlitz, Lyon

année scolaire 76-77

Renseignements et inscriptions

**SECONDAIRE**

3<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D, G  
2<sup>e</sup> de mise à niveau et d'orientation

**PRESUPERIEUR**

Adaptation aux études supérieures scientifiques  
Recrutes au niveau de bacheliers A, B, C, D

**SUPERIEUR**

Préparatoire

aux ECOLES VÉTÉRINAIRES

**TECH-ECONOMIQUE**

I.S.E.E.C. Ecole technique  
CAP - B.E.P. Bac. G.  
B.T.S. - D.E.C.S.  
Secrétariat Comptabilité

**Nadaud**

**REPERES**

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

Éditions Jacques Mandin  
Abonnement : 30 F

5, rue Payenne, 75003 PARIS

**SOMMAIRE**

du n° 32

- Les multinationales étrangères en France.
- Edmond Maire : la C.F.D.T. et le programme commun.
- Marioscopie : Soares à livre ouvert.

En outre dans les kiosques ou au C.E.R.E.S. 218, rue Saint-Martin, PARIS 13<sup>e</sup> - Tél. du numéro 8 74 24 25 26 27 28 29 30 31 32

مكتبة الأمل



صحة من الامم

POLITIQUE

RÉPONSE FRAGMENTAIRE A UNE LETTRE OUVERTE

(Suite de la première page.)

1) Les erreurs et les injustices de la société capitaliste ont conduit nombre de socialistes à rejeter la société industrielle en tant que telle, à méjuger l'appareil de production qui a permis le formidable développement de l'économie occidentale. L'une des thèses les plus probantes de la lettre ouverte montre, au contraire, que le système capitaliste, dont l'évolution se déroule comme l'avaient prévu les premiers théoriciens socialistes, arrive à un niveau de concentration et d'organisation qui le rend prévisible par un gouvernement de gauche, à condition que ce gouvernement sache résister à la tentation du retour en arrière et se serve de ses propres armes, mieux adaptées aux besoins modernes que celles de son rival : la planification, en premier lieu, qui fera « passer la macro-économie du stade anarchique au stade organisé » en fonction de l'utilité sociale et non plus des intérêts privés.

L'idée que le socialisme possède plus d'atouts que le capitalisme pour développer et maîtriser l'industrialisation est une idée-force qui devrait occuper l'esprit des socialistes. Ceux-ci auront, en tout cas, bénéfice à lire avec attention les pages de la Lettre ouverte consacrées aux multinationales, à la coexistence des secteurs public et privé, à la concurrence souhaitable entre unités de production du secteur public, aux méthodes propres à empêcher la sclérose et le blocage de l'économie socialiste.

Les libertés

2) Un brillant passage du livre rattache la vision socialiste à la triologie républicaine liberté-égalité-fraternité. Il suffit, écrit Duverger, d'accorder « réelle » à chaque terme de la vieille devise pour retrouver les objectifs du socialisme, « liberté réelle-égalité réelle-fraternité réelle ». Trilogie, ajoute-t-il, qu'un quatrième terme résume et dépasse : « humanité réelle », le projet socialiste allant au-delà de la production des choses, vers l'épanouissement de l'homme. Thèse qui m'est chère : le socialisme, héritier du mouvement historique qui conduit l'homme à combattre pour ses libertés, est le véritable continuant de 1789.

A peine, en effet, la bourgeoisie eut-elle énoncé les principes de la démocratie politique et détruit l'ordre ancien, que le progrès des techniques plaça dans ses mains l'instrument d'un autre pouvoir qui devait faire d'elle une classe dominante, oppressive, aliénante.

Elle avait proclamé les droits de l'homme, réinventé le citoyen, sacré le peuple souverain. Mais ce que la mode un peu pincée d'aujourd'hui appellera le processus de la révolution libérale s'est enrayé tout aussitôt. A l'origine des grands changements, on rencontre toujours la science. Denis Papin et sa marmite ont bouleversé les temps modernes autant et plus que Rousseau et Robespierre réunis. Par la maîtrise de l'énergie et le développement du mécanisme, les moyens de production indéfiniment multipliés ne pouvaient échapper à la classe dirigeante. Coincée entre les principes qu'elle avait portés haut et le pouvoir que lui conférait la propriété de ces moyens, elle fit le choix que l'on sait. Mais comme il faut à toute société une idéologie, elle plaqua sur le nouvel ordre social le modèle esquissé la veille pour un régime de liberté. Celle-ci garda le premier rang sur le fronton des bâtiments publics et dans l'exorde des discours, offi-

ciels. Quant aux libertés... Par-lons-en.

« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit », dit la Déclaration. C'est écrit, donc c'est vrai. Des générations de bourgeois ont dormi là-dessus d'un sommeil profond, conscience en paix, dans la chambre capitonnée d'un droit public tout confort. Rien n'y manqua. Réponse universelle. Pas de trou dans la dialectique. Mais, pendant ce temps, des millions d'hommes de femmes, d'enfants, arrachés au monde pastoral, entraînés en esclavage, littéraires de droits dont ils n'avaient pas l'usage. De ces libertés formelles, Maurice Duverger dresse une liste impressionnante.

La bourgeoisie a laissé sur le bord de la route qui devait la mener au « paradis » capitaliste son bagage de 1789. C'est ce bagage que les socialistes ont ramassé et qu'ils porteront jusqu'au terme. « Seule, observe Duverger, la détermination de moyens précis a fait sortir le socialisme du domaine de l'utopie. L'immense mérite de Marx est d'avoir ouvert ce chemin... »

3) Cette dernière remarque m'autorise à reprocher à Maurice Duverger le verdict trop sommaire du début de son livre : « Tous les régimes socialistes sont des dictatures ». Il faut s'entendre sur les mots. On a pu, jusqu'en 1920, assimiler communisme et socialisme, comme ce fut le cas dans la propagande bourgeoise qui employait indistinctement l'un ou l'autre terme : communiste, socialiste, rouge ou portageux (je dénouillais récemment une collection d'affiches officielles du Second Empire et croyais lire du Pionatowski), et dans la glossologie révolutionnaire (Engels était et se flattait d'être social-démocrate). Depuis Lénine et l'avènement du régime soviétique, la confusion n'est plus recevable. Le socialisme n'a de réalité que s'il libère l'homme de toutes les formes d'exploitation par l'homme (qu'on me pardonne ce rappel qui, en dépit de son rituel, garde à mes yeux sa force explosive), étant bien entendu que cette libération se révèle illusoire si elle ne change d'abord les rapports de production. Réserver le vocabulaire socialisme au régime soviétique pour le dénier aux expériences soviétiques constitue par exemple un privilège immérité.

Certes, le prolétariat exerce, en URSS, plus que nulle part ailleurs, un rôle incomparable. De là à confondre le parti communiste soviétique, ses dignitaires, ses bureaucrates, sa hiérarchie et sa pratique avec la classe ouvrière elle-même, non. Si la dictature du prolétariat était une condition nécessaire — mais elle ne l'est pas à l'époque et à l'endroit où nous vivons — à la société socialiste, elle resterait à remplir là-même où l'on s'en réclame. Et la société industrielle avancée de type occidental n'a pas besoin, pour atteindre au socialisme, de passer par les traverses des pays de l'Europe de l'Est.

Bref, je ne suis pas prêt à réduire le projet socialiste et l'idée que j'en ai au binôme légalisme-sous-développement qui a commandé le cours de l'évolution communiste. Duverger a pressenti lui-même l'objection par une remarque qui suit à quelques lignes la phrase incriminée. « Moins de soixante ans, précise-t-il, c'est très court pour la maturation d'un nouveau système social. » Soixante ans à Moscou, c'est court en effet. Quarante-cinq à Stockholm, encore plus ! J'admets que la Suède ne soit pas assez socialiste dans la mesure où, en dépit d'une redistribution des revenus sans égale entre les groupes sociaux et les individus, elle

n'a pas frappé le capitalisme au cœur, je veux dire au cœur de son pouvoir, la propriété des grands moyens de production. Mais l'U.R.S.S. n'est pas assez socialiste non plus dans la mesure où elle n'a pas su ou pu prendre en compte les libertés de la démocratie politique.

Entre le communisme et le capitalisme s'ouvrent de vastes étendues que la social-démocratie n'a que timidement explorées et que le socialisme de demain, en particulier le socialisme français, devra défricher, puis enseigner s'il veut offrir autre chose à l'humanité que le choix entre deux systèmes qui n'ont lié les deux bouts de l'économie et du politique que pour assurer leur pouvoir, négateur de libertés.

Un air plus libre

4) Maurice Duverger ne cache pas ses réticences — le mot est faible — pour l'autogestion. « La démocratie à la base, qui servirait de parement à la dictature militaire d'Ayoub Khan au Pakistan, n'est qu'une démocratie partielle, tronquée, même quand elle est réelle. Un pulvérisement de micro-démocraties ne remplace pas la démocratie dans l'Etat, qui prend les décisions fondamentales. La Yougoslavie prouve que l'autogestion peut coïncider avec la dictature. » Cette charge de la Lettre donne le ton. Je rendrais les armes si je n'avais pas le sentiment d'un faux procès. Peut-être l'autogestion, finalité de la société socialiste, souffre-t-elle de la contribution de trop de bavards. Duverger, de ce point de vue, a raison d'en être agacé. Il n'est pas le seul. Mais le problème vaut d'être traité sérieusement.

Qui, aujourd'hui, de droite ou de gauche, face au monstre qu'est l'Etat, ne cherche pas à respirer un air plus libre dans sa vie personnelle, professionnelle, civique ? Décentraliser est le maître-mot de tous les partis politiques, y compris de ceux qui le pourraient, puisqu'ils gouvernent et ne font rien. Il n'y a pas de quoi s'étonner si les socialistes éprouvent ce besoin comme quiconque. L'autogestion, l'autogestion, même quand elle est réelle, n'est qu'une école de la pensée française. Il me semble que Montesquieu écrivant aujourd'hui l'Esprit des lois s'attacherait pour mieux séparer les pouvoirs à les équilibrer par des contre-pouvoirs. La civilisation occidentale meurt d'étouffement. A qui la faute ? Les socialistes pensent que le système capitaliste est à l'origine du mal, que la loi suprême du profit a pour conséquence naturelle d'éliminer l'aspiration individuelle ou collective vers des valeurs telles que la beauté, la fête, l'amour, le dialogue, que la volonté de la classe dirigeante s'obstine à raboter l'imagination, la diversité, le savoir, et d'avancer avec l'urgence de responsabilité, cette pointe de diamant d'une société civilisée. La réalité communiste, sur l'autre versant de l'Europe, oblige aussi les socialistes à considérer dans sa tragique vérité le danger d'une société livrée aux deux sœurs ennemies, la technique et la bureaucratie, à l'ombre d'un parti unique. D'où la théorie de l'autogestion, qui suppose des individus formés, informés, responsables et finalement aptes, là où ils vivent et travaillent, à juger par eux-mêmes ce qui convient à chacun et à tous. Utopie ? Elle était déjà celle du christianisme, pour qui l'individu était une personne.

On y mettra du temps. D'où l'urgence de commencer. Le programme commun de la gauche a arrêté que les travailleurs d'une entreprise détiendraient un pouvoir de contrôle pouvant se transformer en veto sur l'embauche, le licenciement, la classification, les cadences, la désignation des cadres de maîtrise (au niveau de l'atelier), l'hygiène, la sécurité. Antogestion ? Non. Pas encore ou pas exactement. Mais la direction est la bonne.

Voilà bien l'objet du scandale : fini le droit divin dans l'entreprise. Source de profits, la propriété du capital ne sera plus source de pouvoir. Ici la démocratie dans l'entreprise et, là, le pluralisme des partis, des syndicats, des associations, des idées, des médias. Sur cette terre ferme, je souhaite que Maurice Duverger nous accompagne un peu plus loin.

FRANÇOIS MITTERRAND.

\* Maurice Duverger : Lettre ouverte aux socialistes. Albin, Michel 132 p., 32 F.

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins

LES PRIX!

Nous avons sélectionné à titre d'exemple:

Huile d'arachide REDDY	
le litre .....	4,95f
Huile de maïs RODA,	
le litre .....	5,10f
Café en grain, 100 % Robusta, Côte d'Ivoire,	
le paquet de 500 g .....	6,25f
Café en grain, 50 % Arabica, 50 % Robusta,	
le paquet de 250 g .....	3,50f
Biscottes surfines, 108 tranches, SUPER NICE,	
le paquet de 760 g .....	3,75f
Pain grillé au levain naturel, SUPER NICE,	
la boîte de 500 g .....	3,10f
Riz long prétraité BELLE CAROLINE,	
le sachet d'1 kg .....	4,25f
Pâtes alimentaires SOLEIL,	
qualité supérieure, le sachet d'1 kg .....	2,90f
Petits fours assortis,	
le kg .....	11,95f
Confiture de fraise, pur sucre, pur fruit,	
DELICROIX, le pot d'1 kg .....	4,55f
Confiture de fraise, pur sucre, pur fruit,	
DELICROIX, le pot de 450 g .....	2,30f
Confiture d'abricot, pur sucre, pur fruit,	
DELICROIX, le pot d'1 kg .....	3,95f
Confiture d'abricot, pur sucre, pur fruit,	
DELICROIX, le pot de 450 g .....	2,00f
Farine pâtisseries type 45,	
le kg .....	1,75f
Petit déjeuner chocolaté, PHOSCAO,	
la boîte d'1 kg .....	6,00f
Chocolat sucré instantané PHOSCAO,	
la boîte 400 g .....	3,00f
Chocolat à croquer CANTALOU,	
le lot de 5 x 100 g .....	4,15f
Chocolat au lait CANTALOU,	
le lot de 3 x 100 g .....	3,10f
Moutarde de Dijon REMA,	
le pot de verre 37 cl, 380 g .....	1,20f
Moutarde de Dijon REMA,	
le verre de 16 cl, 135 g .....	0,73f
Bonbons assortis	
le paquet de 500 g .....	3,50f
Assouplissant textile 6 SOUPLE,	
le bidon de 2,5 l .....	5,50f
Nettoyant ménager ammoniacal, DEL,	
le litre .....	2,40f
Liquide pour la vaisselle O'FLOR,	
parfum citron, le litre .....	2,90f
Essuie-tout SANYS, le paquet de 2 rouleaux	
blanc ou imprimé .....	2,95f
Papier toilette ouate de cellulose, SANYS,	
le paquet de 6 rouleaux .....	4,25f
Papier toilette ouate de cellulose, SOPALUX,	
le lot de 4 paquets plats .....	2,60f
Protections périodiques adhésives NETTINA,	
le sachet de 30 .....	5,95f
Couches jour 1er âge SANYS, le paquet de 50 .....	7,00f
Couches jour 2e âge SANYS, le paquet de 50 .....	7,90f
Couches nuit SANYS, le paquet de 30 .....	8,00f

Ces prix sont des prix permanents (sauf variation des cours de matière première).

Comparez!

Ces prix sont valables pour les magasins de :  
ATHIS MONS, AUTEUIL, EVRY, FLINS, PORTE DE LA VILLETTE, SAINT MICHEL SUR ORGE,  
SAINT QUENTIN EN YVELINES, SEVRAN, STAINS, VAL D'YERRES.

INÉGALES

P.S. va arrêter une tactique unitaire

La rivalité traditionnelle entre les deux camps. Trois textes ont été diffusés aux militants pour expliquer le sens de la motion du P.S., un autre le C.E.R.E.S., le texte MM. Fuzier, Cépède et les anciens partisans de Guy Mollet. Le C.E.R.E.S. reproche à la direction du P.S. de prévoir plus d'exceptions que de principes. Les socialistes homogènes ne voient pas de « principes » excessifs. (Je résume.) Quant à M. Fuzier, le programme municipal commun de gauche, des listes d'unités, sans exception, dans les villes de plus de trente mille habitants.

En réalité, toutes ces discussions concernent un caractère théorique du terrain, un peu parodique, les socialistes et communistes sont d'accord. Il apparaît que la règle dans une proposition de motion à ce qu'envisageait le P.S. à Lille, par exemple, était plus de la part du P.S. aux communistes sur le terrain de la présence. Dans l'Humanité, M. Gustave Adenot, conseiller du Nord, membre du bureau politique, notait d'ailleurs : « M. Duverger a des principes, mais il n'a pas de tactique. »

Il n'est, semble-t-il, d'exception plus de plus de trente mille habitants où le P.S. a une présence d'une liste commune. Le P.C.F. Dans les villes de plus de trente mille habitants, les listes communes socialistes et communistes sont de plus en plus nombreuses. Le P.C.F. Cette tactique unitaire n'est pas de la gauche, mais de la droite.

THIERRY FRET

Le P.S. semble-t-il, d'exception plus de plus de trente mille habitants où le P.S. a une présence d'une liste commune. Le P.C.F. Dans les villes de plus de trente mille habitants, les listes communes socialistes et communistes sont de plus en plus nombreuses. Le P.C.F. Cette tactique unitaire n'est pas de la gauche, mais de la droite.

REPERES  
LE MENSUEL  
DU C.E.R.E.S.

SOMMAIRE  
du n° 32  
• Les multinationales étrangères en France.  
• Edmond Maire : la C.F.D.T. et le programme commun.  
• Mariage : Sources de la vie ouverte.

SONIA RYKIEL  
HOMMES  
vestes - pull-over - tee shirts  
4 rue de Grenelle Paris 6. tél. 548.58.59.



## CETTE SEMAINE DANS

### TEMOIGNAGE CHRETIEN

● Un témoignage exclusif : un chrétien libanais de gauche raconte.

● Un dossier : le prix d'un ma-lade en 1976

● Quatre entretiens avec :  
Gilles MARTINET  
Alexandre SANGUINETTI  
Alvaro CUNHAL  
Jean-Marie DOMENACH

CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX 4 F



49, RUE DU FAUBOURG  
POISSONNIERE  
75009 PARIS



## POLITIQUE

### L'unification des centristes

#### La nouvelle formation s'intitulerait « Centre des démocrates sociaux »

Le comité directeur du Centre démocrate a siégé jeudi après-midi 13 mai au Palais du Luxembourg pour examiner l'état d'avancement du projet de fusion avec le Centre démocratique et progressif, avant le congrès unitaire qui doit se réunir à Rennes du 31 au 23 mai. Les futurs statuts du nouveau parti ont été approuvés. Ils prévoient une direction à trois niveaux : un bureau, un comité directeur, et un conseil politique. Le bureau comprendra, outre le président et le secrétaire général (MM. Jean Lecanuet et Jacques Barrot) quatre vice-présidents, deux secrétaires généraux adjoints et vingt-trois secrétaires nationaux. Les noms de ceux qui ont été choisis au cours des négociations antérieures entre les deux formations ont été acceptés par les amis de M. Lecanuet. Les vice-présidents seront donc, selon toute vraisemblance : MM. Pierre Abelin, ancien ministre (Centre dém.), Jean Chusseau, sénateur de l'Allier (C.D.P.), André Dilligent, ancien sénateur (Centre dém.), Bernard Stasi, ancien ministre (C.D.P.). Les secrétaires généraux adjoints devraient être MM. Lolo Bouvard, député du Morbihan (Centre dém.), et Pierre-Bernard Raymond, député des Hautes-Alpes (C.D.P.). Les postes des secré-

taires nationaux seront attribués, dans leur majorité, à des parlementaires : parmi ceux-ci : MM. Jean Briand (Centre dém.), Eugène Claudius-Petit (C.D.P.), Jean-Marie Daillet (Centre dém.), Georges Meunier (Centre dém.), André Bohl (Centre dém.), René Monory (Centre dém.), etc. Figureront aussi au secrétariat national M. Jean Chelini, actuel vice-président du Centre démocrate.

Un projet de plate-forme politique, élaboré collectivement à partir de plusieurs textes parmi lesquels un avant-projet de M. Pierre Abelin, a été jugé insuffisant par le comité directeur. Un autre document sera rédigé avant le congrès.

Une dernière réunion des délégations des deux formations avant les assemblées aura lieu le 19 mai. D'ici là, le nom du nouveau parti devrait être définitivement fixé. La formation qui naîtra à Rennes a de grandes chances d'être nommée « Centre des démocrates sociaux ». L'étude confiée à une société d'enquêtes et de sondages a révélé que, dans l'opinion modérée, le mot « centre » garde plus d'impact que « parti » ou « mouvement ». L'appellation « social-démocratie » semble avoir été définitivement rejetée. — N. J. B.

### L'application des décisions du XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.

#### M. Marchais : il n'y aura pas de trêve ni de pause

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, jeudi 13 mai, au micro de Radio Monte-Carlo : « Il n'y aura pas de trêve ni de pause, comme le prétendent certains amis de la bourgeoisie. Nous sommes et serons présents partout où il faut défendre les travailleurs et lutter pour le succès des revendications. Il n'y aura ni trêve ni pause, dans notre effort pour faire des décisions de notre congrès, connaître, approuver et appliquer les décisions de notre XXII<sup>e</sup> Congrès. »

Évoquant le recul du P.C.F. lors de l'élection législative partielle d'Indre-et-Loire, M. Marchais a noté : « Nous venons de connaître

une consultation beaucoup plus importante : les élections cantonales. A l'occasion desquelles seize millions d'électeurs se sont exprimés, et le P.C.F. a recueilli 23 % des suffrages. C'est à cette consultation que nous nous référons d'abord. »

Quant aux résultats du XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., le secrétaire général a expliqué : « Nous assistons à un effort démentiel des représentants de la majorité et de leurs comités politiques pour déformer les décisions de notre congrès. (...) On essaie de caricaturer notre politique en la « tirant de droite et de gauche » pour essayer d'influencer le Parti ou nos électeurs. Pourquoi ? Parce que les gouvernements sont dans de grandes difficultés. (...) »

« Et puis, on a prétendu que nous allions juger l'impact des décisions de notre congrès. Mais nous sommes en réalité au début de l'effort pour faire connaître les travaux et les décisions du XXII<sup>e</sup> Congrès. »

« Il y a toujours un retard entre les prises de décisions et la prise de conscience des travailleurs. Enfin, nos décisions ne sont jamais prises dans un but électoraliste... »

● Le comité central du parti communiste, qui se réunira les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, examinera deux rapports : « La poursuite de l'action pour la réalisation de l'union », présenté par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, et « La politique municipale des communistes », présenté par M. Marcel Rosette, maire de Vitry-sur-Seine, responsable de la section « collectivités locales ».

● M. Gilles Martinet, membre du secrétariat national du parti communiste, estime, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, que « le plus grand obstacle, aujourd'hui, entre la gauche et le pouvoir ne s'appelle ni Giscard ni Chirac : il se nomme la peur ». « Une peur que ne manquera pas d'exploiter le gouvernement, mais qui existe réellement dans les esprits », ajoute-t-il. « Les socialistes ont deux moyens de vaincre cette peur. La première consiste à déconstruire le programme. (...) Cette voie est heureusement refusée par la majorité du parti. Il est un autre moyen de vaincre la peur : donner un caractère sans cesse plus réaliste et plus crédible aux propositions de la gauche. »

### Les communistes face au stalinisme

#### « L'HUMANITÉ » REPROCHE A M. ALTHUSSER DE SE LIVRER A D'« ÉVIDENTES OUTRANCES »

L'*Humanité* du 14 mai publie la note suivante sur la préface que M. Louis Althusser a rédigée pour l'ouvrage de Dominique Lecourt, *Lyssenko, histoire réelle d'une science prolétarienne* (Éditions Maspéro) dans laquelle le philosophe communiste dénonce le maintien en U.R.S.S. du système stalinien (le Monde du 12 mai) : « Louis Althusser développe un certain nombre de considérations sur l'Union soviétique, hier et aujourd'hui, ainsi que sur le parti communiste français. »

« Pour sa part, le parti communiste français a défini de façon responsable son attitude sur ces questions lors de la session du comité central des 27-28 mai 1975 (à laquelle Louis Althusser ne fait d'ailleurs aucune référence) et l'a clairement confirmée lors de son vingt-deuxième congrès. »

« Il est dommage que Louis Althusser, dans ses travaux personnels, ignore totalement le développement de la réflexion collective du parti communiste français sur la démocratie et le socialisme ainsi que sur la nature des rapports du parti avec les intellectuels. En prenant connaissance lui-même d'une part de ne tenir aucun compte des conditions nouvelles du combat de la classe ouvrière en France et de maintenir un attachement injustifié à la dictature du prolétariat, et d'autre part de se livrer à d'évidentes outrances. »

#### Mme FRANCETTE LAZARD DEVIENT RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « L'HUMANITÉ »

Diverses mutations viennent d'intervenir parmi les cadres des principaux organes de presse du P.C.F. Mme Francette Lazard, directrice adjointe de l'hebdomadaire *France nouvelle* est nommée rédacteur en chef adjoint de l'*Humanité*. Elle est remplacée par M. Henri Malberg, membre du comité central. Mme Marie-Rose Pineau est nommée administrateur du quotidien communiste et M. Henri Alleg devient secrétaire général.

Enfin, M. Georges Chirio, qui était administrateur de l'*Humanité*, est placé comme collaborateur de M. Claude Popereau, membre du bureau politique, à la section du comité central chargée de la liaison avec les fédérations départementales.

(Née 7 janvier 1937 à Neuilly-sur-Seine, Mme Francette Lazard est enseignante. Elle a adhéré au P.C.F. en 1952 et a été élue en 1970 au comité central.)

#### « COMMUNIQUE » COURS DE VACANCES

pour garçons en Suisse Centrale. Séjour de trois à six semaines entre le 11 juillet et le 31 août 1976 pour garçons de 10 à 18 ans.

Institut MONTANA, Zugerberg

École internationale à 1.000 mètres d'altitude entre Zurich et Lucerne. Enseignement des langues modernes, sports et excursions. Étude sérieuse et pratique intensive surtout de la langue allemande. Dem. prospectus auprès Directeur Institut MONTANA, Zugerberg (Suisse)

#### PRIX DE GROS C.C.A.

Chocolats - Champagnes - Vins - Alcools - Foie Gras  
Dragées etc. : Des marques les plus prestigieuses

EXTRAIT DE NOTRE TARIF (demandez-le nous : 777.52.25)

Champagnes (vente par carton de 6 bouteilles)	si HAIT MEDOC "du Bourgeois" 71, 32,00 F
HEIDSIECK Brut (à 25,00 par 12...)	si DUKAT MILON ROSEBOLD 70 - 30,00 F
LANGON Brut (à 25,00 par 12...)	si MORGON "Ch. Pige" 72 - 31,00 F
PIPER HEIDSIECK Brut, la bouteille... 21,00 F	si MOUTON CADET 71, la B... 14,50 F
PERNER JALET Brut, la bouteille... 21,00 F	si MOUTON CADET 72, la B... 14,50 F
BLASCO DE FRANCE, la B... 66,00 F	si MOUTON CADET 73, la B... 14,50 F
Vin rouge de France, la B... 66,00 F	si POMMARD 1965 "B et C" 14,50 F
si BORDO "La Chantrelle" 72, la B... 66,00 F	si FLEURS ST GEORGES 70 "B et C" 14,50 F

C.C.A. SIEGE SOCIAL : 103, rue de Turénne - PARIS 3<sup>e</sup>

Ouvert du Mardi au Samedi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

Chèque accepté à partir de 300 francs mais 1<sup>er</sup> achat en numéraire - carte client

VENTES SUIVANT CONDITIONS TARIF

## Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...

### ... chez un négociant en vins et spiritueux qui emploie 35 personnes

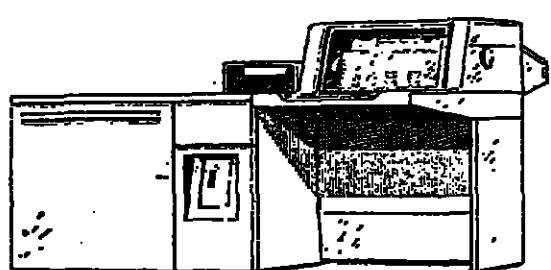
La société lyonnaise BONNORAN, une entreprise de 35 personnes. Son activité : la distribution et la vente en gros de vins, alcools et spiritueux.

Jean-Claude et François Montès, qui dirigent

l'affaire, sont depuis longtemps acquis à l'informatique qu'ils jugent indispensable pour obtenir une gestion rigoureuse et assurer un service de qualité à leurs clients. Lorsque le petit ordinateur IBM 32 est annoncé, ils se décident en sa faveur... avant tout pour son prix abordable et ses performances dans le rythme de traitement des documents.

Aujourd'hui, le 32 traite les problèmes administratifs et comptables inhérents à leur activité et, en particulier, la facturation. En effet, celle-ci est faite, d'une part, pour la vente traditionnelle avec commandes préalables et livraisons, d'autre part pour la vente en "cash and carry", c'est-à-dire en libre-service pour les détaillants. Il assure également la tenue des stocks, les propositions de réapprovisionnement, les états destinés aux contributions indirectes (congrès, acquits), les relevés-clients, les comptes de commissions pour les représentants et différentes statistiques commerciales. Les améliorations dues au 32 ?... essentiellement une plus grande précision dans la facturation, des informations disponibles à tout moment, une rapidité de traitement des documents, enfin une comptabilité toujours à jour.

Si, comme la société BONNORAN, des centaines d'entreprises de tous secteurs et de toutes tailles ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.



\*Prix de location mensuelle :  
à partir de 5 841 F TTC

Prix de vente :  
à partir de 224 796 F TTC

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :  
Paris et région parisienne : M. LOCTIN  
Tour Septentrion, La Défense, 20, av. A. Prothier - 92081 COURBEVOIE.  
Tél : (1) 776.43.43 - poste 6.000

Bordeaux (Limoges, Pau, Toulouse)  
M. FERRE - 351, Bd. du Président Wilson - 33200 BORDEAUX. Tél : (56) 03.84.85

Lille (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. BOULET  
250, Av. de la République - B.P. 3219 - 59019 LA MADELEINE. Tél : (20) 51.92.54

Lyon-Ecully (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) - M. DU FAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvagerie B.P. 13  
69130 ECULLY. Tél : (78) 93.81.70

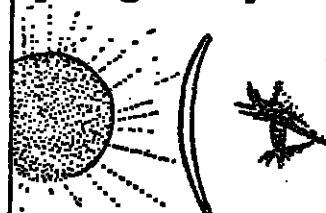
Marseille (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon)  
M. STERN - 2, Bd. de Gabès - 13295 MARSEILLE Cedex 2. Tél : (91) 75.07.27

Nantes (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours)  
M. VILLETTÉ - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE.  
Tél : (40) 75.47.75

Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)  
M. FRANCK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cedex. Tél : (88) 61.48.15

IBM 32 un petit ordinateur  
une grande expérience

### Pour encore mieux protéger vos yeux



## le nouveau verre STUDIO T

une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière filtrante et traité spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les reflets parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.

## LEROY

Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel - 11, bd du Palais  
18, bd Hausmann - 147, r. de Rennes  
127, lg St-Antoine - 158, r. de Lyon  
5, pl. des Ternes - 30, bd Barbès









## JUSTICE

La polémique  
autour de la mutation  
de M. Ceccaldi

### LE CONGRÈS DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE SE RÉUNIRA LE 16 MAI À PARIS

Avant le congrès extraordinaire que doit réunir, dimanche 16 mai, à Paris, le Syndicat de la magistrature (nos dernières éditions), la polémique autour de la mutation de M. Etienne Ceccaldi comme procureur de la République à Hazebrouck marque un passage. Chacune des deux parties en présence, le substitut marshall, d'une part, le ministre de la Justice, de l'autre, ont cependant adopté des positions si tranchées qu'on voit mal, dans l'immédiat, quelle solution pourrait intervenir.

Dès à présent, toutefois, il faut observer que ce nouvel affrontement entre M. Lecanuet et le Syndicat de la magistrature comporte en réalité deux aspects. Il y a, d'un côté, le suspens qui pèse sur les motivations profondes de cette mutation, dont certains affirment qu'elle serait due au fait que M. Ceccaldi avait fait montre de médiocrité dans le dossier dit « des ententes pétrolières ».

Le deuxième aspect porte sur le fait de savoir quelle est la nature réelle d'un avancement, et si l'on peut ainsi qualifier la mutation d'un magistrat, parmi les mieux notés d'une grande cour d'appel comme celle d'Alençon-Provence, chargée de surcroît de dossiers extrêmement importants, à la tête d'un parquet dont il se trouvera être en réalité le chef collaborateur puisque nul substitut n'est en fonctions actuellement à Hazebrouck.

### VIVRE À HAZEBROUCK

« Finir à Hazebrouck, quel enterrement de troisième classe », tranche Louis-Marie Boreau dans le quotidien de Paris du mercredi 12 mai. Les dix-neuf mille habitants de la capitale de la Flandre agricole auront dû à cette lecture, déjà les concepteurs de l'ouvrage, de lire tout au long de la France « en cause » et les en accuse tous les quatre d'heure à grands coups de flashs radiophoniques sur la tête. Pour vivre médiocrement caché. Et voilà que, comme un cyclone, le ridicule s'abat sur cette ville.

Passé encore d'être sous-préfet à Romorantin, mais procureur à Hazebrouck, quelle déchéance ! Vivre au milieu de la Flandre verte entre les monts des Cats, Cassel et Kemmel, dans une ville qui n'a que de petites usines discrètes. Dans un trou situé à deux heures de Bruxelles, deux et demie de Paris, trois de Londres et quatre d'Amsterdam, où pour toute distraction les habitants n'ont que le footing ou le tennis matinal, à trois minutes de leur porte, la végétation de cinémas et de théâtres de Lille et les dames de Zuydcoote à une demi-heure de voiture.

Vivre à Hazebrouck sous une municipalité de gauche assez rétrograde pour laisser encore construire partout des maisons individualisées et ne pas interdire au cortillon de Saint-Eloi d'égrener tous les quatre d'heure quelques notes d'une complainte flamande. Oui, nous avons honte. De ce pas, nous allons déménager notre vieille mère. — P.-M. D.

À l'instigation d'un juge  
d'instruction de Genève

### M. FERNAND LEGROS POURSUIVI POUR COMPLIÉTÉ D'ABUS DE CONFIANCE

M. Fernand Legros, inculpé depuis plusieurs années en France pour des trafics de faux tableaux qu'il conteste, est impliqué à présent dans une affaire d'abus de confiance, pour laquelle M. Roland Chakour, son oncle, est poursuivi depuis quelques mois par M. Gasser, juge d'instruction à Genève.

M. Roland Chakour est accusé par Mme Fédolope Embrocos, quarante-quatre ans, veuve d'un armateur grec, et sa fille, qui l'avaient chargé de gérer leur fortune, d'avoir détourné au total quelque 15 millions de francs suisses à leur préjudice.

Or le magistrat suisse a délivré un mandat d'arrêt international contre M. Legros pour compliété, en demandant son extradition. M. Camille Cochet, doyen des juges d'instruction de Paris l'a fait savoir le 13 mai à celui-ci. Toutefois, le marchand de tableaux n'a pas été arrêté car il se trouve sous main de justice, ayant été placé sous contrôle judiciaire au cours de l'été 1974, par M. Saurat, le magistrat instructeur parisiens chargé des dossiers de faux, après avoir été mis en liberté contre versement d'une caution de 150 000 francs.

Les défenseurs de M. Fernand Legros, M. Xavier Vigani, Richard Dupuy, Le Mir et Vincent, entendent s'opposer à l'extradition en invoquant la citoyenneté française de leur client.

### LA VEUVE DE L.-F. CÉLINE OBTIENT LA SAISIE DU LIVRE « UNE CERTAINE FRANCE »

La première chambre de la Cour d'appel de Paris vient d'accorder à Mme Destouches, veuve de Louis-Ferdinand Céline, le droit de faire saisir le livre *Une certaine France* qui lui avait été refusé le 20 mai 1975 par Jean Verso, président du tribunal de grande instance de Paris statuant en référé.

L'ouvrage, intitulé *Le monde des heures* (16 mai 1975) comprend la reproduction intégrale de dix-sept pages antérieures de Céline extraites notamment de son livre *Les Beaux Draps*. La veuve de l'écrivain, assistée de M. François Gibault, faisait valoir que ces textes avaient été utilisés par l'éditeur sans autorisation, alors que Céline avait exprimé la volonté, après la Libération, que certaines de ses œuvres, dont les *Beaux Draps*, ne soient pas rééditées.

Pour avoir entretenu des intelligences avec des agents des services secrets belges, M. Villadas Komar, cinquante et un ans, et sa femme Marie, cinquante ans, ont été condamnés respectivement à trois ans d'emprisonnement dont deux avec sursis et deux ans d'emprisonnement avec sursis le 13 mai par la Cour de sûreté de l'Etat à l'issue de débats qui se sont déroulés à huis clos le même jour. Accusés d'avoir fourni des renseignements sur la vie privée des membres du personnel de l'ambassade de France à Prague, où ils furent employés de 1965 à 1975, les accusés, assistés de M. Michel Schlegel et Beaudouin-Fournier, avaient reconnu les faits. Après avoir été détenus préventivement, le mari une année, la femme quatre mois, ils comparaissent libres.

En Corse

### NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ INTERROGÉES PAR LA POLICE JUDICIAIRE

Huit des neuf personnes (et non quinze, comme nous l'avions annoncé) interpellées mercredi 12 mai à Ajaccio et Bastia sur commission rogatoire du juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat ont été relâchées jeudi. Elles ont été entendues comme témoins par la police judiciaire dans le cadre des enquêtes menées après les récents attentats en Corse, et la formation d'un nouveau mouvement, le Front de libération nationale. Le neuvième personne, M. François Pantalacci, devrait être relâché sous peu, estime-t-on à Bastia.

Deux interpellations ont eu lieu à Paris, visant M. Jean-Pierre Santini et Paul Mondolini, dirigeants du parti corse pour le socialisme. Dans un récent communiqué, ce parti avait approuvé l'action du F.L.N.

Deux attentats au pistolet ont d'autre part été commis dans les nuits du 12 au 13 et du 13 au 14 mai à Bastia. Les dégâts sont peu importants. Les trois attentats commis dans la nuit du 11 au 12 mai contre les installations électriques et hydrauliques corse sont revendiqués par le Groupe-ment d'action clandestine pour la défense des agriculteurs corse (GACADAC).

Daniel Thomas, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, accusé de plusieurs vols et viols, ainsi que du meurtre d'une jeune étudiante, Mlle Dominique Ladoux (*Le Monde* du 12 mai 1976), Daniel Thomas, trente ans, a été condamné, mercredi 12 mai, par la cour d'assises de Paris, à la réclusion criminelle à perpétuité. Tenant compte du déséquilibre caractéristique de l'accusé, les jurés lui ont reconnu les circonstances atténuantes et ont suivi les réquisitions de l'avocat général, M. Lucien Langlois.

DEUX CHEFS D'ENTREPRISE  
CONDAMNÉS

Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a condamné, le 13 mai, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 6 000 F d'amende, le P.-D. G. d'une entreprise de boîtes pliantes, M. Antoine Fuchs, cinquante-quatre ans, qui avait licencié sans autorisation préalable un membre du comité d'entreprise.

M. Fuchs avait, le 8 juillet 1975, refusé de réintégrer un de ses ouvriers imprimeurs, M. Paul Tolo, qui avait dépassé le délai réglementaire de quarante-huit heures avant de déclarer un arrêt de travail consécutif à un accident survenu le 24 juin. Le tribunal a estimé que ce retard constituait une irrégularité mais non une faute grave justifiant une mise à pied immédiate. La Fédération départementale de quarante-huit heures a obtenu 2 000 francs de dommages et intérêts.

D'autre part, le tribunal de grande instance de Montbrison (Loire) a condamné, jeudi 13 mai, à un mois d'emprisonnement avec sursis et 1 800 francs d'amende, M. Antonin Delray, quarante-sept ans, entrepreneur de maçonnerie à Panissières (Loire). Un de ses employés, M. Richard Fomier, était tué en tombant d'un toit en réfection. Le tribunal a estimé que M. Delray avait contrevenu aux dispositions réglementaires concernant la sécurité des travailleurs.

M. Jacques Chamson, avocat de Daniel Thomas, avait demandé l'acquiescement de son client, « qui n'aurait jamais dû comparaître devant une cour d'assises », soit remis entre les mains des psychiatres.

Le directeur du casino de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), M. Isidore Farionche, quarante-cinq ans, qui s'était vu retirer la licence de jeu, a été écroué le 13 mai à la maison d'arrêt de Cambrai. Il a été notamment inculpé d'infraction à la réglementation sur les jeux par M. Alain Verleue, juge d'instruction à Valenciennes.

## POLICE

AU COURS DE SON CONGRÈS A CRÉTEIL

### Le syndicat C.F.D.T. de la police parisienne s'inquiète du renforcement de la répression syndicale

Réunis pendant trois jours en congrès à Créteil (Val-de-Marne), les policiers du syndicat C.F.D.T. de la police parisienne se sont interrogés sur les moyens d'assurer l'insertion du policier dans le monde du travail.

« Policier-travailleur ou travailleur-policier ? » Les termes sont ambigus, mais les deux notions recouvrent des réalités profondément différentes. Les congressistes pour leur part, n'ont pas caché qu'ils optaient pour la seconde conception. « La crise économique donne naissance à des contraintes et à des angoisses qui suppriment la liberté, affirme la résolution générale. Le capitalisme a donc besoin de son armée et de sa police, et malheur à celui qui se considère comme un travailleur... » La C.F.D.T. police parisienne compte depuis longtemps déjà l'utilisation des personnels qui sont de plus en plus au service des nantis, bien que ceux-ci les méprisent.

Le projet d'école de cadets recrutant à l'âge de seize ans des candidats policiers, apparaît comme « le plus grand danger » puisqu'il aboutirait à « conditionner » des adolescents « coupés du monde extérieur et de leurs origines sociales ». Quant à la formation actuelle, qui maintient « un niveau volontairement bas à fin d'obtenir des personnels plus malléables », elle conduit à faire « des sous-citoyens avec des grands pouvoirs ».

Le syndicat s'est inquiété des atteintes aux libertés syndicales et de la « chasse aux sorcières » qui s'est instaurée dans les administrations. Solidaire de M. Etienne Ceccaldi, la C.F.D.T. remarque que les sanctions déguisées se multiplient.

dans la police contre les « mal-pensants ». Un inspecteur militaire à la confédération vient d'être muté, « dans l'intérêt du service », de l'administration centrale dans une sûreté urbaine de province... ou aucun poste n'est pourtant vacant. Un autre militant, gardien de la paix, s'est entendu dire qu'il ne deviendrait jamais inspecteur tant que son épouse persisterait à se présenter aux élections municipales sur une liste du parti socialiste.

Avant de se séparer, aux acclamations de l'Internationale, les congressistes ont mandaté le syndicat pour se constituer partie civile dans l'affaire de la mort de Jacques Pottier, l'inspecteur de la brigade territoriale tué le 23 juillet dernier à Charenton par trois collègues de la brigade de recherches et d'interventions.

J. Sz.

## FAITS DIVERS

La mort de l'ambassadeur  
de Bolivie à Paris

### L'ARME AVAIT SERVI À UN ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE ESPAGNOL

L'examen des douilles retrouvées sur le lieu du meurtre du général Joaquín Zenteno Anaya, ambassadeur de Bolivie à Paris, assassiné le 11 mai près du pont Bir-Hakeim (16<sup>e</sup> arrondissement), a permis aux techniciens du laboratoire central de la préfecture de police d'établir que les balles qui ont tué le diplomate ont été tirées par la même arme qui avait servi, le 9 octobre 1974, à l'attentat contre l'attaché militaire adjoint de l'ambassade d'Espagne, le capitaine Bartholomé García Plata-Vallé.

Les trois points d'impact — chargement et engagement dans le canon, percussion et extraction — sont identiques. Les premières constatations avaient déjà permis de remarquer que les projectiles provenaient dans les deux cas du même lot de cartouches de calibre 7,63 millimètres : elles étaient de la même marque et leurs numéros étaient très rapprochés.

La brigade criminelle continue, de son côté, l'enquête ouverte après la mort du diplomate. Au cours des deux derniers jours, des opérations ont eu lieu dans la région parisienne, au domicile de citoyens sud-américains connus des services de police comme pouvant militer dans des organisations révolutionnaires. Une dizaine de personnes ont été entendues.

Deux cents personnes ont manifesté devant l'ambassade de France à La Paz pour protester contre l'assassinat survenu l'avant-veille à Paris, du général Joaquín Zenteno, ambassadeur de Bolivie à Paris. — (A.P., Reuter).

Incendie au Struthof. — Un incendie, vraisemblablement d'origine criminelle, a entièrement détruit, dans la nuit de mercredi 12 au jeudi 13 mai, le musée de l'ancien camp de déportation nazi du Struthof (Bas-Rhin). L'incendie n'a pas été revendiqué, mais deux croix de Lorraine ont été peintes sur un mémorial et dans le « V » du mémorial.

**Pour 37 000 Francs  
votre maison de vacances en Corse  
3 mois par an.**

À Ajaccio, piscine, club-house et tennis dans le village, à proximité d'une jolie plage de sable fin avec restaurant, club de voile, plongée, ski nautique, équitation, thalassothérapie, etc.

Après Avoriaz, Porticcio, une deuxième réalisation, réalisation Veisjoel.

Bo pour une documentation gratuite, Neilsen 105 boulevard Haussmann, 75008 PARIS, tél. 206.15.64

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_



Prix avec prisme à cellule silicium : 4 934 F au 1-1-76.

**"Le Mamiya M 645. Une nouvelle dimension d'image... et quelle maniabilité!"** (La Presse)

Avec son nouveau format et sa nouvelle technologie, le M 645 surpasse les performances des deux formats dont il s'inspire.

Pour remarquables que soient aujourd'hui les performances des 24 x 36 évolués, leur format d'image demeure petit.

Personne n'empêchera le film d'avoir du grain.

Avec le M 645, Mamiya a réalisé un appareil compact ultra-perfectionné dont l'image de 4,5 x 6 cm est trois fois plus grande que celle du 24 x 36. C'est dire la richesse de détails qu'il offre à vos prises de vues.

Il faut prendre en main cet appareil idéal pour la photo d'action et apprécier sa maniabilité surprenante.

15 vues avec un film 120 ou 30 vues avec un film 220.

De nombreux objectifs et accessoires, dont un viseur interchangeable à cellule silicium avec affichage des temps de pose par diodes électroluminescentes, composent un système complet de prise de vues.

**Mamiya M645**  
Au Japon, 3 professionnels sur 4 utilisent Mamiya.

J. Osawa France S.A., 52, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly.

سكزناش الاصل



صكذامن الاحل

# Le Monde

## du TOURISME et des LOISIRS

CONGRÈS A CRÉTEIL

de la police parisienne

renforcement

syndicale

La police parisienne a tenu un congrès à Créteil, sous la présidence de son directeur, le préfet de police, M. Maurice Bompard. Le thème principal du congrès était le renforcement syndical. M. Bompard a souligné l'importance de la police dans la société et a appelé à une meilleure coopération entre la police et les syndicats.

FAITS DIVERS

La mort de l'ambassadeur de Bolivie à Paris

L'ARME AVAIT SERVI A UN ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE ESPAGNOL

Un homme des douanes a été arrêté hier à Paris pour avoir servi une arme à feu lors d'un attentat contre un diplomate espagnol. L'homme a été inculpé de tentative de meurtre et de port d'arme.

Les mystères de la légende

La nuit, à Tartane, les vaches broutent aux portes des studios. Il y a deux ans, sur cette colline, l'herbe leur appartenait. La construction du village n'a pas changé leurs habitudes... mais aujourd'hui, il y a même des fleurs au menu.

Les voyages ignorent la crise

La profession d'agent de voyages est-elle une vraie profession ? Une question qu'on ne se pose pas si les participants au vingt-deuxième congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), qui vient d'avoir lieu à Béziers, n'en avaient fait le thème de leurs débats.

Les voyages ignorent la crise

La profession d'agent de voyages est-elle une vraie profession ? Une question qu'on ne se pose pas si les participants au vingt-deuxième congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), qui vient d'avoir lieu à Béziers, n'en avaient fait le thème de leurs débats.

Les voyages ignorent la crise

La profession d'agent de voyages est-elle une vraie profession ? Une question qu'on ne se pose pas si les participants au vingt-deuxième congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), qui vient d'avoir lieu à Béziers, n'en avaient fait le thème de leurs débats.

### V.V.F. DANS LES CARAIBES

## Les Antillais d'abord...

Les Antillais ont du soleil toute l'année. Ils n'ont donc pas besoin de vacances. C'est en substance ce qu'affirment plusieurs circulaires ministérielles, selon M. Schneider, directeur de la Caisse d'allocations familiales de la Martinique. Partant de cette idée oiseuse, les pouvoirs publics n'avaient rien fait ou presque jusqu'ici pour satisfaire le besoin des familles moyennes de « partir » en vacances. Un besoin qui existe, même quand on habite une île tropicale. Rien... jusqu'à l'ouverture, à Noël dernier, de deux villages de gîtes Villages-Vacances-Familiales (V.V.F.) l'un à Saint-François (Guadeloupe), l'autre à Tartane (Martinique). La filiale de la Caisse des dépôts qui a bien rodé la formule des gîtes de vacances en métropole, s'est installée outre-mer à la demande pressante des responsables locaux.

Dans une région où le tourisme (de luxe, en général) est souvent rattaché comme une insulte ou une forme nouvelle et insupportable — de colonisation par l'argent, l'originalité des installations de V.V.F. est grande : elles vont accueillir toutes les catégories de familles antillaises grâce à un système de subventions ; elles sont destinées à être gérées entièrement par du personnel antillais, le directeur venu de métropole pour trois ans devant céder la place à un Antillais formé en France ; l'ensemble est pris en charge par les collectivités locales qui fournissent le terrain (selon la formule habituelle des V.V.F.) et qui sont représentées au sein de deux associations, créées sur place, l'organisation V.V.F. n'apportant en principe qu'une assistance technique ; enfin, les vacanciers qui choisissent de séjourner dans les V.V.F. (en dehors des vacances scolaires réservées aux locaux) entreront facilement en contact avec le pays et ses habitants.

### Les mystères de la légende

La nuit, à Tartane, les vaches broutent aux portes des studios. Il y a deux ans, sur cette colline, l'herbe leur appartenait. La construction du village n'a pas changé leurs habitudes... mais aujourd'hui, il y a même des fleurs au menu. Autour du village, pas de barbelés, réels ou imaginaires. Point de ces barrières — sociales ou raciales — que les hôtels de luxe élevés autour de leurs clients pour les protéger d'un contact trop direct avec la population. A Tartane, ou à Saint-François, les soirs où l'on danse au V.V.F., les habitants du village voisin sont les bienvenus. Après les spectacles de danses traditionnelles, où les Occidentaux habitués à plus d'hypocrisie découvrent, étonnés, l'indépendance toute simple de certaines « figures », le bal est ouvert et les Antillais initient gentiment les vacanciers aux mystères du légendaire, rythme « national », et à ces

débranchements souples qui semblent si naturels. Le souci de ne pas tenir les V.V.F. à l'écart de la vie locale se manifeste aussi dans l'architecture. Bien qu'éloignée d'environ 1 kilomètre des villages existants, les deux ensembles de gîtes ne ressemblent en rien à ces hôtels-touristiques, à l'architecture massive, hautement plantée à l'écart de tout, ou au contraire groupés entre eux comme c'est le cas à Trois-Îlets, en face de Fort-de-France, où trois hôtels de luxe jouxtent une marina des plus banales.

Les gîtes V.V.F. (des studios et des deux pièces essentiellement) sont répartis dans des bungalows dont l'architecture rappelle, un peu, celle des cases traditionnelles... Mais le béton n'est pas le bois.

Le village de Saint-François est installé sur un terrain plat, assez ingrat, que les plantations — difficiles à cause du vent et de la sécheresse — n'ont pas encore « habillé » ; mais la plage est là, à deux pas des logements. Les pavillons, couverts de toits à quatre pentes, entourent des petites-jardins. Meublés très simplement, les studios sont équipés d'une climatisation qu'une astucieuse aération naturelle ne rend pas indispensable. La kitchenette ouvre sur une terrasse couverte... trop étroite toutefois quand la pluie se fait violente. Dans le pavillon central, un restaurant tenu par une famille antillaise offre les spécialités locales ; le « cou't boudion » de daurade ou de « poisson rouge », les « colombes » (ragoûts) de porc ou de cabrit, et le fameux boudin épicé.

En Martinique, la réussite architecturale est plus évidente, bien que la construction n'ait pas coûté plus cher. Étagée à flanc de coteau, des bungalows octogonaux (en béton toujours) s'ouvrent sur de grandes terrasses bordées d'une balustrade de bois. Les couleurs pastel des murs et celles plus soutenues des toitures que l'on découvre du haut de la route rappellent les teintes mauves et orangées de la falaise.

La plage de l'Anse-à-l'Étang est très simple : pas de coquelets de carte postale mais des rochers polis par la mer, et d'une blancheur éblouissante ; une eau chaude qui n'oublie qu'elle est océan, et bouge ; une côte découpée qui ménage d'autres plages

jusqu'au hameau de Tartane, où les pêcheurs tirent leurs barques sur la grève. Au-delà du village V.V.F., vers l'Est, c'est la réserve naturelle de la presqu'île de la Caravelle. Une végétation craquante de sécheresse et des oiseaux rares — des espèces protégées — ont repris le terrain occupé autrefois par des champs de canne ; les vestiges du château Dubuc donnent une idée de ce qu'a pu être la vie de ce mystérieux « immigré », à la fois, semble-t-il, maître d'un vaste domaine agricole, traitant d'esclaves, et... navigateur, installé face à une somptueuse baie, la baie du Trésor, justement.

### La découverte des vacances

Qui va profiter de ces installations ? Pendant les vacances scolaires, les deux villages sont réservés à la population locale. Grâce à des subventions très importantes des caisses d'allocations familiales (allant jusqu'à 80 % du prix du séjour pour les revenus les plus bas), des familles antillaises qui n'en ont jamais eu la possibilité vont découvrir les vacances... pour certaines le confort, la douche et le réfrigérateur. Il est tout de même curieux de constater que la forme de tourisme la plus populaire — le camping — n'a même pas été encouragée ou organisée jusqu'ici dans ces départements d'outre-mer, tout entiers voués au tourisme de luxe pour Nord-Américains.

Pour les familles les plus aidées, le séjour coûtera 10 F par jour. Mais il est évident que lorsque ces possibilités seront connues — un effort d'information est en cours — toutes les demandes ne pourront être satisfaites. Les responsables des caisses d'allocations familiales déclarent disposer de tous les crédits nécessaires, mais le nombre de places (deux cent cinquante dans chaque village) oblige dès maintenant à limiter à trois semaines la durée des séjours d'été. De nombreux « clients » sont aussi attendus en fin de semaine, notamment parmi les familles originaires de la métropole qui trouvent dans ces installations (à 35 km de Fort-de-France à la Martinique, 37 km de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe) un moyen d'échapper aux fatigues de la ville. En dehors de la période des vacances

scolaires, les deux villages sont ouverts aux métropolitains. C'est la distance qui rend l'aventure coûteuse, mais la clientèle existe même parmi les habitués des V.V.F. qui, pour « sociale » que soit l'organisation, ne sont pas tous des « smicards », tant s'en faut. Pour 2845 F par personne, les « méro » pourront faire la connaissance de ces départements lointains : le voyage, une semaine dans chaque installation, les petits déjeuners, une navette avec les bourgs voisins.

Plus que la vie collective de certaines installations plus anciennes des V.V.F. en métropole, c'est un peu les services d'un motel qui sont offerts aux vacanciers. La formule séduira ceux qui aiment faire leur marché (exotique et alléchant)... et la cuisine. Les restaurants sont relativement chers (30 F minimum pour un repas) de même que la plupart des produits laitiers ou manufacturés, importés de métropole.

Des excursions en autocar sont organisées chaque jour (50 F environ), mais il est toujours possible de louer des voitures. Il ne faut pas moins d'une semaine pour découvrir la variété des paysages de ces îles, volcaniques et arrosées à l'ouest, calcaires et desséchées à l'est, où l'on passe de la garrigue ventée à la forêt tropicale. Les grandes villes sont décevantes : on y rassemble systématiquement les vieilles maisons de bois à balcons, certes bien mal entretenues, au profit de tours de béton. Dans ces conditions, même la case la plus simple, petite construction de bois couverte d'un toit de tôle, a plus d'allure. Même si — et c'est dommage — l'habitude n'est pas de les peindre mais de laisser le bois vieillir doucement jusqu'à devenir tout gris. Mais si les visiteurs ne s'attendent pas à l'aspect des maisons — il compte peu pour les Antillais — ils seront facilement séduits par l'accueil, simple et chaleureux, des habitants. Il faut parfois savoir attendre au restaurant mais le sourire est toujours de la partie. C'est aussi une découverte...

« On nous a reproché de faire du tourisme pour milliardaires », déclare M. Bernier, maire de Saint-François (Guadeloupe). Mais nous avons un problème d'emploi, très aigu. Nous ne pouvons pas nous contenter par le tourisme social. Il nous fallait un phare pour nous faire connaître. A Saint-François il y a déjà un hôtel Météo, un aéroport, un golf en cours d'aménagement, et... le V.V.F. Mais le tourisme aux Antilles ne sera jamais tout à fait « social » pour les métropolitains. Le voyage est long et cher. « Nous sommes un département français », rappelle M. Bernier. Le gouvernement fera ce qu'il faut, j'en suis sûr, pour que les tarifs promotionnels soient maintenus, qu'Air France le veuille ou non. Nous sommes trop loin pour réclamer comme les Corses la continuité territoriale. Mais tout de même...

MICHEL CHAMPENOIS.

## DOSSIERS EN VERT ET BLEU

RÉUNIS en conseil autour du président de la République, les ministres, cette semaine, se sont penchés sur des sujets qu'on aurait jugés futiles ou à tout le moins secondaires : les jardins des citadins, les vertes campagnes des parcs régionaux, les portions de littoral encore vierges, les pics sauvages du futur parc national du Mercantour.

Autre réunion, mêmes sujets. Le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), à lui aussi, et le même jour, décidé d'accorder près de la moitié des crédits qu'il dispense à l'amélioration du cadre de vie. Là encore les dossiers s'habillent de vert ou de bleu. En cent endroits de France on veut gazouiller des berges, gommer des places de boqueteaux, ouvrir des parcs aux enfants, rendre des rivières aux pêcheurs et des baignades aux borboreaux. Avec le plus grand sérieux, nos fonctionnaires parlent de ramener les tourterelles d'outre-mer pour lancer sur leurs toits un peu folles des trains de plaisir. L'écologie, science austère et qui incline souvent au pessimisme, prend dans tout cela un petit air de fête. Car c'est bien, en définitive, de cela qu'il s'agit. Il est étrange que personne n'ait osé donner un nom à cette politique de restauration de l'environnement et de mise en valeur de la nature. C'est tout simplement celle des loisirs et du tourisme... La voilà peut-être cette nouvelle croissance plus « qualitative » dont parlait M. Valéry Giscard d'Estaing. Elle accorde enfin sa place — et ce n'est pas justice — à ce tiers-tiers pendant lequel les Français échappent à la double servitude du sommeil et du travail.

maroc 76 ete 76

CIRCUIT AUTOCAR séjours Maroc 4 et 1295 frs. Prix PARIS PARIS 1 semaine en pension complète. Demandez la brochure dans toutes les agences de voyages. et à Montmartre voyages 285.38.32

PASSEPORT

Des vols, des expéditions, de 1500 à 2500 F. Mais surtout chaque jour des réunions d'information et projections de diapos. ILE MAURICE A partir de 2500 F. MAIS AUSSI Passeport pour toutes vos destinations de vacances : charters, circuits séjours 68, rue de Valenciennes 75006 Tél. 544.20.43 ou 21.99

## Agences Les voyages ignorent la crise

La profession d'agent de voyages est-elle une vraie profession ? Une question qu'on ne se pose pas si les participants au vingt-deuxième congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), qui vient d'avoir lieu à Béziers, n'en avaient fait le thème de leurs débats. Le SNAV regroupe des professionnels aussi divers que fabricants de voyages, distributeurs et fournisseurs, et il est difficile de trouver une définition du métier valable pour tous. Les fabricants se plaignent d'être trop dépendants des fournisseurs et d'être « brimés » par la distribution ; les revendeurs sont mécontents des inexactitudes que contiennent parfois les dépliant. A première vue, donc, des intérêts divergents auraient dû empêcher que les participants fassent entre eux bon ménage. Ce n'est cependant pas l'impression qu'on a pu retirer de débats largement ouverts. M. Georges Chetochine, directeur des études et de la recherche du deuxième cycle à Paris-Dauphine, à qui les organisateurs avaient demandé de tirer une leçon « économique-psychologique », donne son explication de la bonne entente : « Vous êtes des prom-

## Hôtels Le Négresco en col ouvert

« REVOLUTION de palace ? Non. Coup de jeunesse, plutôt », dit Mme Paul Augier, P.D.G. du Négresco, en annonçant la « démocratisation » du vénérable hôtel au dôme rose encastré dans la baie des Anges comme dans les traditions de Nice. Plus de neuf papillon pour les serveurs, mais un cordon à la provençale sous une chemise ouverte. Plus de nappes blanches trop compressées, mais des habits de table de couleur. Le temps n'est pas si loin où les maîtres d'hôtel — urbains mais inflexibles — avaient toujours dans leur poche quelques cravates de secours pour le client qui aurait eu le mauvais goût d'oublier la sienne pour venir dîner. La cuisine, en même temps que le chef, change aussi. Plus de sauces savamment élaborées, mais des plats « légers et spirituels » (?) conçus dans un laboratoire aux couleurs de printemps, bleu ciel et jaune citron. Deux maîtres-mots : non-conformisme et gaieté. Quant aux prix, ils se veulent « raisonnables ». Et pour que nul n'en ignore, ils sont affichés bien en évidence à l'extérieur : un événement.

Ch. C. (Lire la suite page 14.)

## Chaînes Calendrier chargé

La société Sofitel-Borel a du pain sur la planche. Cinq hôtels en Iran, dont un de cinq cents chambres à Téhéran ; sept autres en Egypte, dont un de quatre cent cinquante et un de cinq cents chambres au Caire, et deux « flottants » — bateaux destinés à la croisière sur le Nil ; cinq établissements au Maroc, dont un de trois cents chambres à Marrakech et un de deux cents à Rabat, figurent déjà à son planning de travail. Au chapitre des projets « très avancés », deux hôtels respectivement de deux cent cinquante et cinq cents chambres prévus à Caracas, et six au Mexique, dont un de quatre cent cinquante chambres à Mexico, et un de trois cents chambres près de Cancun, pôle d'une nouvelle « région touristique » sur laquelle les responsables mexicains du tourisme semblent poursuivre leur effort, après avoir déjà convaincu le Club Méditerranée qui y inaugurera officiellement, dans quelques jours, un nouveau village.

Kalahari En Land Rover, à la rencontre de l'univers étrange des Bushmans et de la « jeune Afrique » au delta d'Oxango. Prix 9000 FF + 10 participants - Départ été 1976.

EXPLORATOR 16, place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 283.88.24 Documentation sur demande.

l'air le plus pur, l'eau la plus pure, pour ceux qui aiment la nature et la liberté. Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F 1310. Circuits à partir de F 2020. cet été, en Finlande. Renseignements auprès de votre Agent de Voyages ou à FINNAIR 11 rue Aubert 75009 Paris

MEXIQUE 15 jours 3050F Grèce 15 j. 1485 F Israël 28 j. 1450 F Turquie 8 j. 1095 F Inde-Népal 19 j. 5145 F Australie 27 j. 4950 F Afrique du Sud 22 j. 3750 F Egypte 19 j. 2905 F Kenya 17 j. 3800 F



Hôtel dans le centre du Valais/Suisse  
environ 100 lits et plusieurs grandes  
salles, cherche organisations de  
jeunes ou autres pour éventuelle  
location. (Sans pension).

Ecrire sous chiffre 36-11566  
Publicitas, CH-1851 Sion.

LA MEDITERRANÉE  
LE PORT  
LE VILLAGE  
MAROCAIN  
LA FORÊT DE PINS  
LES SPORTS  
L'ÉVASION  
LA DÉTENTE  
TANGER : 70 KMS  
LE CLUB V.V.T.  
AU MAROC



M'DIQ  
RIF DJEBLA

1 SEMAINE  
PARIS - PARIS  
DEPUIS : 1.300 F

**voyages  
vacances  
tourisme**

5, Bd. de Vaugirard 75015 Paris  
tél. : 538.28.40 -  
11, quai des Célestins 69002 Lyon  
tél. : 37.62.83

Bon pour une brochure gratuite

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

## Tourisme

# DANS LE VAUCLUSE : le retour des dinosaures

LEUR nom de famille vient du grec. De *deinos*, « terrible », et de *saurus*, « lézard ». De « terribles lézards », il est vrai, ces dinosaures apparus sur notre planète au trias, voici quelque cent quatre-vingts millions d'années. Leurs « pré-noms » sont aussi étranges — taenolabis, struthiomimus, pelecocanthus, saurophagus — que leur apparence et leur taille, qui va des quelques dizaines de centimètres de longueur du procompsognathus aux 25 mètres que compte, des naseaux à la queue, le brachiosaure, dont la petite tête balançait au faite d'un cou interminable.

Parce que le public manifeste aujourd'hui un grand intérêt pour les multiples curiosités du

monde de la nature, parce qu'il veut connaître « les faunes et les flores actuelles et fossiles des différentes régions du monde » — comme le souligne M. Philippe Taquet, chargé de recherches au C.N.R.S. et adjoint du professeur Lheman, directeur de l'Institut de paléontologie, qui a accepté d'en « cautionner » la future réalisation, un publiciste parisien, M. Vladimir de Vayssie, a eu l'idée de créer un parc paléontologique et préhistorique à Fontaine-de-Vaucluse (Le Monde du tourisme du 6 mars 1978).

Cette « Vallée des dinosaures », à la fois parc, musée et vivarium, devrait comprendre, si elle voit le jour, deux parties principales. Un parc préhistorique, d'abord, avec la réalisation de plans de fouilles (1) ; la reconstitution de squelettes de dinosaures ; la reconstitution de dinosaures dans leur cadre de vie ; une exposition consacrée à l'histoire de la Terre

et à la géologie. Ensuite, un vivarium groupant des représentants de diverses catégories de reptiles vivants actuellement dans le monde, l'accent étant mis sur leur écologie, leur physiologie, leur anatomie, leurs origines, leur évolution au fil des millénaires, leur danger (ou leur utilité), la mythologie qui s'y rapporte, etc.

### Atout de taille

Selon M. Taquet, « vivarium et parc préhistorique seraient donc complémentaires et traiteraient en un seul lieu de sujets qui sont habituellement dissociés. Cette présentation — qui serait la première du genre en Europe — ferait le lien entre le passé et le présent et permettrait de faire comprendre le monde naturel qui nous entoure aujourd'hui ».

Déjà, une société d'étude a été créée, qui rassemble autour de M. de Vayssie, MM. Jacques Trif-

faut, administrateur, Armand Cayuela, secrétaire général, Philippe Taquet, directeur scientifique de l'opération, J.-A. Donzel, Hubert Nicolas et Bruno Donzel, architectes, et Philippe Thill, sculpteur.

Pourquoi Fontaine-de-Vaucluse ? Parce que le site choisi (le valon de la Fon de l'Oule) est pratiquement identique à ceux où vivaient les grands sauriens, que la fréquentation de la célèbre résurgence — un million de visiteurs par an — est un atout de taille, et, enfin, que la municipalité a réservé au projet un accueil favorable, cette réalisation venant à point nommé compléter un vaste programme d'aménagements touristiques déjà en cours, et portant notamment sur l'installation d'ateliers d'artisanat et d'un musée spéléologique sur l'emplacement des papeteries jadis en activité sur les rives de la Sorgue.

Sa double intégration écologique et architecturale paraissant assurée, si l'on en juge par les recommandations méticuleuses qui figurent au dossier, et le projet (dont le coût a été chiffré à environ 20 millions de francs) semblant admis sans restriction par toutes les instances administratives concernées, rien ne devrait s'opposer à ce qu'il prenne dans un proche avenir son véritable départ.

Reste à savoir si les opposants — habitants de la région, commerçants, défenseurs de la nature — qui ont déjà manifesté leur hostilité à l'éventuelle intrusion des dinosaures de plastique dans leurs vallées, arguant plus du danger que leur fera courir la présence des nombreux visiteurs que de l'existence des installations mêmes, reste à savoir s'ils l'entendront de cette oreille.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## LA VENDÉE : un département-témoin

LES Vendéens apprécient le flot touristique qui, chaque année davantage, s'écoule sur leurs plages. Mais ce flot dont ils bénéficient ne doit pas submerger, dans l'anarchie des profits divers, près de 125 kilomètres de côtes. On reconnaît désormais à celles-ci une sorte de mission sociale. On cherche donc à garder ouvert pour tous les touristes et pour les habitants cet accès à la mer qui est le capital commun du département. D'autre part, la richesse touristique, pour ne pas se dégrader, doit garder sa valeur d'environnement. Donc on veut éviter une sorte de banlieue urbaine continue qui dresserait comme un mur entre la mer et l'intérieur. On préfère une alternance entre les constructions et les espaces vides. En effet, les côtes de la Vendée (l'un des premiers départements pour l'accueil estival) ne sont pas encore « assainies », mais il était temps d'intervenir.

Heureusement l'Etat, qui possède près de 5 000 hectares de forêts plantées de chênes verts et surtout de pins, a réussi, non sans peine et non sans bavure, à bloquer la dilapidation de ce capital. Mais pendant longtemps aucune restriction n'avait concerné les propriétaires particuliers. Les

grands propriétaires, heureusement, n'avaient guère succombé à la spéculation foncière. On ne peut en dire autant des autres, aussi bien sur le continent que dans les deux îles de Noirmoutier et d'Yeu.

### Le « magot »

Devant le danger, des mesures de sauvegarde ont commencé à être prises pour le littoral à partir du 14 décembre 1972. Mais c'est surtout l'arrêté ministériel du 14 octobre 1973, créant des périmètres sensibles, qui a permis l'intervention des pouvoirs publics : la frange côtière contrôlée remonte depuis la mer jusqu'à 20 ou 30 kilomètres à l'intérieur et couvre quatre-vingt-dix communes. Le ministère de l'Agriculture, sensible aux doléances contre l'accaparement des terres, a émis cette intervention par arrêté du 24 mai 1974 aux vingt-deux communes qui, dans l'interland, entourent les lacs artificiels créés pour l'adduction en eau potable à Chantonnay, à Fontenay-le-Comte et à La Roche-sur-Yon. Ainsi, près du tiers de la superficie de la Vendée, soit près de 300 000 hectares, échappe en principe à l'agriculture.

Mais le conseil général, qui a ainsi délimité les zones destinées

au camping, aux lotissements, ainsi que les espaces boisés protégés, manquait de moyens d'exécution. Ce sont les redevances sur les espaces verts (1800 F jusqu'à 2000 m<sup>2</sup>) qui ont permis de financer cette politique. L'argent a commencé à rentrer : près de 3 millions. Après ce « magot » on peut prévoir des acquisitions, soit à l'amiable, soit par expropriation, soit par préemption. Les zones de préemption couvrent près de 7 000 hectares. On ne les a utilisées que

achetées grâce aux redevances sur les espaces verts doivent être conservés dans le même état. Ils resteront ouverts au public.

Cette politique ne se contente pas de geler quelques bois ou quelques prés : elle oriente aussi le développement touristique. Elle le maîtrise le long du littoral et elle le contraint à remonter le long des vallées des fleuves côtiers. C'est l'amorce de l'aménagement en profondeur promis par M. Robert Galley, ministre de l'équipement.

Mais les autres exigences du département ne sont pas sacrifiées au tourisme. Lors de sa session extraordinaire de décembre 1975, le conseil général a voté 7 millions d'emprunt pour pro-

mouvoir le développement économique. Ainsi s'amorce un programme d'action foncière qui sera confié à une société d'économie mixte. Cela permettra de geler des terrains dont on déterminera plus tard l'avenir. M. Prot, préfet de la Vendée, s'est particulièrement attaché à l'étude de ce programme, qui fera l'objet d'un contrat entre le département et l'Etat.

Telles sont les réalisations et les expériences qui, ont valu à la Vendée d'être choisie comme département-témoin. C'est avec intérêt et même avec une certaine passion qu'après le choix du conseil des ministres les Vendéens vont en suivre l'évolution.

VALENTIN ROUSSEAU.

### LES PARCS NATIONAUX EN FRANCE

VAUGRISSE : l'acacière de nos parcs, crée sur 35 000 hectares de massifs savoyards. Le paradis des chamois.

PYRENNÉES : 47 700 hectares le long de la frontière espagnole dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées.

PORT-CROIX : mini-parc à la fois terrestre et marin : 694 hectares dans une île du Var.

ECRINS : le dernier-né et le plus vaste : 91 800 hectares dans l'Isère et les Hautes-Alpes. La haute montagne.

CEVENNES : sur 84 299 hectares dans le Gard, l'Ardèche et la Lozère. Le seul parc encore habité.

### A livres ouverts

« Les Parcs nationaux », par R. Bachevalier (1976), 205 pages, 32 F. Pour mieux comprendre nos musées de la nature.

« Trois cent soixante-trois parcs nationaux et réserves d'Europe », par Philippe Dupont, Payard (1976), 240 pages, 59 F. Le guide de ceux qui veulent tout savoir sur les « grands jardins » de l'Europe.

fort peu jusqu'ici puisqu'on n'y a prélevé que près d'un hectare et demi. Toutefois, plusieurs dizaines d'hectares seront probablement en vente d'ici à la fin de l'année.

Ces résultats, si timides qu'ils soient, amorcent une politique de protection. En effet, les terrains

## LES VOYAGES IGNORENT LA CRISE

(Suite de la page 13.)

Autant de preuves que les limites du territoire de chacun sont encore mal tracées et que la profession, florissante, fait aujourd'hui l'objet de nombreuses convoitises.

Les agents de voyages sont, en effet, parmi les rares chefs d'entreprise à ne pas avoir à se plaindre de la conjoncture : l'industrie touristique a atteint cette année un taux d'expansion de plus de 6 %. Ils ne semblent pas se soucier outre mesure de l'avenir. Ce sont encore, pour la plupart, des « artisans », et si on compare les entreprises à celles des pays voisins — l'Allemagne, par exemple, — on ne peut qu'être étonné de constater à quel point le marché des voyages est, en France, « dispersé ». « Cela est bon pour entretenir un certain dynamisme et un certain esprit d'invention », disent les plus confiants. « Si nous ne procédions

pas à des concentrations nécessaires contrôlées par la profession, nous serons de toute manière absorbés », répliquent ceux qu'une certaine passivité de l'assistance n'a pas laissé d'inquiéter.

N'a vraie profession, certes, mais trop neuve encore pour qu'elle ne soit appelée à de profondes modifications. La résolution finale, dans laquelle les participants souhaitent mieux se faire connaître de la clientèle, où ils appellent le dialogue avec leurs prestataires, où ils mettent en garde les pouvoirs publics contre l'aide aux associations et leur concurrence déloyale, pour autant qu'elle soit pavée de bonnes intentions, est-elle la marque d'une profession consciente d'elle-même au point de se donner les armes efficaces contre les « attaques du dehors » ? Chacun s'accorde à le reconnaître pourtant : ses attaques ne manquent pas de se produire un jour.

Ch. C.

## A proximité de TOULON, deux exemples intéressants d'habitat sauvegardant l'environnement

Communiqué de Georges Bartoli Conseil

Bénéficiant d'un climat particulièrement agréable, la région toulonnaise offre encore des possibilités immobilières intéressantes pour ceux qui veulent y vivre, y passer des vacances ou y investir. Certains promoteurs particuliers, fanatiques de l'environnement, ont su remarquablement concilier les impératifs de l'habitat moderne avec la protection des sites.

A vos pieds, la rade de Toulon imaginez une pinède de 41 ha accolée à l'océan de collines. Pour compléter le tableau, au premier plan, la rade de Toulon développe l'entrelacs de ses presqu'îles et de ses caps cernés de bleu. Voici le décor planté. Une profusion de bleu — la mer, le ciel — et de vert — les pins, les oliviers, les cantanaires —. Ça et là, cachées dans la verdure, quelques villas. De plain-pied ou agrémentées d'un étage, dans le style du pays bien sûr, elles n'occupent, lorsque le lotissement sera terminé, que 16 des 41 ha de la pinède.

**La Majourane**  
Villas avec jardin 1 000 m<sup>2</sup> garage et cellier à partir de 485 000 F.  
Renseignements sur place (au 100 m<sup>2</sup>)  
Chambre de Commerce, Toulon  
Tél. (05-94) 96.517

de la Majourane. Chaque villa a son terrain — 1 000 m<sup>2</sup> ou plus —, chacune a sa personnalité et son orientation propre. Quant au reste de la pinède, il conserve son aspect naturel, à peine altéré par les belles avenues qui le sillonnent.

Mais, écoutez plutôt le promoteur. C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : « J'ai le culte, le respect des arbres. Aussi, tout a-t-il été fait pour les épargner malgré les nécessités du chantier. On a ébranché dans certains cas, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incliné à sacrifier. Dans les jardins, on a débroussaillé à la main pour ne rien bousculer. Ainsi, chacun, chez nous à la Majourane, aura trois avantages : une vue imprenable sur la rade de Toulon, des arbres à profusion et des finitions méticuleuses, vous pouvez m'en croire, j'y ai veillé personnellement ».

Il reste encore un choix complet de villas provençales, bien construites, très personnelles. Mais la visite du village-témoin vous en dira plus.

Le charme du petit port de Saint-Mandrier  
Vous préférez un appartement ?

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

**la Pinède  
Saint-Georges**  
Appartements vendus clé en main. Possibilité de location.  
Renseignements sur place (7 jours sur 7)  
Saint-Mandrier (05-94) 94.37.05

Le port de plaisance est là, sous vos fenêtres. La vie joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme dans votre parc. Vous avez votre terrain, une vue imprenable, la tranquillité, en un mot tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la pinède Saint-Georges est très avancée et l'appartement-témoin attend les visites. Pourquoi ?

Pour recevoir pas la votre ? Pour recevoir notre documentation gratuite, envoyez ce bon à SOGERIM à SOGERIM 47 avenue hoche - 75008 Paris LM 1 - tél. : 924 45.63

nom : \_\_\_\_\_ adresse : \_\_\_\_\_

**le tourisme français :**

# JUILLET-AOÛT

**encore quelques places sur certains circuits en autocar**

Pour vos vacances, des circuits en autocar dans toute l'Europe, tout frais compris au départ de Paris. Il est encore temps de vous inscrire pour certains voyages. Un exemple de nos prix : Lacs italiens, Venise - 7 jours 1 440 F.

• Suisse,	• Les bords du Rhin : 3 jours
Lacs italiens, Venise : 10 jours	• Autriche : 12 jours
• Paysages d'Italie : 14 jours	• Paysages d'Espagne : 14 jours
• Grand tour d'Italie : 18 jours	• Angleterre - Ecosse : 14 jours
• Dauphiné Savoie : 10 jours	• Paris-Moscou : 26 jours
• Nice : 7 jours	

Envoi gratuit de la brochure. Renseignements et réservations :

**le tourisme français**

96 rue de la Victoire 75429 Paris - tél. 285 38-38  
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris • 122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen  
Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, BRUXELLES.

مسكن في الريف

صكذ من الوجل

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

DES LOISIRS

SANS LA BLESSER

LE MERCANTOUR : dix-sept ans d'attente

Le conseil des ministres du mercredi 12 mai a décidé d'entamer la procédure officielle tendant à créer un parc national dans le massif du Mercantour (Alpes-Maritimes).

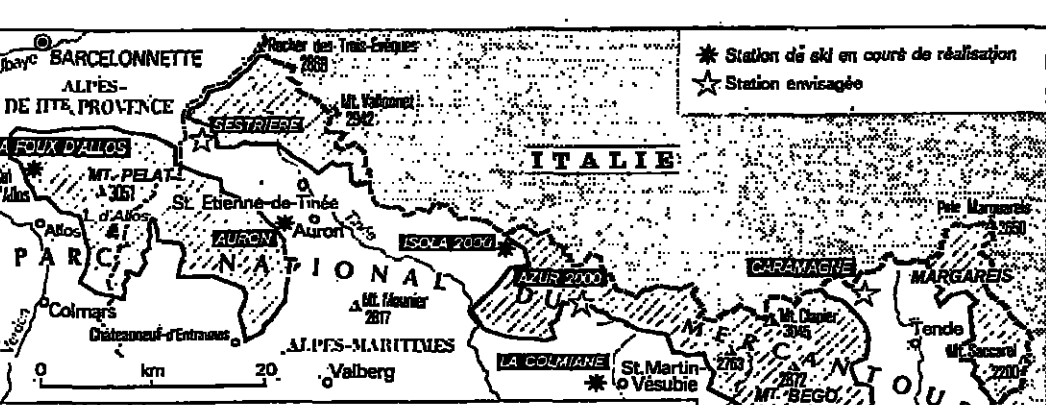
Il est une région de France qui méritait d'être érigée en parc national, c'est bien le massif du Mercantour. Sur 100 kilomètres, le long de la frontière italienne, la nature et les hommes ont comme à plaisir accumulé d'incalculables trésors.

Le massif du Mercantour, dit-il, est une région de France qui méritait d'être érigée en parc national, c'est bien le massif du Mercantour. Sur 100 kilomètres, le long de la frontière italienne, la nature et les hommes ont comme à plaisir accumulé d'incalculables trésors.

Le massif du Mercantour, dit-il, est une région de France qui méritait d'être érigée en parc national, c'est bien le massif du Mercantour. Sur 100 kilomètres, le long de la frontière italienne, la nature et les hommes ont comme à plaisir accumulé d'incalculables trésors.

Le massif du Mercantour, dit-il, est une région de France qui méritait d'être érigée en parc national, c'est bien le massif du Mercantour. Sur 100 kilomètres, le long de la frontière italienne, la nature et les hommes ont comme à plaisir accumulé d'incalculables trésors.

Tourisme



Le parc verra officiellement le jour par la grâce d'un décret en Conseil d'Etat, probablement en juillet 1977.

Le projet de loi tendant à créer le parc national du Mercantour a été adopté par le Conseil d'Etat.

Le projet de loi tendant à créer le parc national du Mercantour a été adopté par le Conseil d'Etat.

Le projet de loi tendant à créer le parc national du Mercantour a été adopté par le Conseil d'Etat.

LA MÉDITERRANÉE  
LE PORT  
LE VILLAGE  
MAROCAIN  
LA FORÊT DE PINS  
LES SPORTS  
L'ÉVASION  
LA DÉTENTE  
LE PARADIS  
DES ENFANTS  
TANGER : 70 KMS  
LE CLUB V.V.T.  
AU MAROC



M'DIQ  
RIF DJEBLA  
1 SEMAINE  
PARIS - PARIS  
DEPUIS : 1.300 F

voyages  
vacances  
tourisme  
5, Bd. de Valenciennes 75015 Paris  
Tél. : 538.28.40  
11, quai des Célestins 69002 Lyon  
Tél. : 37.82.83

Ne partez pas sans PENTAX KX (obj. 1:8)  
Emportez-le tout de suite...  
payez après!

un séjour  
culturel  
en Belgique

écouter le carillon de Malines  
escorter en procession  
le Saint Sang à travers Bruges

VACANCES EN  
ROUMANIE  
POUR CHANGER DE DÉCOR

ROUMANIE  
Tourisme  
Cures de Gérontologie  
du Professeur A. ASLAN









## Vacances ou affaires... CE LABEL EST LA GARANTIE D'UN MEILLEUR VOYAGE



Pourquoi? Parce que c'est le label d'une Agence de Voyages agréée par l'Etat.

C'est la garantie des meilleures qualités professionnelles et des "couvertures" bancaires qui vous mettent à l'abri d'une mauvaise surprise.

Une telle Agence vous donnera les conseils techniques les plus compétents (conditions sanitaires, change, ressources touristiques, etc.), vous fera gagner du temps (plus de queues à faire aux guichets pour vos réservations ou vos billets), vous fera faire des économies (en vous proposant des formules de voyages moins onéreuses, que vous ne connaissez pas). Et elle vous offrira d'autres services encore!

Avant de choisir, avant de partir, consultez votre agent de voyages agréé.

## TASIS Programs

ANNÉE SCOLAIRE

**The American School**  
in Switzerland

Niveaux scolaires américains: 7-12. Mide internat et externat pour garçons et filles. Niveaux d'enseignement élevés. Peu d'élèves par classes. Voyages d'études. Ski, sports, activités diverses.

COURS D'ÉTÉ

**Le Château des Enfants**

Vacances éducatives pour enfants de toutes nationalités. Sports, jeux, expression dramatique, art et travaux manuels, excursions et camping. Leçons de français ou d'anglais. Encadrement sérieux. Pour enfants de 6 à 12 ans.

**The International Section**

Section spécialisée du programme secondaire de TASIS. Programme d'études américain, pour étudiants ne parlant pas l'anglais couramment. Etude intensive de l'anglais. Sports, conférences, concerts, voyages.

TASIS ENGLISH LANGUAGE PROGRAM

Cours intensif d'anglais pour étudiants de langue étrangère. Niveaux: élémentaire, intermédiaire et supérieur. Sports, théâtre, art et excursions. Age de 12 à 18 ans.

Entrée: Admissions Office, TASIS, CH-6826 Montagnola-Lugano, tél. (091) 54 64 71



## Pour vos vacances en CORSE interrogez d'abord les Hôtels TRANSAT

Du 1<sup>er</sup> mai au 3 octobre,  
les Hôtels Transat sont  
à votre disposition:

**2 HOTELS**

**La Marana:**

2 étoiles, 7 km au sud de BASTIA

**San bastiano:**

3 étoiles, 27 km au nord d'AJACCIO, dans le golfe de SAGONE

Hôtels au milieu d'un vaste parc fleuri, plages de sable fin, installations sportives, tennis, voliers, ski nautique, volley-ball, jeux nautiques.

Toutes les chambres avec sanitaire complet privé, et un accueil et une table confortable spécialement étudiés cette année pour la satisfaction des gourmets, des gourmands et des sportifs. Petit déjeuner américain, déjeuner-buffet, dîner en pension complète. Bar, boutique, soirée animée avec orchestre.

### Forfait par mer

avec les Carénies avec ou sans transport de voiture automobile solution avantageuse grâce aux nouveaux tarifs de la continuité territoriale

### Forfait par air

au départ des principales villes de France.

hors saison tarifs "passage" **NOUVEAU**

Pour ceux qui se promènent en Corse, possibilité de s'arrêter dans l'un des deux hôtels: ils peuvent trouver chambres et petits déjeuners.

N'oubliez pas que c'est au printemps que la Corse est resplendissante.

en Mai et à partir du 15 Sept.,  
forfait promotionnel: **905 F**

— 3 jours à l'Hôtel MARANA — 3 jours à l'Hôtel SAN BASTIANO.  
Prix: Pension complète 905 F par personne en chambre double.  
Comprendant traversée maritime, et transport aller-retour de la voiture

Interrogez votre agence de voyages  
si vous voulez en savoir davantage,  
recevoir de la documentation, écrivez-nous ou télégez-nous:

HOTELS TRANSAT,  
Compagnie Générale de Tourisme et d'Hôtellerie Tour Winterthur  
92085 PARIS LA DÉFENSE cedex 18  
Téléphone: (1) 778.74.05 Téléc: GEMAR 630 367

\* Nous avons défini le profit de notre clientèle.  
Nos hôtels sont organisés pour être "nostalgiques" pour ceux qui veulent rester jeunes, et qui, bien que sportifs, pratiquent des sports de plein air, savent leur confort et la bonne table.

## Tourisme

# PLAGES DE GUERRE AU DÉTOUR DE LA NORMANDIE

« **D**ANS la nuit du 5 au 6 juin, j'ai été réveillé par les bombardements: on y voyait comme en plein jour; c'était un véritable feu d'artifice qui illuminait la plage. En ouvrant mes rideaux, le matin, j'ai vu assommer un Anglais. Dans les jours qui suivirent, les camions passèrent si nombreux devant chez moi que les rosters que j'avais plantés ont crevé, couverts de poussière. »

Tout le monde n'a pas gardé un souvenir aussi précis du 6 juin 1944. Et chaque week-end amène, entre l'Orne et la Vire, son contingent de familles anglaises, américaines ou allemandes venues se souvenir et apprendre le passé à leurs enfants.

Il est vrai que l'histoire serait facile à oublier et à contester si toutes les batailles avaient laissé autant de cicatrices. La côte normande reste jalonnée de ces taupinières de béton que sont les blockhaus, et ses plages, mises bout à bout, racontent l'extraordinaire histoire de l'opération Overlord.

« Les sanglots longs des violons de l'automne... » : les résistants

français qui, au travers des brouillages de leur radio, entendent ce court morceau choisi de Verlainne savaient que l'heure du débarquement était proche. Le 4 juin, les bateaux de la flotte alliée avaient quitté l'Angleterre, mais les chefs d'état-major les avaient rappelés au milieu de la nuit. Tandis que les Français attendaient la suite du poème: « Blessent mon cœur d'une langue monotone... », c'est pour aujourd'hui, la gigantesque opération préparée par les alliés pour percer le mur de l'Atlantique et faire débarquer en vingt-quatre heures deux cent mille hommes et vingt mille véhicules manquait d'être ajournée pour cause de tempête.

Omaha, Utah, pour les Américains, Gold, Juno, Sward, pour les Anglais: les alliés s'étaient partagés la côte. Chaque coin de ces plages a son histoire, mais il reste aujourd'hui du débarquement des lieux où l'on se souvient mieux qu'ailleurs: le port d'Arromanches, la pointe du Hoc, le cimetière de Saint-Laurent.

Les Allemands avaient mis un

soin tout particulier à défendre les ports de France. Or, débarquer des hommes n'est pas tout: un homme sans munitions sans véhicule, n'est pas un soldat. L'idée du port artificiel d'Arromanches (alias « opération Mulberry ») avait germé dans le cerveau d'un Anglais, J. Hughes Hallett; puis, qu'il était possible de construire des maisons préfabriquées. Il devait être possible de construire un port en pièces détachées.

### « Mission accomplie... »

Les maquettes exposées au musée d'Arromanches, dont les bords vitrés permettent de voir les vestiges de l'ouvrage, et les commentaires d'un guide qui doit être un frère jumeau du major Thompson permettent de comprendre aisément la construction et le fonctionnement du port.

Tout d'abord la « flotte des sacrifices ». Des bateaux choisis parmi les plus vieux de l'effectif et qui devaient traverser la Manche pour se faire couler au large d'Arromanches afin de faire office de brise-lames. Puis les « caissons », étrange armada faite de quadrilatères de béton creux de 1500 à 2000 tonnes remorqués pour être coulés eux aussi.

A l'abri de cette double protection, solidement plantées sur leurs ancres, étaient installées des plates-formes permettant aux bateaux de décharger le matériel. Une difficulté majeure: la marée. Une solution simple: suivre son rythme. Pour épouser la respiration de la mer, le port tout entier flottait: les jetées, les plates-formes, montaient et descendaient de 10 mètres deux fois par jour le long des piliers d'acier ancrés au fond de l'eau.

Condamnés à disparaître dans l'année qui suivit le débarque-

ment, les caissons ne sombrèrent pas pour autant, et ils sont toujours là, pointillés de béton rongé par les marées.

Plus loin, c'est la pointe du Hoc: une canine de calcaire plantée dans le rivage et point d'appui stratégique sur quoi les Allemands avaient installé une formidable artillerie. Pour vaincre cet à-pic de 30 mètres, trois compagnies de Rangers furent spécialement entraînées à l'île de Wight. Malgré leurs échelles de cordes, leurs grappins et l'échelle empruntée pour la circonstance aux pompiers de Londres, grimpant sous le feu des Allemands, les hommes dérapèrent sur les ébouillies, glissèrent sur le terrain friable. A 13 heures, ils débouchèrent enfin sur un sommet grêlé de trous de bombes. Le lieutenant-colonel Rudder envoya d'abord un message au commandement: « Pointe du Hoc. Stop. Mission accomplie... » Puis il compta ses hommes: 75 % d'entre eux manquaient à l'appel. Planté dans l'herbe ébouriffée par le vent, un panneau indiquait aujourd'hui qu'« ici, des combattants demeurent. La bataille, dans son chaos, les a unis pour l'éternité ».

Entre le port d'Arromanches et la pointe du Hoc, 70 hectares d'étierne: le cimetière de Saint-Laurent, territoire à moitié en consoledé par la France à son allié d'outre-Atlantique, pour qu'il puisse y coucher ses morts. Motté de marbre blanc, dix mille fois répété sur la trame drue du gazon, les croix sont devenues l'uniforme de la mort.

Le paysage d'Omaha ressemble à son cimetière: le ciel uni qui dévore l'espace, la mer qui a amené les soldats sur sa plage, aujourd'hui déserte, où ils sont venus mourir.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## Place nette à la Concorde (suite)

« **P**LACE nette à la Concorde... » Peut-on seulement se permettre de « restaurer » la plus belle place du monde, attaquée par la pollution? Ne faut-il pas aussi « balayer » sur son pourtour les parkings installés depuis quelques années et qui en défigurent l'harmonie? (Le Monde du 8 mai).

Après notre article, des élus du Conseil de Paris — dont le président — affirment que ces parcs de stationnement doivent disparaître.

M. Bernard Lafay (Paris-Mairie), président du Conseil de Paris, le dit tout net: « La restauration prévue de la place de la Concorde permet d'espérer que ce site, historique et esthétique, prestigieux, retrouvera le plus rapidement possible, comme nous le souhaitons, tout son caractère. Il est bien évident que dans cette perspective il faut, envisager la suppression du stationnement en surface, le parking souterrain existant permettant de faire face aux besoins des usagers. Ainsi, la place de la Concorde retrouvera la plus belle place de Paris. »

M. Jacques Dominati (Paris-Avenir) écrit pour sa part: « La suppression des parcs de stationnement devrait entraîner, enfin, la Ville à définir une véritable politique pour les piétons, pour la promenade. La place de la Concorde, avec les Tuileries, constitue un ensemble unique au monde. Il est regrettable que des parcs de stationnement la défigurent, alors que l'on a commencé à prendre des mesures pour la sauvegarde de la pollution, provoquée notamment par les gaz d'échappement des automobiles. »

M. Michel Pernigot (P.C.) soutient à ce point de vue: « Il est de fait que la place de la Concorde est en danger et mérite des égards dus à la fois à son emplacement et à son architecture. S'agissant d'un monument d'intérêt national et international, les élus communistes considèrent que sa sauvegarde et urgente restauration devrait être à la charge quasi totale de l'Etat. Débarassée des voitures en stationnement qui l'enlaidissent, elle redevenirait un lieu privilégié pour la promenade, et pourrait

être ainsi le point de départ d'un immense axe piétonnier allant jusqu'au Marais en passant par les Tuileries, le Louvre, le Châtelet et l'Hôtel de Ville. »

Enfin, M. Louis Moulinet (P.S.) pense que, « malgré les déclarations sur la qualité de la ville, les sites sauvegardés, les parcs de stationnement de la place de la Concorde sont une démonstration de la priorité donnée à la voiture individuelle dans Paris ». et, pour conclure, il souligne: « Ces parcs, véritables verrues, doivent disparaître. »



## Animaux

# LA FONDATION DE BRIGITTE

UNE bataille chaque année. Telle est la stratégie que s'est fixée Brigitte Bardot en créant la fondation qui porte son nom. Pour 1976, c'est sur les bébés-phoques qu'elle a décidé de lancer l'offensive. Une offensive de charme, bien sûr.

« J'espère rencontrer cette année M. Pierre Trudeau, le premier ministre canadien, et obtenir de lui la fin du massacre des phoques. »

Bronzée, en pantalon de jean, un verre de champagne à la main, Brigitte dresse ses plans de campagne avec le calme et la détermination d'un général en chef. Du haut de son dixième étage elle domine le moultonnement vert du bois de Boulogne. Une chienne setter qui vient d'avoir huit petits se faufile dans la pièce. Dans une cage, des serins bavardent.

Ma fondation, explique Brigitte, sera officiellement lancée le mois prochain. C'est une association conforme à la loi de 1901. Elle sera internationale, mais je ne veux pas que la place d'aucune association déjà existante. Son premier objectif pour cette année est d'obtenir la cessation du mas-

sacre des bébés-phoques. Ensuite je m'attaquerai à d'autres abus... »

Brigitte Bardot, on vous a vue autrefois avec des tableaux de fourrure. Allez-vous militer à présent pour que les animaux à fourrure soient protégés?

« C'est vrai, j'ai porté des fourrures autrefois, mais maintenant c'est fini. Je ne veux même plus de fourrures d'animaux d'élevage, car leur mise à mort est souvent cruelle. »

Et le grand massacre des renards?

« Je suis contre, bien sûr. J'appuie entièrement l'action des Amis des renards et autres amis (ARAP). Le détournement est affreux: des pratiques de genre m'empêchent de dormir. Certains jours, j'entends d'ici les coups de feu du tir aux pigeons. Ce sont les pigeons de Paris qui sont tués: c'est horrible. »

Et la chasse en général?

« A la rigueur, je comprends le chasseur qui part seul avec son chien. Mais fait horreur des massacres avec rabatteurs, tireurs de tous côtés, « tableaux » de chasse, etc. Je pense notamment aux chasses du président de la République. Nous n'avons plus besoin de gibier pour nous nourrir. Je crois que les Français feraient mieux de manger moins... et de marcher plus. Pour ma part, je suis presque végétarienne. »

Et la vivisection? Tenez, je vais vous montrer quelques photos.

« Ah! non, surtout pas: vous me rendriez malade. Le chat qu'on place au milieu d'une piscine, les produits de beauté qu'on essaye sur les animaux... Tout cela est affreux. Dans ce domaine aussi, je me battrais. De

même que je me suis battue contre les zoos: les parcs de semi-liberté sont préférables, mais les animaux n'y vivent pas dans des conditions naturelles. »

Je crois savoir que vous allez vous attaquer également au problème de l'abandon des animaux avant les vacances?

« Oui, et je souhaite que les abandons soient punis très sévèrement. Ma fondation va créer près de Paris un refuge qui, pour une somme modique, accueillera les animaux dont les maîtres partent en vacances. »

Ne va-t-on pas vous accuser de faire passer les animaux avant les hommes?

« On passe facilement de la cruauté envers les bêtes à la cruauté envers les hommes. La guerre est née de la chasse: le sang appelle le sang. Il faut prendre le mal à sa racine. Tous les jours profondément respectés les animaux, qui pour moi n'ont jamais été des objets. Ce que je veux surtout être, c'est un calvaire qui entraînera un quel mouvement d'opinion publique, car sans l'opinion publique je ne peux rien. »

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BARLOY.

\* Fondation Brigitte Bardot, B.P. 50, 92216 Saint-Cloud Cedex. (Collection: 100 F.)

\* ARAP, 50, rue Molitor, 75016 Paris.

## PLUS JAMAIS MALADE EN AUTO

maux de tête, vertiges, nausées, vomissements définitivement supprimés avec NEUTRAL AUTO. Minuscule, se lève sur le tableau de bord et annule les effets de l'électricité statique. Finis les voyages-croisés qui gâchent le plaisir de tout le monde... NEUTRAL AUTO est inusable et garanti à vie. Effet immédiat: bébé, enfants, adultes, animaux. Satisfait ou remboursé. DOCUMENTATION GRATUITE: Neutral Auto M.T. - Ets. PROCAL, B.P. 608 R.P., 38014 GRENOBLE CEDEX.

BON pour doc. gratuite « Neutral Auto » à PROCAL, M. P. 608 R.P., 38014 GRENOBLE CEDEX.

NOM (Mlle) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse compl. : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_

## amérique

à partir de

new-york 1.150 F

mexico 1.950 F

rio 2.580 F

montréal 1.350 F

lima 2.850 F

informations sur tous les vols à prix réduits

GROUPES INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS

MAISON DES U.S.A.

163, avenue du Maine, 75014 Paris - 539-37-36



découvrez le

**PÉROU**

d'hier et d'aujourd'hui

LIMA, HUANCAYO, AYACUCHO, CUSCO, MACHU-PICU, PUNO, AREQUIPA.

3 semaines: 5 530 F

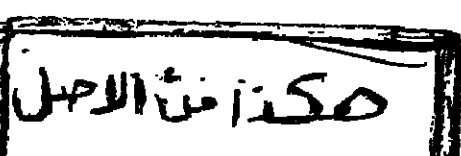
LOISIRS ET VACANCES DE LA JEUNESSE

4 et 6 rue de Châteaufort-London, 75010 PARIS. Tél.: 383-22-50.

Association agréée par le Comité National Général au Tourisme sous le numéro 09.017.

A découper et à retourner à L.F.J., Association Française de Jeunes, 10 rue de la République, 75001 Paris.

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Je désire recevoir la brochure L.F.J. d'information réservée aux adhérents L.F.J.







# Plaisirs de la table

## SOUS LA « PATTE » DU GÉNIE

Pour être franc, je n'ai pas bien compris la motivation (comme on dit aujourd'hui) de Mme Fanny Deschamps, son Croque-en-bouche. Si je ne m'abuse, elle est de la famille des Chapel, aubergistes du père en fils, à Monnay dans l'Ain. Mais, pour mieux parler d'Alain, la vedette « maison », était-il besoin de faire intervenir le maître et le curé, les amis de la bande à Bo-cuse, les canards plus ou moins cholis et des propos qui n'ont rien à voir avec le sujet ?

D'autant que l'auteur, pour aimer les bûches qui croustillent, ne semble pas très versée en matière gourmande. Elle croit que son Alain a trois coqs au Kléber (qui n'en a jamais proposé qu'un seul à ses dîners), que Yvel était un cuisinier, que la crème mûsse n'est pas bonne et que monies farces et langoustes à la nage sont des plats de sa province ! Cela dit, puisque son livre est une occasion de parler de ce cher Alain Chapel, remercions-la. C'est un très grand cuisinier, le plus modeste de tous qui plus est. Et écrivait cela j'espère ne pas le vexer, malgré que Fanny Deschamps assure qu'un cuisinier est « une masse de chair émotive embourbée dans une peau d'orgueil extraordinairement délicate ».

Au fil des pages, pourtant, quelques notations savoureuses. Un vieux familier de la maison (croquant), plus encore que les trentenaires, la bonne franquette de l'auberge telle qu'elle était lorsque Utrillo la peignit, déclare :

« Les cuisiniers sont devenus trop riches de porcelaine et d'argenterie. Les plongeurs cassent, les clients fauchent, mais il en revient du neuf plus beau. Il y a des jours où, à moi, le toit, c'est masqué ! » Et à moi donc !

Et ceci encore : « La cuisine du terroir se perd parce que les bonnes femmes se font rares. C'était de l'amour à l'état concret. Et depuis que toutes les femmes apprennent à bien faire l'amour, je n'en connais plus que quelques-unes capables de faire aussi des gâteaux d'amour devant un fourneau ! » Parmi celles-ci, la bonne Léa (de Voûté, à Lyon). D'elle, Fanny Deschamps rappelle que Léa mijote toujours son fameux et fastueux gratin de macaroni pour Gaby, son compagnon, mort depuis longtemps. Et les clients s'en régalaient, c'est qu'elle le préparait toujours pour le disparu.

Mais, revenons à Alain Chapel. A-t-il vraiment dit à un de ses jeunes commis : « Il n'y a pas de grande cuisine, il y a des cuisiniers les grands cuisiniers » ? Et assuré que le juré du concours du Meilleur Ouvrier de France doit se fier à ses copies de plats difficiles par des chefs à l'ambition dévoyée ?

Je le pense. Sa cuisine pléide pour la vieille maison de la Mère Charles est devenue une luxueuse étape sur la route des vacances gourmandes. Alain Chapel est-il le maître-cuisinier des très grands ? Peut-être, car ce modeste ne sait pas parler de lui, ne fait pas parler de lui. Il

se contente d'être là. D'envoyer, avec le champagne apéritif, une petite friture d'amuse-gueule. De réchauffer le plus éblouissant des gâteaux de fous blonds (le plus riche aussi et cela le différencie d'un gâteau de femme femme bressane). De s'immerger à retrouver avec son père chaud d'anguilles la tradition du Moyen Âge (à ce propos, apprenons à Mme Deschamps que le Taillevent ne pouvait lever sa toque devant le roi... pour la bonne

raison qu'à cette époque la toque n'existait pas et que les cuisiniers portaient des bonnets !). J'ai souvent d'une salade de homard glorieuse que j'aurais donnée en échange des oreilles de veau farcies qui témoignent de ce que le plus rustique des mets peut devenir sous la « patte » du génie de la très grande cuisine, un moment de grande cuisine.

Dans le patio sur lequel régnent les prémisses de l'été, j'ai vu défilé les merveilleux d'un palais de Dame Tartine après la poulette de Bresse en vessie. Et avant les cafés. Des cafés que chacun a pu choisir selon sa provenance préférée. D'autres révaient peut-être d'une stèle dans l'une des douces chambres entièrement rénovées de la maison. Je me sentais léger, chaque fois, quelque répit. C'est cela la vraie cuisine. Et, dans l'encolure, le souriant visage un peu poupin d'Alain Chapel ne reflétait ni inquiétude ni certitude. Seulement une infinie gentillesse, une modestie souriante, sincère, tentée de malice.

C'est nous avons là, six portes de Lyon, au sein de la Bresse, à l'enseigne rustique d'une « bonne mère », un très grand de la cuisine. Je n'étais point qu'il vaille le détour : je dis qu'il faut faire, spécialement, le voyage de Monnay pour lui.

### BONNE « BOUFFE »

Bien évidemment, ce n'est pas de la « grande », ni de la « nouvelle » cuisine ! Mais comme les restaurants à petits prix sont rares, et généralement gâtés, au possible, je voudrais vous recommander La Bouffe. C'est au 32 de la rue de Vauvilliers dans le septième arrondissement (tél. : 261-43-22), fermé samedi et dimanche, une toute petite maison mais coquette et simple. Salade de maïs (5,90), potesaux vinaigrette (4,90), haricots de la Bretagne (5,90), pavé de bœuf sauté au beurre (16,90), escalope à la sauce (pauvre), avec crème fraîche à l'ail, 14,90, brochette tartare (15,90), jambon à l'italienne (15,90), 15,90, cugnet, petit (15,90), des entrées entre 4,50 et 5,50. L'accueil de Diane. C'est, le soir, une bonne adresse, du quartier, prix entre deux sexes, les prix (bonnités mais élevés), des grandes maisons et ceux, indécemment, des « mangeoires ».

L. E.

### CLIN D'ŒIL

## CONTREPOIDS

QUAND on est fabricant de fole gras et de confitures, et qu'on a bon appétit, vouloir perdre du poids paraît une gageure. M. Gilbert Soubiran avait cependant essayé les régimes de famine, les « coupe-faim », les « accélérateurs de combustion », les « brûleurs de calories », sans obtenir de résultats satisfaisants. La bascule de sa salle de bains, gémissant sous la masse de ses 130 kilos, n'indiquait que des allègements infimes.

Il décida donc de maigrir seul, étudia les préceptes des écoles diététiques française et américaine, et parvint à la conclusion lumineuse qu'il fallait manger moins et surtout manger mieux. Devenu son propre cobaye, il put un beau matin convoquer son tailleur pour lui faire constater qu'ayant fondus de 35 kilos, il comptait ainsi faire des économies de tissu !

D'un naturel triste, et souhaitant venir en aide à tous ceux qui supportent mal d'être comparés à des pachydermes, il mit au point la méthode Soubiran, qui fait confiance à l'ordinateur pour confectionner des menus frugaux et contrôler le poids de la gourmandise.

« Ma méthode, dit l'ancien gros », est naturelle, sans caractère thérapeutique et ne s'adresse qu'aux gens bien portants dont la surcharge graisseuse est uniquement provoquée par une alimentation excessive et mal conçue. Des menus élaborés par un spécialiste de la nutrition sont composés par la machine électronique en fonction d'une foule de renseignements précis et de confidences intimes fournies par les candidats à l'amalgamation. Seul l'ordinateur peut en effet intégrer une telle quantité de données, allant jusqu'aux goûts alimentaires des clients.

Au nombre des quarante-trois questions posées figurent, outre celles portant sur les mensurations, l'hérédité, le mode de vie, les habitudes alimentaires, d'autres plus indicatives du genre : « Votre prise de poids est-elle consécutive à des chagrins ou des soucis ? » et « comment sont réparties vos masses graisseuses ? ». La fiche du candidat — qui doit indiquer aussi combien de kilos il entend perdre — est confiée à l'ordinateur, qui propose aussitôt un programme de menus pour quatre semaines, adapté à son cas. En plus de ce planning, le client reçoit une feuille de « dépassements » sur laquelle il devra loyalement noter les « entrées », et des feuilles de « self-control » à retourner à la fin des deuxième et quatrième semaines. Ce qui permet à l'ordinateur de réajuster le programme d'amalgamation en fonction des besoins.

Tout au long de la cure, celui qui s'y soumet se voit adresser notes personnelles, encouragements et avertissements — à la veille des week-ends notamment, — car l'assistance psychologique joue un rôle important.

« Si vous cédez à la gourmandise, dit M. Soubiran, souvenez-vous que pour un plaisir fugitif vous risquez de gâcher plusieurs années de votre existence, car la graisse s'accumule insidieusement, gramme par gramme. »

Pour encourager les clients, l'ordinateur leur fait parfois un petit plaisir, autorisant ici un morceau de fromage, là une tranche de saucisson, mais il ne fournit jamais de menus excédant 1 400 calories par jour. Il ne permet aussi qu'une pesée par semaine (le lundi), car les psychologues ont démontré que le jour où la bascule indique une petite diminution de poids l'appétit augmente.

Quand on sait que 1 kilo de graisse humaine « coûte » environ 9 000 calories, qu'une assiette de choucroute garnie en contient (oh ! horreur !) 1 200, et cela sans compter les fatals unités d'hydrate de carbone, et que le travailleur intellectuel assis ne « brûle » guère que 150 calories à l'heure, on conçoit mieux que l'équilibre énergétique de l'homme ait besoin d'être surveillé.

Naturellement, l'ordinateur ne peut pas tout faire et une bonne dose de volonté est nécessaire pour suivre ses indications mathématiques. Cependant, ce merveilleux engin à l'immense mémoire assurant aussi la gestion des stocks de fole gras et de confitures de l'entreprise Soubiran, on peut toujours espérer qu'à la suite d'une confusion électronique il propose un jour, par erreur, à une curieuse, un dîner inapproprié. C'est n'est jamais arrivé, paraît-il. L'ordinateur diététique incorruptible n'a distribué que des légumes cuits à la vapeur et du poisson, et c'est tout. Mais, les maigres, c'est bien connu, peuvent s'empêcher sans risques de faire cliquer son voyant d'alarme.

Heureux homme que M. Soubiran, qui détient à la fois le moyen de nous faire perdre du poids et celui de nous en faire reprendre. Ses affaires, on s'en doute, sont prospères !

MAURICE DENIZIERE.

### Rive gauche

grâce à AIR FRANCE

## GAGNEZ

voire voyage aux

## ANTILLES

pour 2 personnes

en venant dîner

à la

## CANNE A SUCRE

DINER-SPECTACLE : 125 F

renseignements et réservation :

BAB. 23-25

4, r. St-Benoît (9<sup>e</sup>), F. dim. et lun.

LES TROIS TOURS

Le plus grand restaurant de la région

2000

BOULEVARD DE LA LIBERTÉ

quai d'Orsay

et ouvert

le dimanche

40, quai d'Orsay, Paris 7<sup>e</sup>

LE RESTAURANT ZINC

LE FURSTENBERG

le dimanche

KIAI

CHAMPAGNES & LIQUORS

BORDEAUX - GRANDS CRUS

### Rive droite

le soufflé

ANDRÉ FAURE

sa bonne cuisine française

sa cuisine raffinée

SALLE CLIMATISÉE

34, rue de Valenciennes

Spéc. MAROCAINES

5, rue St-Benoît (9<sup>e</sup>) 548-07-22

## AISSA Fils

OUVERT de 20 h. 15 à 0 h. 30

7/010

Restaurant

## PIERRE

à la Vierge d'Or

Grande cuisine

de tradition française (F. dim.)

OPÉ. 57-01 - PLACE GAILLON

Parking

## YVONNE

La vieille cuisine française

dans un Manoir - Capitale St-Jacques

Rue de Vauvilliers à l'Ancre

15, rue St-Jacques - Tél. : 720-80-15

Pati. Samedi - Cuv. Dimanche

## Chez GEORGES

SON RESTO, SON PETIT SALLE

ET SES PLATS DU JOUR

FRANÇAIS DEVANT VOUS

273, bd Pasteur - ETU. 31-00 - F. sam.

PORTE MAILLOT

## LA TOUR CELESTE

LE RESTAURANT CHINOIS

QUI SORT DE L'ORDINAIRE

66, rue de la Tour (10<sup>e</sup>)

Tél. : 520 55 15

PARKING GRATUIT

## Dessirier

MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR

9, place Pasteur, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14

GRAND VIN DE BORDEAUX

MAISON DE BORDEAUX

chez Jean L'Auvergnat

82, rue Lamoignon - 9<sup>e</sup> - 878-62-73

TRIPOUX DE CHEZ LUI

Quatre de Cochon Farcis au Vin Blanc

St-Morice Aubergine - St-Pol

"Ma foi, cela mérite une visite !"

LA REYNIERE

Fermé le dimanche

Lady L

Diplo. d'Officier Diner Royal

"MON HÔTE, MON HÔTE, MON HÔTE ET MON HÔTE"

Le Sals-Bouche avec CHOUX FRAIS

4, rue Balzac (9<sup>e</sup>)

Réservez : 225-21-90 et 92-90

## FOIE GRAS FRAIS

chez Jean L'Auvergnat

82, rue Lamoignon - 9<sup>e</sup> - 878-62-73

## TERMINUS NORD

82, rue Lamoignon - 9<sup>e</sup> - 878-62-73

SON FOIE GRAS FRAIS AU BIESLING

CHOUCRUTE - JARRET FUME

23, rue de Dunkerque

face Gare du Nord

tous les jours

## Julien

16, rue de St-Denis Paris 10<sup>e</sup>

Réservez 770 12 06

tous les jours jusqu'à 11 h 30, fermé le dimanche

## Rossello

cuisine et

soigne sa cave

depuis 1905

au Védic

4, rue St-Etienne

Tél. 966 09 50

## Ermitage de Robinson

CHOUX FRAIS, JARRET FUME, SON JARDIN, SALONS DE THÉ, BOUILLON

Les Spécialités de ROGER MARIN chef de cuisine

MENU 50 F. À PART

26, rue de Malabry - PLEISSIS-ROBINSON - 630 13 34 et 37 34

## TY-COZ

vous attendent !!!

25, r. St-Georges - TÉL. 62-46

333, rue de Valenciennes - VAI. 62-43

ARRIVAGE DIRECT

DE BRETAGNE

## dai-long

13, rue du Balcon

(à l'Opéra) - Tél. : 770-40-31

Spécialités Vietnamiennes

et Chinoises

Menu op Carte

DEJUNER - DINER

Fermé le dimanche

Mis en bouteille

au Chateau

Expédié directement

de la propriété

Un MEDOC sincère et

honnête

Le Représentant officiel dans la

Maison du 16 Août 75 - Mon

établissement viticole CHATEAU POTERSAC

1972. Réputé, fringant, avec un petit

goût framboisé qui m'enchante

Paul DELON dont les accueils sont

vigilants au MEDOC depuis 1760

vous propose son

CHATEAU POTERSAC 1972 à

150 F les 12 bouteilles

890 F les 60 bouteilles

France toute la France TTC

Entente à Paul DELON

CHATEAU POTERSAC

33340 ORIGNAC et POTERSAC

## Le Cygne

22, av. de Paris, 94 Vincennes

« la Patrie aux Français »

JARDIN D'ÉTÉ

« LE RESTAURANT D'AFFAIRES DE L'EST »

PARISIAN - Mar. Franç. - Diner Club

328-05-05 - Fermé soir

## Bureaux Temporaires

© 3235 La Bourget (près des

Expositions), du 14 au 22 mai.

Diptyque Salon International du

Matériel de travaux publics et de

bâtiments.

© 3610 Levallois (Maison du

peuple), les 15 et 16 mai. — Deuxième

exposition de club philatélique

local.

© 3690 Poinat (patinoire municipal,

place Poissonnière), les 15 et

16 mai. — Première Exposition

philatélique régionale.

© 3690 Saint-Brisot (Maison du

peuple), les 15 et 16 mai. — Dixième

Anniversaire du jumelage avec

Mulheim am Main (R.F.A.).

© 3710 Saint-Nicolas-en-Jailles (au

lieu-dit « Bois de Candale »), le

16 mai. — Journées familiales.

© 18900 Les Bains-Auvergne (Maison

du peuple), le 16 mai. — Meeting

national de l'air.

© 19100 La Courbevoie (nouvelle gare de

banlieue Nord), le 20 mai. — Inauguration de la ligne Paris-Nord-à-Jourdain-à-Clairefontaine.

© 39000 Lille, du 31 au 31 mai. — Foire internationale.

© 63000 Calais et Calix (mairies), le 22 mai. — Exposition « Hommage à Jean Moulin ».

© 67000 Limoges (Palais des expositions), le 22 mai. — Exposition des meilleurs ouvriers de France.

## Philatélie

N° 1433

FRANCE : région « Limousin ».

Dans la série dite des « Régions », le dixième timbre — quatrième de l'émission — sera dédié à la région limousine, et vante générale débutera le 31 mai.

070

070

49 F.C.F., polychrome. Maquette de Pierre Lambert. Impression héli. Atelier du timbre de France.

HAUTE-VOLTA : « Lutte contre l'onchocercose ».

Deux timbres en faveur de la lutte contre l'onchocercose seront émis, au début d'avril, par les postes voltaïques.

73 francs C.F.A., brun et vert ;

250 francs C.F.A., brun et marbré. La gravure a été réalisée par A. Schneider, d'après une maquette locale. Impression taille-douce ; Atelier du timbre de France.

© A PAU, les 25 et 26 mai, se tient à l'Hôtel de ville une exposition du Groupement du Sud-Ouest.

© A BERNARD, au Centre culturel, se déroule, le 16 mai, une bonne philatélie et numismatique.

© A PARIS, au Musée postal, les 23 (à partir de 14 h.) et 24 mai, l'Union philatélique organise « Miroirs III ».

© A BORDEAUX, les 22 et 23 mai, deux expositions se tiendront respectivement à la Foire et dans la salle des F.T.T., rue Gaudin, à l'occasion de la mise en vente du timbre « Aquitaine ».

ADALBERT VITALYOS.

سكن في الجبل







## SOCIÉTÉ

Un colloque communiste à l'Assemblée nationale

### Les femmes, la famille et la crise capitaliste

Un colloque sur les problèmes des femmes et des familles réunissant les femmes députées du groupe communiste de l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Robert Ballanger, président du groupe, a eu lieu le mardi 11 mai au Palais-Bourbon. Il a été l'occasion pour les communistes de présenter une proposition de loi tendant à assurer la promotion de la femme et de la famille.

Pour les femmes communistes, il n'y a pas de problème « spécifique » féminin. Il y a des problèmes globaux d'hommes et de femmes victimes de la crise capitaliste et de la dégradation morale qu'elle entraîne.

« La crise de la famille, dont on entend beaucoup parler, est un aspect particulier de cette crise, et la famille comme cellule sociale est encore loin d'avoir produit toutes les potentialités affectives, formatrices et sociales qu'elle pourrait éprouver dans une société démocratique », a précisé Mme Hélène Constant, députée de la Haute-Vienne et vice-présidente du groupe communiste.

« Selon les besoins de la conjoncture économique, le pouvoir pousse la femme vers « la vie active » ou leur dit qu'elles devraient plutôt rester à la maison. De toute façon, qu'elles travaillent ou qu'elles restent au foyer, elles se sentent coupables : coupables vis-à-vis de leurs enfants ou coupables vis-à-vis de la société ».

Répondant, d'autre part, à l'intervention de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, dans un récent débat au Sénat, Mme Hélène Constant s'est dit « de la gêne réelle, des difficultés, de la misère qui sont aujourd'hui le lot de centaines de milliers de femmes ».

Estimant que les problèmes féminins doivent trouver leurs solutions par une action économique et sociale (famille, travail), le groupe communiste a fait figurer dans sa proposition de loi une trentaine de mesures d'urgence, dont certaines ont plus particulièrement retenu l'attention des associations familiales et syndicales représentées au colloque (l'UNAF et la C.G.T.).

Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- Garantie du droit au travail ;
- Egalité des salaires masculins et féminins à travail égal (l'écart est actuellement de 25 %) ;
- Allocation aux mères, qu'elles travaillent ou non, et sans plafond de ressources ;
- Allocation de la première enfance pour « pallier la crise de la démographie et permettre en conséquence le désir de « beaucoup d'enfants ».

« Les femmes communistes ont rappelé qu'elles ne cessent pas d'exploiter la société et l'État », a-t-elle déclaré. Pour elles, « la crise de la famille est la conséquence de la crise de la société. Ces problèmes sont affaire d'éducation et de culture ». « Mais, ajoutent-elles, l'enseignement du bonheur a aussi une base matérielle... » — C. K.

AVEC LE CLUB ANGLAIS VACANCES LINGUISTIQUES Séjours d'études et séjours libres en ANGLETERRE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, AUTRICHE, ITALIE pour adolescents et pour adultes. SPECIAL JEUNES : tarifs tous horizons. 23, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. 033-01-72 - U.C. A 425.

L'histoire de l'amitié entre la France et les États-Unis. UNE AMÉRIQUE FRANÇAISE 160 p. 38 F.

Coédition Éditions Officielles du Québec La Documentation Française. La liste des titres parus sur les États-Unis est envoyée gratuitement sur simple demande, en vente 29 quai Voltaire 75340 Paris cedex 07 Tél 261 50 10

**École de Commerce et d'Administration**

**Section Supérieure d'Économie**

**ÉPREUVES D'ADMISSION**

**1<sup>re</sup> SESSION : 9 et 10 juin 1976**

**Collège Sainte-Barbe**

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ FONDÉ EN 1480

4, rue Voltaire, 75005 Paris. — 033-43-97

## ÉDUCATION

Le projet de réforme Haby est une régression

estiment des professeurs de sciences économiques et sociales

« Le projet de réforme Haby constitue une incontestable régression de l'enseignement des sciences sociales dans le secondaire. Toutes les explications et les critiques formulées au cours de la « table ronde » sur l'enseignement des sciences économiques et sociales dans le projet Haby, organisée par l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (A.P.S.E.S.), mercredi 12 mai à Paris, ont tourné autour de cette condamnation de fond.

Les professeurs d'histoire et de géographie ne sont-ils pas fondés à partager cette indignation ? Ceux qui participaient à la « table ronde » sont tombés d'accord avec leurs collègues pour mettre l'accent sur une « menace » qui les concerne tous. Les nouveaux enseignements de sciences économiques et sociales dans le second degré risquent, ont-ils souligné, de ne donner qu'un « permis de circuler », ou un ensemble de vagues connaissances, qui ne serait ni de l'histoire, ni de la géographie, ni de la sociologie, ni de la démographie, mais un mélange imprécis de toutes ces matières, puisées au tout-à-lait des manuels, des horaires prévus pour le nouvel enseignement (1) seraient notamment insuffisants aux yeux de ces enseignants.

Soulignant à plusieurs reprises la nécessité d'affronter la réforme en ordre serré et de ne pas laisser les revendications corporatistes l'emporter sur les critiques essentielles, les participants se sont efforcés de définir en théorie leur refus des propositions qui leur sont faites par le ministre et par la commission présidée par M. Fourastié (le Monde du 6 mai).

Historiens, géographes et économistes se refusent à dispenser un ensemble de « recettes » qui, sous prétexte de « prise de la vie » (réduire un chapitre ou une déclaration d'impôts, se comporter en consommateur judicieux), réduisent l'aspect nécessairement critique des disciplines qu'ils enseignent. En raison même des difficultés d'ordre épistémologique auxquelles ils sont confrontés (définition de faits sociaux, conceptions — partielles ou globales — de leur approche), les participants ont estimé unanimement que la précipitation apportée à réaliser cette réforme ne pourrait qu'en rendre l'application prochaine préjudiciable aux élèves, qui sont aussi de futurs citoyens.

(1) Le chiffre de quatre heures a été avancé. Le ministère de l'Éducation estime que tous les professeurs sont prématés puisque les programmes et les horaires correspondants sont en cours d'élaboration mais n'ont pas encore été arrêtés par les services techniques.

**Libres opinions**

**Haro sur l'« histoire-géo » ?**

par ANDRÉ LARONDE et DANIEL-JEAN JAY (\*)

Qu'il ne s'agit pas d'histoire de la France rurale, Montaigne ou le Cheval d'orgueil, pour limiter à trois des plus récentes parutions ? Qui n'a vu la Vie des gens, de Pierre Dumayet, excellent exemple de l'utilisation de l'« histoire-géo » par des historiens chevronnés ? Mais dans le même temps, quel discours s'attache trop souvent à l'« histoire-géo », qui, dans nos classes, se réduit, croit-on, à des énumérations de règnes et de batailles, de noms de villes et de statistiques à l'usage des annuaires...

Le paradoxe n'est qu'apparent. Comme les autres disciplines, l'histoire et la géographie sont touchées par la crise qui secoue tout l'enseignement français. Le public scolaire a changé et ne se satisfait plus de ce qui lui convenait il y a quinze ans encore. Le maître n'est plus le seul à dispenser une culture que le milieu familial entretenait de son côté. Les mass media ont pénétré toutes les couches de la société, et l'image filmée ou télévisée a supplanté l'écrit naguère souverain. En même temps que le maître perdait son rôle traditionnel, son savoir même était remis en cause par le renouvellement de la méthode historique — qui n'a rien perdu de sa vitalité depuis l'élan que lui a imprimé l'école des Annales — et par les nouvelles orientations prises par la géographie. Mais rien ne serait plus faux que de déduire une inadéquation fondamentale de l'enseignement de l'histoire et de la géographie pour la formation des jeunes d'aujourd'hui et de demain.

L'image, source de connaissances, certes. Mais quelle image ? L'abondance même des informations, l'accent mis tout à tour sur des moments divers de l'évolution du monde qui est tout entier à notre portée, voilà un phénomène sans précédent. Mais si les distances s'effacent, et le brassage des peuples et des civilisations s'accroît, l'identité profonde de chaque peuple n'en demeure pas moins vive. Est-elle toujours bien mise en lumière ? Et la diversité géographique se dilue-t-elle en pittoresque et à l'excès facile des défilants touristiques ? Nombre d'entre eux insistent sur la notion de découverte : ce terme qui n'a plus la valeur qu'il donnait jadis à des explorateurs, Cook et ses émules, montre bien qu'un sentiment d'inadéquation existe. Voir, visiter, certes, mais connaître et approfondir les contacts, voilà une exigence de notre temps.

La « grande taine d'histoire » parmi le peuple », selon Claude Mannoni, est aussi révélatrice de ce point de vue. Outre l'évasion hors du quotidien que procurent à un large public les évocations colorées du passé, l'histoire permet de retrouver des racines que l'on cherche d'autant plus que l'avenir de notre civilisation paraît incertain.

Donc, bien loin de tomber au rang des curiosités désuètes, l'histoire et la géographie répondent au besoin de formation du public scolaire à la recherche de son identité. Ensemble ou séparément elles fournissent des clés à l'intelligence du monde contemporain ; elles ne démontrent pas les rangs et procurent des points d'attachement temporels et spatiaux. Elles démontrent l'horizon d'étude des influences des héritages, des interactions, et par la connaissance des espaces et des milieux proches et lointains. Elles sont sources de compréhension des autres par la vertu des comparaisons, la confrontation des cultures et l'éveil de l'esprit critique qui en découle. Enfin, l'histoire et la géographie demeurent l'élément essentiel de la formation civique : elles replacent l'individu comme membre et comme citoyen responsable dans les communautés nationale et internationale ; elles montrent que les hommes sont capables de faire leur propre histoire et d'assumer leur responsabilité ; elles éveillent le sens de l'engagement civique, de l'action collective et la volonté d'être présents dans les changements du monde.

Un « système éducatif », quel qu'il soit, pour remplir valablement sa mission, doit faire une large place à ces deux sciences d'un bout à l'autre de l'enseignement secondaire. Il serait, en effet, singulier qu'un élève déjà citoyen au moment de quitter le lycée soit privé de ces données de base, alors qu'il a à affronter un monde difficile, complexe et déshumanisé. Tous ceux qui ont des responsabilités dans l'avenir de notre pays peuvent-ils accepter, de gaieté de cœur, que les citoyens de demain soient privés d'une conscience de nos civilisations ?

(\*) Président et secrétaire général de l'Association des professeurs d'histoire-géographie.

Grâce des enseignants d'éducation physique le 18 mai. — Deux syndicats d'enseignants d'éducation physique appartenant à la Fédération nationale des enseignants de l'Éducation nationale (F.N.E.N.), le SNEP (professeurs de la S.N.E.P.S.) et le SNEPES (professeurs adjoints et chargés d'enseignement), ont déposé un préavis de grève pour le mardi 18 mai. Les principales revendications portent sur l'attribution de deux mille postes supplémentaires à cette année et de trois mille en 1977, l'augmentation des crédits d'enseignement et d'« intégration » immédiate à l'éducation nationale.

Grâce d'élèves aux arts et lettres. — Les étudiants de l'École nationale supérieure des arts et métiers ont fait grève mardi 11 mai à Paris, et dans les

centres de province, pour protester contre le retard apporté à la réunion du conseil d'administration. Celle-ci prévue le 8 mars, puis reportée, n'a toujours pas eu lieu, alors que le syndicat d'étudiants a réuni le conseil le 30 avril au plus tard.

Grâce d'enseignants dans le second degré à l'appel du Syndicat national des enseignants de collèges (S.N.A.L.C.), lundi 17 et mardi 18 mai. Le S.N.A.L.C. a revendiqué quinze mille salaires, protesté contre la place excessive dévolue à l'« économie administrative et pédagogique » dans le « cursus » dans la loi Haby et contre la future « primarisation du premier cycle de l'enseignement secondaire ».

Les cours reprennent dans plusieurs universités

La tendance à la reprise des cours s'accroît dans un certain nombre d'universités. Ainsi des étudiants du centre de Villiers-le-Moignon (Paris-XII), réunis, jeudi 13 mai, en assemblée générale, ont décidé de prendre les mesures nécessaires au passage des examens et notamment la reprise des cours là où elle n'a pas encore eu lieu. Selon la présidence de l'université, cette décision a été prise par environ cinquante voix contre trois cents, à l'issue de discussions parfois vives entre partisans et adversaires de la reprise.

Le conseil de l'université avait, mardi 11 mai, pris lui-même position dans ce sens et défini les modalités du contrôle des connaissances, en votant les pleins pouvoirs à son président, M. Marcel Josefowicz, pour leur application. Le conseil proposait, notamment, que les cours reprennent pour une période de six semaines, et que les examens soient passés en septembre. De nombreuses discussions ont eu lieu cette semaine entre étudiants et avec les enseignants à partir de ces propositions. La reprise des cours, qui semble effective en droit, n'est toutefois partielle en lettres et ne touche pas encore des sciences et des sciences économiques.

La reprise se confirme aussi à Nice (lettres et sciences), et à Grenoble III (langues et lettres). À Dijon, à la suite de discussions sur l'organisation des examens entre étudiants et enseignants dans chaque unité d'enseignement et de recherche, seuls les étudiants de deuxième année de psychologie et de sociologie sont encore en grève.

Les examens ont été reportés à la fin de juin, et des enseignements de rattrapage sont organisés jusqu'à...

En revanche, les étudiants de l'université de Nanterre (Paris-X) continuent leur mouvement et ont interrompu jeudi 13 mai dans la matinée des épreuves d'un examen d'anglais organisé par le Centre national de télé-enseignement. Les épreuves ont pu toutefois reprendre dans l'après-midi.

À Amiens, une vingtaine d'étudiants grévistes de l'université de Picardie ont lancé des pavés contre la vitrine d'un café fréquenté par des étudiants non grévistes, blessant légèrement le propriétaire de celui-ci.

À Nantes, douze cents étudiants en sciences, lettres, droit et sciences économiques ont décidé jeudi 13 mai dans l'après-midi au cours d'une assemblée générale d'occuper les locaux de l'U.E.R. de sciences de l'université. Des forces de police ont pris position vers 23 heures devant ces locaux, mais M. Jeanne Rosthoy et Paul Le Guilloux, respectivement directeurs de l'U.E.R. de droit et de celle de sciences économiques se sont interposés et ont obtenu le départ sans heurt des occupants. Les enseignants du Syndicat national de l'enseignement supérieur (F.N.E.S.) et du Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.E.D.) demandent de leur côté la réouverture de l'U.E.R. de droit et de la démission de M. Louis Sparfel, président de l'université, auquel ils reprochent d'avoir fait intervenir la police mardi 11 mai (le Monde du 14 mai).

Une assemblée générale à Nanterre

Réapprendre la puissance de l'humiliation

Nous avons reçu la lettre suivante de Mme Nicole Simon :

Une assemblée générale s'est tenue à Paris-X (Nanterre) le 12 mai à 18 heures. Convoquée par les représentants des étudiants à la coordination nationale, elle avait pour objet de faire se prononcer les étudiants sur le problème des examens.

Après trois heures de compte rendu des luttes menées et des vœux émis, on a voté chaque unité d'enseignement et de recherches. Il a été décidé de porter à la connaissance des étudiants présents les différentes motions proposées.

À la suite de multiples interventions confuses qui visaient à éclaircir les motions, trois d'entre elles ont été dégagées : contre tout examen, pour des épreuves écrites, contre la démission de M. Sparfel, pour la collaboration des enseignants, pour un examen traditionnel avec rattrapage des cours.

Au moment de procéder au vote, l'émotion des trois motions a été largement déformée, en particulier la seconde motion a été transformée en proposition de passage collectif des épreuves. Cette manipulation de la motion médiane, aménagement des modalités assurant la validité des résultats de réalisme, est devenue vide de sens puisque impliquant l'invalidation des épreuves. De plus, il a été précisé que nul enseignant ne pourrait s'adresser à de telles formes de contrôle des connaissances.

Autrement dit, les délégués se sont efforcés de scinder, selon une démarcation qui leur est familière, des étudiants qui ne le sont pas, il a été décidé de démissionner de l'Université Paris-VII, et de révolutionnaires souhaitant sa destruction.

Les délégués ont donc reçu, non sans dépit, la réponse que leur manipulation grossière appelait : une large majorité s'est regroupée au centre de l'amphithéâtre, manifestant clairement son choix :

Une lettre du président de Paris-VII

M. Yves Le Corre, président de l'université Paris-VII, nous écrit : Le Monde du 13 mai 1976 a publié un placard publicitaire d'un quart de page signé abusivement « Université Paris-VII ».

Je vous demande de faire savoir :

- 1) Que ce texte n'émane pas de l'université Paris-VII ;
- 2) Que l'université Paris-VII en tant que telle n'a jamais été en grève ;
- 3) Que l'université Paris-VII compte plus de deux mille enseignants. Les cent vingt enseignants qui auraient signé ce placard publicitaire n'ont donc pas qualité pour parler au nom de l'ensemble des enseignants de l'université. Ils ont encore moins qualité pour parler au nom de l'université.

Le conseil d'administration de l'Institut universitaire de technologie de Perpignan a démissionné le 20 avril dernier. Il avait annoncé cette démission s'il n'obtenait pas dans les trois semaines une rallonge de postes nouveaux pour la rentrée 1976, et la nomination d'un directeur pour succéder à M. Yves Serra, qui a été élu président du centre universitaire. — (Corresp.)

détermination des modalités des épreuves en collaboration avec les enseignants. En conséquence de quoi, les délégués ont décidé que le résultat du vote était annulé, et la décision à prendre reportée à une nouvelle assemblée générale convoquée ce vendredi 14 mai à 14 heures.

Les délégués des étudiants de Nanterre à la coordination nationale ont donc été désemparés par leur base ; ils pensent qu'en provoquant ainsi une nouvelle assemblée ils trouveront enfin les acclamations qu'ils croient mériter d'obtenir.

La majorité des étudiants a réagi vivement à l'égard d'une décision unilatérale d'annulation des résultats. Jamais encore les étudiants de Nanterre n'ont été victimes, même de la part des éléments les plus réactionnaires, d'un tel mépris. Il serait indigne, pour autant que quelque conseil puisse être prodigué en la matière, que les délégués des étudiants réapprennent la puissance de l'humiliation.



**N'ATTENDEZ PAS LA VEILLE DE VOTRE EXAMEN**

pour courir chez votre librairie acheter les documents nécessaires à votre réussite.

**DES MAINTENANT** consultez nos catalogues renseignez vous sur nos dernières parutions lancez vous dans vos révisions avec l'esprit serein de quelqu'un qui sait qu'il met de sérieux atouts de son côté.

Catalogue gratuits sur simple demande LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29 quai Voltaire 75340 Paris cedex 07 Tél 261 50 10

مكتبة الأمل



صكذ من الاجل

## RELIGION

### AU COURS D'UN COLLOQUE ŒCUMÉNIQUE

#### Spécialistes et théologiens font des réserves sur l'énergie nucléaire

Un colloque œcuménique et pluridisciplinaire sur « l'énergie nucléaire en France » vient de se réunir, à Versailles, sous le haut patronage du conseil œcuménique des Eglises et de l'hebdomadaire « Réforme ». Ce colloque entendait prolonger les travaux du congrès organisé par le conseil œcuménique des Eglises, qui a eu lieu en Suède (Sigtuna, 26 au 29 juin 1975) sur le thème : Risques et promesses des programmes nucléaires ; la politique de l'énergie en France ; le choix d'une hypothèse de croissance énergétique ; les structures de l'industrie nucléaire ; choix nucléaires et choix de société (1).

On parle de choix nucléaires et de choix de société. Mais y a-t-il vraiment choix et décision en de telles matières ? Ainsi s'exprimait le Père Dominique Dubarle lors du colloque, dont l'importance fut rendue plus tangible encore par l'un de ces petits faits qui constituent l'actualité immédiate. Le président de la République vient, en effet, de décider que la France adoptera pour sa production énergétique le projet de réacteur Super-Phénix, surréacteur qui doit être construit sur le site de Malville, entre Gennevilliers et Lyon, et qui brûle du plutonium, en en produisant davantage qu'il n'en consomme (le Monde du 17 avril).

Pareille politique a été mise en question par certains participants du colloque de Versailles, tant du fait de son coût élevé que de la difficulté de stocker, sans risque, le plutonium. Mais la critique principale a porté sur le fait que les hypothèses de croissance énergétique sont élaborées à partir de scénarios à allure exponentielle, négligeant toutes les possibilités de réduction de la consommation et postulant que l'augmentation de consommation d'énergie reste inévitable.

Selon le professeur Denicourt, le Super-Phénix est un générateur d'électricité moins complexe et, peut-être, plus facile à contrôler qu'un générateur traditionnel. Cependant, d'autres intervenants lui firent remarquer que le terme de nucléaire recouvre non seulement les centrales mais aussi, et en aval, tout le cycle du combustible, de son transport et de son utilisation.

Le programme actuel de production d'énergie nucléaire, a-t-on dit, d'autre part, s'aligne sur le plan prévu par la société Westinghouse, et les décisions intéressant notre pays n'ont jamais fait l'objet d'une consultation parlementaire ou populaire.

Cependant, aucun des participants ne déclara que l'énergie nucléaire est la seule solution possible (dans l'esprit de la plupart, il s'agit d'une simple étape de transition, le moyen terme pouvant s'étaler sur plusieurs décennies) ; aucun non plus n'avancé formellement que le « tout nucléaire » serait la solution idéale.

#### Les énergies douces

A plusieurs reprises ont été évoqués les avantages de l'« énergie douce » (solaire, éolienne, marémotrice, etc.), pour laquelle les investissements en matière de recherche restent dérisoires par rapport aux investissements correspondants absorbés par l'énergie nucléaire.

Parmi les participants du colloque, il y avait non seulement des techniciens, mais aussi — et souvent les mêmes — chré-

tions engagés et des théologiens. Ce fut là un des apports les plus positifs de cette rencontre. Il y eut non seulement dialogue — souvent dur — entre représentants de diverses disciplines qui ont rarement l'occasion de se rencontrer, mais aussi participation de représentants du catholicisme et du protestantisme.

Pour la première fois, en effet, catholiques et protestants (également qualifiés techniquement en la matière) tentèrent de discerner les voies d'un engagement possible en vue de la création d'une société responsable.

Mais, au-delà, seulement un choix de société ? Nous en revenons ainsi à l'interrogation initiale du Père Dubarle. Celui-ci devait ajouter, dans le même registre : Lorsque le simple citoyen cherche à réagir sur la marche du processus, il se trouve en face des éléments suivants de la situation :

- Une masse d'informations et d'explications incoordonnables et ininterprétables ;
- Des instances de responsabilité inévitables ;
- Un jeu permanent de manipulation des individus et groupements concernés : attraction des intérêts immédiats, occultation des conséquences à plus long terme ; « carte forcée », etc. ;
- Une inertie des processus très considérable et très vite acquise, la poussée brute et incontrôlable des faits.

Dependant l'orateur devait préciser que ces constatations ne devaient nullement conduire à un sentiment d'incapacité, d'impuissance, engendrant l'inertie ; mais que les circonstances exigeaient un effort d'information beaucoup plus poussé : arriver, bien en effet, le moment où les situations créées se renversent d'elles-mêmes — par suite des contradictions du système — sans doute aux environs de l'an 2000. « Mais peut-être une certaine faculté de choix et de décision qui nous échappe actuellement nous sera alors rendue ».

Au lieu de parler de croissance, ajoutait Bernard Edouard, ne vaudrait-il pas mieux parler de développement ? Une croissance qui aurait pour seul objectif de satisfaire nos besoins en énergie n'entraîne-t-elle pas certaines conséquences sociales (centralisation au niveau des décisions, au niveau de la fabrication et de la production, la concentration de l'énergie qui amène à la concentration industrielle comme à l'urbanisation, etc.) ; des conséquences politiques (du fait de l'importance de l'enjeu que représentent les centrales) ; des conséquences militaires (par le danger de prolifération d'armes nucléaires) ; et enfin toute une politique conduisant à une dépendance accrue du tiers-monde à l'égard des pays développés ?

Ainsi, « avec l'utilisation de l'énergie nucléaire, des hommes prennent conscience des risques et des pertes par l'avenir. Peut-on accepter de laisser tous les risques et toutes les conséquences néfastes aux générations futures ? ».

Selon le professeur Siegwalt, de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, le choix nucléaire privilégie une certaine conception de l'homme : rationnel, efficace, orienté vers le rendement et la réussite économique. Quelle est la légitimité de cette vision de l'homme économique ? Quel risque de déshumanisation et d'aliénation en résulte-t-il ?

Les chrétiens ne prétendent pas imposer ici une solution aux dirigeants techniques et politiques en fonction d'une conception théologique de la science et du monde ; nous ne sommes plus au Moyen Âge. Tout au plus prétendent-ils poser les questions essentielles aux responsables et proposer des lieux de dialogue où ils pourraient rencontrer l'homme quelconque à que nous sommes, sur la base d'analyses économiques et scientifiques aussi rigoureuses que possible.

#### Dans un message publié le 13 mai

#### PAUL VI RECOMMANDE AUX MASS MEDIA D'ÉVITER LA MANIPULATION DES IDÉES

Vatican (A.F.P.). — Dans un message publié le 13 mai à l'occasion de la dixième journée des communications sociales qui sera célébrée le 30 mai, Paul VI estime que la « manipulation des idées » crée une espèce d'oppression en proposant et en suscitant seulement les aspirations exorbitantes on a l'intention de répondre ». Il recommande aux journalistes d'accorder « leur pensée à leur vie », de ne pas se laisser corrompre « ni conditionner par des dessins de manipulation à l'égard des usagers » et de préférer « toujours l'amour et le service des hommes à la faveur de la popularité et aux avantages économiques ».

D'autre part, le chef de l'Eglise catholique s'élève contre la sélectivité de l'information.

BERTRAND DE LUZE  
Directeur de Réforme.

**BACHELIERS A et B**  
vous pouvez entreprendre des études de médecine et de pharmacie.  
PCEM Année Zéro  
Pharmacie Année Zéro  
vous y préparez d'Octobre à Juin.  
Cours par Prof. de Fac.  
Groupes de 15 étudiants.  
**IPEC** 46 Bd St Michel  
633.81.23 035.45.87

**PIANOS ORGUES CLAVECINS**  
Plus de 15 marques • 300 modèles exposés  
**piano center**  
242.26.30

**UN LIVRE D'ACTUALITÉ BRULANTE**  
Jean-Luc Mazenod et ses Editions de l'ATHANOR vous proposent une enquête de MICHEL BRUGNEUR

**FAUT-IL CRUCIFIER MOON ?**  
Dans toutes les librairies à partir du 25 mai 1970  
EDITIONS DE L'ATHANOR  
23, rue Vaneau, 75007 Paris  
Tél. : 531-75-42  
DIFFUSION BERNARD LAVILLE  
3, rue Garibaldi, 75004 Paris  
Tél. : 633-28-38

**A. Meyssignac**  
COLLECTION PIERREBELLE  
UNE SÉLECTION  
Stylos et Lits  
Mobilier  
Bibliothèque - Rangements  
Stylos et Contemporain  
**TOUS TRAVAUX**  
TAPISSE - ÉBÉNISTERIE - INSTALLATIONS  
ATELIERS-MAGASIN  
BUREAU D'ÉTUDES  
DANS NOS IMMEUBLES 2500 M<sup>2</sup>  
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE  
PARIS 12 - BASTILLE  
PARKING  
CONSEILS - DÉSIGN - PROJETS - DEVIS  
343-96-31 S. LIGNE

## Fête des mères Jusqu'au 23 mai, offrez le cadeau. Darty offre les fleurs.



Venez chez Darty avant le 23 mai. Vous choisirez plus tranquillement. Et si vous achetez votre cadeau avant le 23 mai, votre maman recevra un superbe bouquet de roses le jour de la Fête des Mères. Chez Darty, vous trouverez des milliers de cadeaux aux prix Darty garantis par le Contrat de Confiance... A moins de 30 F : moulin à café, ramasse-miettes, allume-gaz, essoreuses à salad, etc. • De 30 à 50 F : sèche-cheveux, balais, grille-pain, mixers, fers à friser, etc. • De 50 à 75 F : cafetières, couteaux électriques, épilateurs, balais mécaniques, sorbettières, robots de cuisine, etc. • De 75 à 100 F : gouters, cocottes-minutes, pendules de cuisine, fers à vapeur, chauffe-plats, etc. Et des milliers d'autres cadeaux, même le lave-vaisselle si popo vous aide.

#### Darty, le seul spécialiste TV, électroménager, Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Home-Centers Darty et Réal regroupent :  
Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV  
et Réal, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.  
75 - PARIS 11<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>o</sup> Casernes ..... ②  
75 - PARIS 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Gai-Montparnasse ..... ②  
80, av. de la Maine - Entrée directe par le M<sup>o</sup> Gai-Montparnasse ..... ②  
93 - BAGNOLET : Pte de Bagnolet. M<sup>o</sup> Gai-Montparnasse ..... ②  
93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni. RN 3 ..... ②  
95 - CERGY-POINTE : Centre Régional "3 fontaines" ..... ②  
92 - CHAILLON : 151, av. Marcel-Cochin. RN 306 ..... ②  
93 - PIERRE-ET-ME : 102-114, av. Lénine. RN 1 ..... ②  
94 - CRETEIL : Centre Régional "Créteil-Solid" ..... ②  
76 - ROUEN : 47, av. de Coen ..... ②



Magasins Darty spécialistes de l'électroménager, Hi-Fi, TV.  
75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine. ②  
75 - PARIS 13<sup>e</sup> : 168, av. de Choisy. M<sup>o</sup> P. d'Italie ..... ②  
75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 128, av. de St-Ouen. M<sup>o</sup> Pte de St-Ouen ..... ②  
75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3-57, av. de la République. M<sup>o</sup> Pte de St-Ouen ..... ②  
78 - ORGÈVAL : Centre Commercial "Art de Vivre" ..... ②  
78 - PARYL 2 : Centre Commercial ..... ②  
91 - THIAIS-BUNGS : Centre Régional de la "Belle Epine". RN 7 ..... ②  
92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes. RN 309/RN 186 ..... ②  
94 - CHAMPIGNY : 112, av. L. Salengro. La Fourchette. RN 4 ..... ②  
96 - DONN : Centre Commercial de la Port-Dieu. 3<sup>e</sup> Niveau ..... ②  
4300 places de parking ..... ②  
69 - LIMONEST : Route Nationale 6 ..... ②

① Nocturne le Mardi jusqu'à 21 h 30 • ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 • ③ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 • ④ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 • ⑤ Nocturne le Samedi jusqu'à 21 h 30 • ⑥ Nocturne le Dimanche jusqu'à 21 h 30 • ⑦ Ouvert le Dimanche matin • ⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée • ⑨ Fermé le Dimanche • ⑩ Fermé le Lundi • ⑪ Fermé le Mardi • ⑫ Fermé le Mercredi • ⑬ Nocturne le Mardi jusqu'à 22 h 00 • ⑭ Nocturne le Mercredi jusqu'à 22 h 00 • ⑮ Nocturne le Jeudi jusqu'à 22 h 00 • ⑯ Nocturne le Vendredi jusqu'à 22 h 00

### Examen dans plusieurs universités

Les examens ont été reportés à la fin de juin, et des examens de rattrapage ont été organisés jusqu'à la fin de l'année.

En revanche, les étudiants continuent leur mouvement d'interdiction de l'enseignement supérieur. Le Centre national de l'enseignement supérieur (CNES) a organisé un colloque sur l'enseignement supérieur. Les épreuves ont été reportées à la fin de l'année.

A Amiens, une vingtaine de diètes grévistes de l'université ont lancé une pétition contre la réforme de l'enseignement supérieur. Les grévistes, blessés, ont été évacués de l'université.

A Nantes, douze cents étudiants en sciences, lettres, droit, économie ont organisé une manifestation de protestation contre la réforme de l'enseignement supérieur. Les étudiants ont été évacués de l'université.

### Assemblée générale à Nanterre

#### Opposition à la puissance de l'atome

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.

Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental. Ils ont également discuté de la nécessité d'une consultation populaire sur la question.

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.

Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental. Ils ont également discuté de la nécessité d'une consultation populaire sur la question.

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.

Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental. Ils ont également discuté de la nécessité d'une consultation populaire sur la question.

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.

Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental. Ils ont également discuté de la nécessité d'une consultation populaire sur la question.

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.

Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental. Ils ont également discuté de la nécessité d'une consultation populaire sur la question.

La manifestation a été organisée par le mouvement d'opposition à la puissance de l'atome. Les participants ont discuté de la sécurité nucléaire et de l'impact environnemental.



**JOAILLIER ORFÈVRE HORLOGER**

**LOISEAU AYCARDI**

**MOULIN VERT**

Le Centre Familial d'Action Sociale, Sociale et Socio-Culturelle « LE MOULIN VERT »

Association reconnue d'utilité publique. — 25, place St-Georges, 75002 PARIS CEDEX 02, réunira ses membres en Assemblée générale le 15 mai 1976, à 15 heures, au Foyer de l'Association du MOULIN VERT — 125, rue de Valenciennes par CHATEAUMONT-EN-VALENT.

Les amis du MOULIN VERT sont cordialement invités à la visite des installations et du parc de la propriété.

**LATREILLE**

LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

COSTUMES D'ÉTÉ dep. 450 F  
ROBES D'ÉTÉ dep. 165 F

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62, r. St-André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
PARIS 6<sup>e</sup> — PARKING RÉSERVÉ  
CATALOGUE SUR DEMANDE

**COTE D'AZUR STATION DES ALPES**

**RÉSIDENT CLUB "HOTEL IMPÉRIAL"**

TENDE : 830 m. d'altitude : 90 minutes de NICE - 10 minutes STATIONS DES SKI

offrez-vous

**VOTRE PROPRIÉTÉ-VACANCES**

UN PLACEMENT SUR ET RENTABLE POUR LA VIE  
AVOTRE CHOIX : UNE SEMAINE, UNE QUINZAINE, OU PLUS

EXEMPLE : par quinzaine pour le ski

complètement équipé, 3 personnes avec TV à partir de... **3.500 F**  
complètement équipé, 4 personnes avec TV à partir de... **4.400 F**

**HABITABLE IMMÉDIATEMENT**  
**CRÉDIT SPÉCIAL PROMOTEUR**

Renseignements et réservation :  
PARIS : 89, rue de Grenelle - Tél. 549.54.33  
NICE : M. NAVEA, 20, avenue Monaco - Tél. 51.55.60

**RÉSIDENT CLUB HOTEL IMPÉRIAL - Tél. 04-62-08**

**Si les suppléments vous ont coûté autant que la chambre,**

**vous vous êtes trompé d'hôtel.**

**Domage.**

De nombreux suppléments sont gratuits dans chaque hôtel Holiday Inn : piscine, chambre avec deux grands lits, salle de bains privée, télévision, parking, navette pour les hôtels proches des aéroports... plus beaucoup d'autres avantages auxquels vous ne vous attendez pas.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Arignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Mont-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

**Holiday Inn HOTEL**

Bureau de réservations :  
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles Lindbergh - 94150 Roissy  
Téléphone : 686 50 87 - Téléc. 204696.

**GALERIE D'ART**

**BENN**

signe son œuvre

**« Les Psaumes »**

Éditions Berger Layroult

Lundi 17 mai 1976  
de 16 h. à 22 h.

**COPIN**

ORFÈVRE JOAILLIER FABRICANT

**Bagues de fiançailles.**

PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS  
161, RUE ST-HONORÉ - PARIS 1<sup>er</sup>  
202.07.09

## CARNET

**Réceptions**

M. von Braun, ambassadeur d'Allemagne fédérale, a donné, mercredi 12 mai, un déjeuner d'adieu en l'honneur de M. René Bouchard, directeur des services de l'Agence D.P.A. en France, qui va prochainement quitter son poste. Après un apéritif de 14 heures, M. Bouchard a pris la parole, puis M. von Braun a prononcé la direction de D.P.A. à Genève.

En l'honneur de M. Robert Kervin, président du Parti républicain du peuple et du socialisme, le comité d'adieu a eu lieu, à Paris, le 12 mai, au 125, rue de Valenciennes, où ont été reçues M. Kervin, son épouse et sa fille.

**Nécessaires**

Mme Françoise et Alain Chénier ont donné, à Paris, le 9 mai 1976, un déjeuner d'adieu en l'honneur de M. Chénier, directeur de l'Agence D.P.A. à Genève.

**Fiançailles**

La vicomtesse Patrick de Butler et la vicomtesse, née Marie-Claude de Butler, ont donné, à Paris, le 12 mai 1976, un déjeuner d'adieu en l'honneur de M. de Butler, directeur de l'Agence D.P.A. à Genève.

**Mariages**

Frank Feilhaber de Chavigny, interne des hôpitaux de Paris, et Chantal Brezzo, interne des hôpitaux de Paris, ont été mariés, à Paris, le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Décès**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

**Obituaire**

Mme Louis GUILLAUME, née Marie-Louise, 75 ans, décédée le 12 mai 1976, à 14 heures, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean BOUTIER, ancien chef de l'école polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond Daudel, son épouse et ses enfants, survenu le 12 mai 1976, à 14 heures, à 75 ans, en l'église St-Thomas-d'Aquin.













# La longue marche de Saint-Étienne

importantes idées, Robert Herbin, qui avait alors trente-deux ans, préféra faire appel à des jeunes qui seraient découverts le professionnalisme. On en a vu quelques-uns, le plus connu, national de jeunes, ces espoirs constituaient l'ossature de l'équipe de première division. Personnage complexe et qui ne se laisse pas définir, il est vrai que d'autres, avait d'innombrables ressemblances cette forme d'impudence des footballeurs français au niveau de la classe sociale. On ne peut pas l'ambition, que des entraîneurs compétents comme Jean Snella ou Albert Batteux, peut-être victimes d'une certaine routine, n'avaient pas eue pour lui.

La période de rodage dura à peine deux ans. Saint-Etienne terminait à la cinquième place en 1972, quatrième en 1973. Les juniors de 1970 furent alors rejoints par d'autres jeunes de valeur comme Dominique Guionnet ou Gérard Lacombe. Le club avait renforcé ses structures administratives s'était déjà en 1972, l'entraîneur principal, Jean Guignard, avait été nommé directeur sportif. L'année suivante, le club avait recruté le

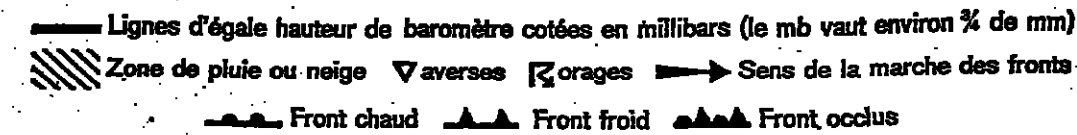
Alors, la finale du 12 mai à Glasgow reflète l'expérience acquise par les Stéphanois dans leurs confrontations avec les Portugais du Sporting de Lisbonne, les Polonais du Stach-Chanzow (2-3 et 2-0), les Danois de Copenhague (2-0 et 2-1), mais aussi la confiance née des extraordinaires renversements de situation réussis contre les Suédois de Göteborg (1-0 et 2-1), puis le 5-1) ou les Soviétiques du Dynamo Kiev (0-2 et 3-0), et peut-être surtout des performances réalisées cette saison à l'extérieur contre les Ecossais de Glasgow (1-0) et les Néerlandais d'Amsterdam (0-0).

Malgré l'absence de trois éléments essentiels, comme l'arrière gauche Gérard Farizon, le milieu de terrain Christian Synagakis et le défenseur central Jean-Louis Rabehien, les Stéphanois n'ont jamais hésité à attaquer et se sont créés cette fois plus d'occasions de buts en une heure et demie qu'ils n'en avaient eues en trois heures de la première mi-temps, comme au match de Munich. Avec un peu de réussite, les champions de France pouvaient même espérer l'emporter. C'était aussi l'avis de l'entraîneur

## AVANT-GARDE ET TRADITION

**alfa romeo**  
 "La voiture de vos prochaines vacances"  
**GAP** 122 R. VAILLANT COUTURIER  
 93130 NOISY-LE-SEC  
 245-97-67

## MÉTÉOROLOGIE



ondures épaves localement accompagnées d'orages. Les températures subirent peu de changement.

Vendredi 14 mai de 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1026,9 millibars, soit 765,7 millimètres.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la nuit du 13 au 14 mai ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 mai) : Ajaccio, 18 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 18 et 4 ; Brest, 18 et 4 ; Caen, 14 et 1 ; Cherbourg, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 15 et 2 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble, 18 et 2 ; Lille, 14 et 3 ; Lyon, 16 et 3 ; Marseille, 22 et Nancy, 14 et 3 ; Nantes, 18 et Nice, 19 et 11 ; Paris-Le Bourget, 21 ; Pau, 18 et 6 ; Perpignan, 10 et 0 ; Rennes, 16 et 2 ; Strasbourg, 18 et 3 ; Tours, 17 et 3 ; Toulouse, 18 et 3 ; Poitiers, 18 et 2 ; Valenciennes, 17 et 3 ; Vannes, 18 et 3.

Les pluies se sont abattues sur l'Algérie, 23 et 13 degrés ; Amsterdam, 12 et 3 ; Athènes, 21 et 14 ; Berlin, 18 et 10 ; Bruxelles, 18 et 12 ; Copenhague, 12 et 3 ; La Havre, 18 et 2 ; Hies Canaries, 22 et 16 ; Coppenhague, 14 et 6 ; Genève, 18 et 10 ; Hambourg, 18 et 12 ; Helsinki, 1 et 1 ; Madrid, 22 et 12 ; Moscou, 13 et 9 ; New-York, 16 et 8 ; Palm Beach, 24 et 18 ; Rome, 18 et 14 ; Stockholm, 18 et 1 ; Sutton, 18 et 14.

**Bienfaisance**

● L'association pour l'aide à la  
● La Fondation de France

- Modifier le décret n° 73-313 du 14 mars 1973 relatif aux emplois applicables aux personnels enseignants de l'école polytechnique
- Modifier le décret n° 49-166 du 28 décembre 1949 portant attribution d'une indemnité pour services exceptionnels aux instituteurs, professeurs, pilotes et observateurs de l'armée de terre.
- Modifier le décret n° 72-23-23 du 23 mars 1972 relatif aux majorations de solde pour services exceptionnels
- Modifier le décret n° 49-168 du 30 octobre 1949 portant constitution de l'indemnité pour services aériens.
- Fixant pour l'année 1976 le montant des cotisations du régime d'indemnités vieillesse de travailleurs non salariés des professions libérales.

● **Eclairage et signalisation.** — Une campagne de contrôle gratuit des dispositifs d'éclairage et de signalisation, et de la carburation se déroulera sur l'esplanade de Invalides jusqu'au 26 mai. Les centres seront ouverts au public tous les jours de 9 heures à 18 heures inclus, sauf les dimanches 16 et 23 mai.

**Service des Abonnements**

5, rue des Italiens  
75221 PARIS - CEDEX 08  
C.A.P.F. 0291 - 22

**ABONNEMENTS**

6 mois 6 mois 12 mois 12 mois

**FRANCE - R.O.M. - T.O.M.**  
**ex-CONDORVAUX (cont. Algérie)**

50 F 100 F 225 F 300 F

**TOUT PAYS ETRANGERS**  
**PAR VOIE NORMALE**

100 F 225 F 400 F 500 F

**ETRANGERS**  
**par messageries**

**L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG**  
**PAR VOIE NORMALE**

115 F 210 F 367 F 460 F

**IL - TONKIN**

125 F 215 F 337 F 440 F

Depuis le début de l'année

**DIX BOEING-727  
VENDUS CHAQUE MOIS**

L'une des grandes compagnies  
aériennes américaines, Delta  
Air Lines, basée à Atlanta  
Atlanta (Georgia), vient d'ac-  
quiescer l'achat — en un seul  
contrat — de 21 nouveaux avions  
tri-moteurs Boeing-727.  
Ces avions, qui s'ajoutent à la  
flotte de Boeing-727 que Delta  
Air Lines possède 568, lui  
permettront de faire 12 de 18 à  
novembre 1978.

Cette commande porte les  
ventes totales des Boeing-727 à  
1199 spécialement depuis le pre-  
mier de DC-8, ce qui la place  
seule vendeuse d'avions de trans-  
port à réaction commerciale à ce jour.  
Boeing-727 a été acheté de 1966  
à 1977 par 11 compagnies aériennes  
et vendus par Boeing, soit de  
l'ordre de dix Boeing-727 chaque.

**1978**

**PROBLEME N° 1457**  
**HORIZONTALEMENT**

I. C'est un sujet exaltant de qui maint auteur attend la renommée ; On peut y relever des charges accablantes. — II. Une simple

[illegible]

IX. Conseil de détente; Carnassier; Titre abrégé. — X. Revient souventes fois dans des textes arabes; Se manifeste au moindre soufite. — XI. Est beau quand l'usage ne s'y oppose au ralenti. — 13. Peut arriver Peu attirant. — 14. Elle demande à être connue; Proche de Venise. — 15. Consistant à déplacer des boutons; Sont doux.

**Solution du problème n° 145**

*Horizontalement*

I Chénier. — II Louise; Ré-  
— III Pé; Sol; — IV Ere  
Emu. — V Ténacité. — VI EO  
Rô; Dâ; — VII Limande; —  
VIII Tires; Océ; — IX Rébrant.  
— X Année; Eta; — XI Essars.

**VERTICALEMENT**

cardiaques; Rapports secrets. —  
2. Courant d'air; Pronom; Vieux  
caractère. — 3. Terminalson de  
noumbreuses spécialités pharma-  
ceutiques; Nettement dépréciée;  
Berce d'élusions. — 4. Fatigue-  
riez; Génie. — 5. L'air vingt à  
Eolien. — 3. Eupen; Irène. —  
4. Niera; Mères. — 5. Is; Eora-  
ses. — 6. Es; Ion. — 7. Cet;  
Doter. — 8. Ramédes; TT. —  
9. Velu; Useras.

GUY BROUÏY.

lui manquer : Sortie dans un certain sens ; Marque sa préférence.

particuliers ; Effective certaine  
besogne. — 7. Fatidique, pour les  
Prussiens ; Se regardait diffi-  
cilement en face ; Billet de fa-  
vorable.

à certains éducateurs. — 9. Pro-

le); Prénom féminin; Port français. — 10. Dérangement de certaines impuretés; Il avait de quoi être morose!; Reste vert jusqu'à sa mort. — 11. Peintre illustre; Inscrit sur les croix. — 12. Dans une manifestation de béatitude naïve.

[illegible]



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

**beicip**  
recherche  
**TECHNICIEN SUPERIEUR**  
niveau IUT  
Débutant ou quelques années d'expérience avec bonnes connaissances en CHIMIE et en INFORMATIQUE pour :  
1°) Mise à jour et exploitation d'une bibliothèque de PROGRAMMES TECHNO-ECONOMIQUE.  
2°) Participation à l'élaboration de nouveaux modèles.  
Ecrire au : BEICIP  
361, avenue Napoléon Bonaparte  
92502 RUEIL-MALMAISON

**L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE**  
section de psychologie de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation  
ouvre une inscription pour un poste de  
**PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE DE PSYCHOLOGIE PÉDAGOGIQUE**  
**PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE DE PSYCHOLOGIE CLINIQUE**  
**PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE D'ETHOLOGIE**  
(étude comparative du comportement)  
Il s'agit de postes à plein temps.  
**Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> octobre 1976**  
Les candidats sont priés de faire valoir leurs titres avant le 31 mai 1976 auprès du président de la section de psychologie, faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, rue Général-Dufour, 24, 1211 GENEVE 4, auquel ils peuvent par ailleurs s'adresser pour obtenir le cahier des charges.

**YAC CHAUVIN**  
MACHINES ET ÉQUIPEMENTS DE BUREAUX  
recrute pour  
PARIS et RÉGION PARISIENNE  
**AGENTS COMMERCIAUX**  
HOMMES ou FEMMES, CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS  
Perfectionnement assuré avant mise en route.  
Fixe et mini garanti (6 premiers mois).  
Possibilité de rémunération motivante et élevée.  
TEL. (07-15-15 ou 07-21-79, poste 338), ou écrire, ou se présenter au Siège, 6-10, rue aux Ours, PARIS-3<sup>e</sup>, (Métro Stienne-Marcel), le mardi 18 mai 1976 à partir de 8 h. 30.

**importante Société de Télécommunications**  
recherche  
**INGÉNIEUR E.S.O.**  
pour participer à l'étude et à la mise en œuvre de fibres optiques et plus particulièrement définition des composants et méthodes de raccordements au niveau de la fibre et des câbles à fibre.  
En plus d'un diplôme d'OPTIQUE le candidat retenu possèdera un bon niveau en mécanique et en électronique.  
Une expérience dans l'industrie du verre serait appréciée.  
Poste à pourvoir en banlieue Sud.  
Adressez curriculum vitae sous n° 57.860 à CONTESSA Pub., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**BANQUE INTERNATIONALE**  
**ANALYSTE FINANCIER**  
Env. C.V. et prêt. n° 7.749 M.  
REGIE PRESSE.  
85 bis, r. Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>, q. tr.

**secrétaires**  
**THOMSON-BRANDT**  
recherche  
**SECRÉTAIRE**  
bilingue ANGLAIS (lu - écrit - parlé)  
Séne française  
Lieu de travail : provisionnement livraisons-matériaux, prov. pro- chainement à Stains (93)  
Avantages sociaux.  
Self service - 12<sup>e</sup> mois.  
Bas : 40 heures.  
Adressez C.V. et prétentions à C.G.R. Service, Boîte Postale 66, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**représent. offre**  
Import. Form. Mob. rech. Représ. Commis. 11 Int. rev. mgs Bureau. 21 avec rev. collect. et scol. Cand. détail : 1. Fournier, 2. Les Adorables, 3. Brodeur, 4. Brodeur, 5. Brodeur, 6. Brodeur, 7. Brodeur, 8. Brodeur, 9. Brodeur, 10. Brodeur, 11. Brodeur, 12. Brodeur, 13. Brodeur, 14. Brodeur, 15. Brodeur, 16. Brodeur, 17. Brodeur, 18. Brodeur, 19. Brodeur, 20. Brodeur, 21. Brodeur, 22. Brodeur, 23. Brodeur, 24. Brodeur, 25. Brodeur, 26. Brodeur, 27. Brodeur, 28. Brodeur, 29. Brodeur, 30. Brodeur, 31. Brodeur, 32. Brodeur, 33. Brodeur, 34. Brodeur, 35. Brodeur, 36. Brodeur, 37. Brodeur, 38. Brodeur, 39. Brodeur, 40. Brodeur, 41. Brodeur, 42. Brodeur, 43. Brodeur, 44. Brodeur, 45. Brodeur, 46. Brodeur, 47. Brodeur, 48. Brodeur, 49. Brodeur, 50. Brodeur, 51. Brodeur, 52. Brodeur, 53. Brodeur, 54. Brodeur, 55. Brodeur, 56. Brodeur, 57. Brodeur, 58. Brodeur, 59. Brodeur, 60. Brodeur, 61. Brodeur, 62. Brodeur, 63. Brodeur, 64. Brodeur, 65. Brodeur, 66. Brodeur, 67. Brodeur, 68. Brodeur, 69. Brodeur, 70. Brodeur, 71. Brodeur, 72. Brodeur, 73. Brodeur, 74. Brodeur, 75. Brodeur, 76. Brodeur, 77. Brodeur, 78. Brodeur, 79. Brodeur, 80. Brodeur, 81. Brodeur, 82. Brodeur, 83. Brodeur, 84. Brodeur, 85. Brodeur, 86. Brodeur, 87. Brodeur, 88. Brodeur, 89. Brodeur, 90. Brodeur, 91. Brodeur, 92. Brodeur, 93. Brodeur, 94. Brodeur, 95. Brodeur, 96. Brodeur, 97. Brodeur, 98. Brodeur, 99. Brodeur, 100. Brodeur, 101. Brodeur, 102. Brodeur, 103. Brodeur, 104. Brodeur, 105. Brodeur, 106. Brodeur, 107. Brodeur, 108. Brodeur, 109. Brodeur, 110. Brodeur, 111. Brodeur, 112. Brodeur, 113. Brodeur, 114. Brodeur, 115. Brodeur, 116. Brodeur, 117. Brodeur, 118. Brodeur, 119. Brodeur, 120. Brodeur, 121. Brodeur, 122. Brodeur, 123. Brodeur, 124. Brodeur, 125. Brodeur, 126. Brodeur, 127. Brodeur, 128. Brodeur, 129. Brodeur, 130. Brodeur, 131. Brodeur, 132. Brodeur, 133. Brodeur, 134. Brodeur, 135. Brodeur, 136. Brodeur, 137. Brodeur, 138. Brodeur, 139. Brodeur, 140. Brodeur, 141. Brodeur, 142. Brodeur, 143. Brodeur, 144. Brodeur, 145. Brodeur, 146. Brodeur, 147. Brodeur, 148. Brodeur, 149. Brodeur, 150. Brodeur, 151. Brodeur, 152. Brodeur, 153. Brodeur, 154. Brodeur, 155. Brodeur, 156. Brodeur, 157. Brodeur, 158. Brodeur, 159. Brodeur, 160. Brodeur, 161. Brodeur, 162. Brodeur, 163. Brodeur, 164. Brodeur, 165. Brodeur, 166. Brodeur, 167. Brodeur, 168. Brodeur, 169. Brodeur, 170. Brodeur, 171. Brodeur, 172. Brodeur, 173. Brodeur, 174. Brodeur, 175. Brodeur, 176. Brodeur, 177. Brodeur, 178. Brodeur, 179. Brodeur, 180. Brodeur, 181. Brodeur, 182. Brodeur, 183. Brodeur, 184. Brodeur, 185. Brodeur, 186. Brodeur, 187. Brodeur, 188. Brodeur, 189. Brodeur, 190. Brodeur, 191. Brodeur, 192. Brodeur, 193. Brodeur, 194. Brodeur, 195. Brodeur, 196. Brodeur, 197. Brodeur, 198. Brodeur, 199. Brodeur, 200. Brodeur, 201. Brodeur, 202. Brodeur, 203. Brodeur, 204. Brodeur, 205. Brodeur, 206. Brodeur, 207. Brodeur, 208. Brodeur, 209. Brodeur, 210. Brodeur, 211. Brodeur, 212. Brodeur, 213. Brodeur, 214. Brodeur, 215. Brodeur, 216. Brodeur, 217. Brodeur, 218. Brodeur, 219. Brodeur, 220. Brodeur, 221. Brodeur, 222. Brodeur, 223. Brodeur, 224. Brodeur, 225. Brodeur, 226. Brodeur, 227. Brodeur, 228. Brodeur, 229. Brodeur, 230. Brodeur, 231. Brodeur, 232. Brodeur, 233. Brodeur, 234. Brodeur, 235. Brodeur, 236. Brodeur, 237. Brodeur, 238. Brodeur, 239. Brodeur, 240. Brodeur, 241. Brodeur, 242. Brodeur, 243. Brodeur, 244. Brodeur, 245. Brodeur, 246. Brodeur, 247. Brodeur, 248. Brodeur, 249. Brodeur, 250. Brodeur, 251. Brodeur, 252. Brodeur, 253. Brodeur, 254. Brodeur, 255. Brodeur, 256. Brodeur, 257. Brodeur, 258. Brodeur, 259. Brodeur, 260. Brodeur, 261. Brodeur, 262. Brodeur, 263. Brodeur, 264. Brodeur, 265. Brodeur, 266. Brodeur, 267. Brodeur, 268. Brodeur, 269. Brodeur, 270. Brodeur, 271. Brodeur, 272. Brodeur, 273. Brodeur, 274. Brodeur, 275. Brodeur, 276. Brodeur, 277. Brodeur, 278. Brodeur, 279. Brodeur, 280. Brodeur, 281. Brodeur, 282. Brodeur, 283. Brodeur, 284. Brodeur, 285. Brodeur, 286. Brodeur, 287. Brodeur, 288. Brodeur, 289. Brodeur, 290. Brodeur, 291. Brodeur, 292. Brodeur, 293. Brodeur, 294. Brodeur, 295. Brodeur, 296. Brodeur, 297. Brodeur, 298. Brodeur, 299. Brodeur, 300. Brodeur, 301. Brodeur, 302. Brodeur, 303. Brodeur, 304. Brodeur, 305. Brodeur, 306. Brodeur, 307. Brodeur, 308. Brodeur, 309. Brodeur, 310. Brodeur, 311. Brodeur, 312. Brodeur, 313. Brodeur, 314. Brodeur, 315. Brodeur, 316. Brodeur, 317. Brodeur, 318. Brodeur, 319. Brodeur, 320. Brodeur, 321. Brodeur, 322. Brodeur, 323. Brodeur, 324. Brodeur, 325. Brodeur, 326. Brodeur, 327. Brodeur, 328. Brodeur, 329. Brodeur, 330. Brodeur, 331. Brodeur, 332. Brodeur, 333. Brodeur, 334. Brodeur, 335. Brodeur, 336. Brodeur, 337. Brodeur, 338. Brodeur, 339. Brodeur, 340. Brodeur, 341. Brodeur, 342. Brodeur, 343. Brodeur, 344. Brodeur, 345. Brodeur, 346. Brodeur, 347. Brodeur, 348. Brodeur, 349. Brodeur, 350. Brodeur, 351. Brodeur, 352. Brodeur, 353. Brodeur, 354. Brodeur, 355. Brodeur, 356. Brodeur, 357. Brodeur, 358. Brodeur, 359. Brodeur, 360. Brodeur, 361. Brodeur, 362. Brodeur, 363. Brodeur, 364. Brodeur, 365. Brodeur, 366. Brodeur, 367. Brodeur, 368. Brodeur, 369. Brodeur, 370. Brodeur, 371. Brodeur, 372. Brodeur, 373. Brodeur, 374. Brodeur, 375. Brodeur, 376. Brodeur, 377. Brodeur, 378. Brodeur, 379. Brodeur, 380. Brodeur, 381. Brodeur, 382. Brodeur, 383. Brodeur, 384. Brodeur, 385. Brodeur, 386. Brodeur, 387. Brodeur, 388. Brodeur, 389. Brodeur, 390. Brodeur, 391. Brodeur, 392. Brodeur, 393. Brodeur, 394. Brodeur, 395. Brodeur, 396. Brodeur, 397. Brodeur, 398. Brodeur, 399. Brodeur, 400. Brodeur, 401. Brodeur, 402. Brodeur, 403. Brodeur, 404. Brodeur, 405. Brodeur, 406. Brodeur, 407. Brodeur, 408. Brodeur, 409. Brodeur, 410. Brodeur, 411. Brodeur, 412. Brodeur, 413. Brodeur, 414. Brodeur, 415. Brodeur, 416. Brodeur, 417. Brodeur, 418. Brodeur, 419. Brodeur, 420. Brodeur, 421. Brodeur, 422. Brodeur, 423. Brodeur, 424. Brodeur, 425. Brodeur, 426. Brodeur, 427. Brodeur, 428. Brodeur, 429. Brodeur, 430. Brodeur, 431. Brodeur, 432. Brodeur, 433. Brodeur, 434. Brodeur, 435. Brodeur, 436. Brodeur, 437. Brodeur, 438. Brodeur, 439. Brodeur, 440. Brodeur, 441. Brodeur, 442. Brodeur, 443. Brodeur, 444. Brodeur, 445. Brodeur, 446. Brodeur, 447. Brodeur, 448. Brodeur, 449. Brodeur, 450. Brodeur, 451. Brodeur, 452. Brodeur, 453. Brodeur, 454. Brodeur, 455. Brodeur, 456. Brodeur, 457. Brodeur, 458. Brodeur, 459. Brodeur, 460. Brodeur, 461. Brodeur, 462. Brodeur, 463. Brodeur, 464. Brodeur, 465. Brodeur, 466. Brodeur, 467. Brodeur, 468. Brodeur, 469. Brodeur, 470. Brodeur, 471. Brodeur, 472. Brodeur, 473. Brodeur, 474. Brodeur, 475. Brodeur, 476. Brodeur, 477. Brodeur, 478. Brodeur, 479. Brodeur, 480. Brodeur, 481. Brodeur, 482. Brodeur, 483. Brodeur, 484. Brodeur, 485. Brodeur, 486. Brodeur, 487. Brodeur, 488. Brodeur, 489. Brodeur, 490. Brodeur, 491. Brodeur, 492. Brodeur, 493. Brodeur, 494. Brodeur, 495. Brodeur, 496. Brodeur, 497. Brodeur, 498. Brodeur, 499. Brodeur, 500. Brodeur, 501. Brodeur, 502. Brodeur, 503. Brodeur, 504. Brodeur, 505. Brodeur, 506. Brodeur, 507. Brodeur, 508. Brodeur, 509. Brodeur, 510. Brodeur, 511. Brodeur, 512. Brodeur, 513. Brodeur, 514. Brodeur, 515. Brodeur, 516. Brodeur, 517. Brodeur, 518. Brodeur, 519. Brodeur, 520. Brodeur, 521. Brodeur, 522. Brodeur, 523. Brodeur, 524. Brodeur, 525. Brodeur, 526. Brodeur, 527. Brodeur, 528. Brodeur, 529. Brodeur, 530. Brodeur, 531. Brodeur, 532. Brodeur, 533. Brodeur, 534. Brodeur, 535. Brodeur, 536. Brodeur, 537. Brodeur, 538. Brodeur, 539. Brodeur, 540. Brodeur, 541. Brodeur, 542. Brodeur, 543. Brodeur, 544. Brodeur, 545. Brodeur, 546. Brodeur, 547. Brodeur, 548. Brodeur, 549. Brodeur, 550. Brodeur, 551. Brodeur, 552. Brodeur, 553. Brodeur, 554. Brodeur, 555. Brodeur, 556. Brodeur, 557. Brodeur, 558. Brodeur, 559. Brodeur, 560. Brodeur, 561. Brodeur, 562. Brodeur, 563. Brodeur, 564. Brodeur, 565. Brodeur, 566. Brodeur, 567. Brodeur, 568. Brodeur, 569. Brodeur, 570. Brodeur, 571. Brodeur, 572. Brodeur, 573. Brodeur, 574. Brodeur, 575. Brodeur, 576. Brodeur, 577. Brodeur, 578. Brodeur, 579. Brodeur, 580. Brodeur, 581. Brodeur, 582. Brodeur, 583. Brodeur, 584. Brodeur, 585. Brodeur, 586. Brodeur, 587. Brodeur, 588. Brodeur, 589. Brodeur, 590. Brodeur, 591. Brodeur, 592. Brodeur, 593. Brodeur, 594. Brodeur, 595. Brodeur, 596. Brodeur, 597. Brodeur, 598. Brodeur, 599. Brodeur, 600. Brodeur, 601. Brodeur, 602. Brodeur, 603. Brodeur, 604. Brodeur, 605. Brodeur, 606. Brodeur, 607. Brodeur, 608. Brodeur, 609. Brodeur, 610. Brodeur, 611. Brodeur, 612. Brodeur, 613. Brodeur, 614. Brodeur, 615. Brodeur, 616. Brodeur, 617. Brodeur, 618. Brodeur, 619. Brodeur, 620. Brodeur, 621. Brodeur, 622. Brodeur, 623. Brodeur, 624. Brodeur, 625. Brodeur, 626. Brodeur, 627. Brodeur, 628. Brodeur, 629. Brodeur, 630. Brodeur, 631. Brodeur, 632. Brodeur, 633. Brodeur, 634. Brodeur, 635. Brodeur, 636. Brodeur, 637. Brodeur, 638. Brodeur, 639. Brodeur, 640. Brodeur, 641. Brodeur, 642. Brodeur, 643. Brodeur, 644. Brodeur, 645. Brodeur, 646. Brodeur, 647. Brodeur, 648. Brodeur, 649. Brodeur, 650. Brodeur, 651. Brodeur, 652. Brodeur, 653. Brodeur, 654. Brodeur, 655. Brodeur, 656. Brodeur, 657. Brodeur, 658. Brodeur, 659. Brodeur, 660. Brodeur, 661. Brodeur, 662. Brodeur, 663. Brodeur, 664. Brodeur, 665. Brodeur, 666. Brodeur, 667. Brodeur, 668. Brodeur, 669. Brodeur, 670. Brodeur, 671. Brodeur, 672. Brodeur, 673. Brodeur, 674. Brodeur, 675. Brodeur, 676. Brodeur, 677. Brodeur, 678. Brodeur, 679. Brodeur, 680. Brodeur, 681. Brodeur, 682. Brodeur, 683. Brodeur, 684. Brodeur, 685. Brodeur, 686. Brodeur, 687. Brodeur, 688. Brodeur, 689. Brodeur, 690. Brodeur, 691. Brodeur, 692. Brodeur, 693. Brodeur, 694. Brodeur, 695. Brodeur, 696. Brodeur, 697. Brodeur, 698. Brodeur, 699. Brodeur, 700. Brodeur, 701. Brodeur, 702. Brodeur, 703. Brodeur, 704. Brodeur, 705. Brodeur, 706. Brodeur, 707. Brodeur, 708. Brodeur, 709. Brodeur, 710. Brodeur, 711. Brodeur, 712. Brodeur, 713. Brodeur, 714. Brodeur, 715. Brodeur, 716. Brodeur, 717. Brodeur, 718. Brodeur, 719. Brodeur, 720. Brodeur, 721. Brodeur, 722. Brodeur, 723. Brodeur, 724. Brodeur, 725. Brodeur, 726. Brodeur, 727. Brodeur, 728. Brodeur, 729. Brodeur, 730. Brodeur, 731. Brodeur, 732. Brodeur, 733. Brodeur, 734. Brodeur, 735. Brodeur, 736. Brodeur, 737. Brodeur, 738. Brodeur, 739. Brodeur, 740. Brodeur, 741. Brodeur, 742. Brodeur, 743. Brodeur, 744. Brodeur, 745. Brodeur, 746. Brodeur, 747. Brodeur, 748. Brodeur, 749. Brodeur, 750. Brodeur, 751. Brodeur, 752. Brodeur, 753. Brodeur, 754. Brodeur, 755. Brodeur, 756. Brodeur, 757. Brodeur, 758. Brodeur, 759. Brodeur, 760. Brodeur, 761. Brodeur, 762. Brodeur, 763. Brodeur, 764. Brodeur, 765. Brodeur, 766. Brodeur, 767. Brodeur, 768. Brodeur, 769. Brodeur, 770. Brodeur, 771. Brodeur, 772. Brodeur, 773. Brodeur, 774. Brodeur, 775. Brodeur, 776. Brodeur, 777. Brodeur, 778. Brodeur, 779. Brodeur, 780. Brodeur, 781. Brodeur, 782. Brodeur, 783. Brodeur, 784. Brodeur, 785. Brodeur, 786. Brodeur, 787. Brodeur, 788. Brodeur, 789. Brodeur, 790. Brodeur, 791. Brodeur, 792. Brodeur, 793. Brodeur, 794. Brodeur, 795. Brodeur, 796. Brodeur, 797. Brodeur, 798. Brodeur, 799. Brodeur, 800. Brodeur, 801. Brodeur, 802. Brodeur, 803. Brodeur, 804. Brodeur, 805. Brodeur, 806. Brodeur, 807. Brodeur, 808. Brodeur, 809. Brodeur, 810. Brodeur, 811. Brodeur, 812. Brodeur, 813. Brodeur, 814. Brodeur, 815. Brodeur, 816. Brodeur, 817. Brodeur, 818. Brodeur, 819. Brodeur, 820. Brodeur, 821. Brodeur, 822. Brodeur, 823. Brodeur, 824. Brodeur, 825. Brodeur, 826. Brodeur, 827. Brodeur, 828. Brodeur, 829. Brodeur, 830. Brodeur, 831. Brodeur, 832. Brodeur, 833. Brodeur, 834. Brodeur, 835. Brodeur, 836. Brodeur, 837. Brodeur, 838. Brodeur, 839. Brodeur, 840. Brodeur, 841. Brodeur, 842. Brodeur, 843. Brodeur, 844. Brodeur, 845. Brodeur, 846. Brodeur, 847. Brodeur, 848. Brodeur, 849. Brodeur, 850. Brodeur, 851. Brodeur, 852. Brodeur, 853. Brodeur, 854. Brodeur, 855. Brodeur, 856. Brodeur, 857. Brodeur, 858. Brodeur, 859. Brodeur, 860. Brodeur, 861. Brodeur, 862. Brodeur, 863. Brodeur, 864. Brodeur, 865. Brodeur, 866. Brodeur, 867. Brodeur, 868. Brodeur, 869. Brodeur, 870. Brodeur, 871. Brodeur, 872. Brodeur, 873. Brodeur, 874. Brodeur, 875. Brodeur, 876. Brodeur, 877. Brodeur, 878. Brodeur, 879. Brodeur, 880. Brodeur, 881. Brodeur, 882. Brodeur, 883. Brodeur, 884. Brodeur, 885. Brodeur, 886. Brodeur, 887. Brodeur, 888. Brodeur, 889. Brodeur, 890. Brodeur, 891. Brodeur, 892. Brodeur, 893. Brodeur, 894. Brodeur, 895. Brodeur, 896. Brodeur, 897. Brodeur, 898. Brodeur, 899. Brodeur, 900. Brodeur, 901. Brodeur, 902. Brodeur, 903. Brodeur, 904. Brodeur, 905. Brodeur, 906. Brodeur, 907. Brodeur, 908. Brodeur, 909. Brodeur, 910. Brodeur, 911. Brodeur, 912. Brodeur, 913. Brodeur, 914. Brodeur, 915. Brodeur, 916. Brodeur, 917. Brodeur, 918. Brodeur, 919. Brodeur, 920. Brodeur, 921. Brodeur, 922. Brodeur, 923. Brodeur, 924. Brodeur, 925. Brodeur, 926. Brodeur, 927. Brodeur, 928. Brodeur, 929. Brodeur, 930. Brodeur, 931. Brodeur, 932. Brodeur, 933. Brodeur, 934. Brodeur, 935. Brodeur, 936. Brodeur, 937. Brodeur, 938. Brodeur, 939. Brodeur, 940. Brodeur, 941. Brodeur, 942. Brodeur, 943. Brodeur, 944. Brodeur, 945. Brodeur, 946. Brodeur, 947. Brodeur, 948. Brodeur, 949. Brodeur, 950. Brodeur, 951. Brodeur, 952. Brodeur, 953. Brodeur, 954. Brodeur, 955. Brodeur, 956. Brodeur, 957. Brodeur, 958. Brodeur, 959. Brodeur, 960. Brodeur, 961. Brodeur, 962. Brodeur, 963. Brodeur, 964. Brodeur, 965. Brodeur, 966. Brodeur, 967. Brodeur, 968. Brodeur, 969. Brodeur, 970. Brodeur, 971. Brodeur, 972. Brodeur, 973. Brodeur, 974. Brodeur, 975. Brodeur, 976. Brodeur, 977. Brodeur, 978. Brodeur, 979. Brodeur, 980. Brodeur, 981. Brodeur, 982. Brodeur, 983. Brodeur, 984. Brodeur, 985. Brodeur, 986. Brodeur, 987. Brodeur, 988. Brodeur, 989. Brodeur, 990. Brodeur, 991. Brodeur, 992. Brodeur, 993. Brodeur, 994. Brodeur, 995. Brodeur, 996. Brodeur, 997. Brodeur, 998. Brodeur, 999. Brodeur, 1000. Brodeur, 1001. Brodeur, 1002. Brodeur, 1003. Brodeur, 1004. Brodeur, 1005. Brodeur, 1006. Brodeur, 1007. Brodeur, 1008. Brodeur, 1009. Brodeur, 1010. Brodeur, 1011. Brodeur, 1012. Brodeur, 1013. Brodeur, 1014. Brodeur, 1015. Brodeur, 1016. Brodeur, 1017. Brodeur, 1018. Brodeur, 1019. Brodeur, 1020. Brodeur, 1021. Brodeur, 1022. Brodeur, 1023. Brodeur, 1024. Brodeur, 1025. Brodeur, 1026. Brodeur, 1027. Brodeur, 1028. Brodeur, 1029. Brodeur, 1030. Brodeur, 1031. Brodeur, 1032. Brodeur, 1033. Brodeur, 1034. Brodeur, 1035. Brodeur, 1036. Brodeur, 1037. Brodeur, 1038. Brodeur, 1039. Brodeur, 1040. Brodeur, 1041. Brodeur, 1042. Brodeur, 1043. Brodeur, 1044. Brodeur, 1045. Brodeur, 1046. Brodeur, 1047. Brodeur, 1048. Brodeur, 1049. Brodeur, 1050. Brodeur, 1051. Brodeur, 1052. Brodeur, 1053. Brodeur, 1054. Brodeur, 1055. Brodeur, 1056. Brodeur, 1057. Brodeur, 1058. Brodeur, 1059. Brodeur, 1060. Brodeur, 1061. Brodeur, 1062. Brodeur, 1063. Brodeur, 1064. Brodeur, 1065. Brodeur, 1066. Brodeur, 1067. Brodeur, 1068. Brodeur, 1069. Brodeur, 1070. Brodeur, 1071. Brodeur, 1072. Brodeur, 1073. Brodeur, 1074. Brodeur, 1075. Brodeur, 1076. Brodeur, 1077. Brodeur, 1078. Brodeur, 1079. Brodeur, 1080. Brodeur, 1081. Brodeur, 1082. Brodeur, 1083. Brodeur, 1084. Brodeur, 1085. Brodeur, 1086. Brodeur, 1087. Brodeur, 1088. Brodeur, 1089. Brodeur, 1090. Brodeur, 1091. Brodeur, 1092. Brodeur, 1093. Brodeur, 1094. Brodeur, 1095. Brodeur, 1096. Brodeur, 1097. Brodeur, 1098. Brodeur, 1099. Brodeur, 1100. Brodeur, 1101. Brodeur, 1102. Brodeur, 1103. Brodeur, 1104. Brodeur, 1105. Brodeur, 1106. Brodeur, 1107. Brodeur, 1108. Brodeur, 1109. Brodeur, 1110. Brodeur, 1111. Brodeur, 1112. Brodeur, 1113. Brodeur, 1114. Brodeur, 1115. Brodeur, 1116. Brodeur, 1117. Brodeur, 1118. Brodeur, 1119. Brodeur, 1120. Brodeur, 1121. Brodeur, 1122. Brodeur, 1123. Brodeur, 1124. Brodeur, 1125. Brodeur, 1126. Brodeur, 1127. Brodeur, 1128. Brodeur, 1129. Brodeur, 1130. Brodeur, 1131. Brodeur, 1132. Brodeur, 1133. Brodeur, 1134. Brodeur, 1135. Brodeur, 1136. Brodeur, 1137. Brodeur, 1138. Brodeur, 1139. Brodeur, 1140. Brodeur, 1141. Brodeur, 1142. Brodeur, 1143. Brodeur, 1144. Brodeur, 1145. Brodeur, 1146. Brodeur, 1147. Brodeur, 1148. Brodeur, 1149. Brodeur, 1150. Brodeur, 1151. Brodeur, 1152. Brodeur, 1153. Brodeur, 1154. Brodeur, 1155. Brodeur, 1156. Brodeur, 1157. Brodeur, 1158. Brodeur, 1159. Brodeur, 1160. Brodeur, 1161. Brodeur, 1162. Brodeur, 1163. Brodeur, 1164. Brodeur, 1165. Brodeur, 1166. Brodeur, 1167. Brodeur, 1168. Brodeur











**PRE** Ce soir nocturne jusqu'à 22 h 30  
**DE** 1<sup>er</sup>-16 MAI 1976-10 h - 19 h  
**PARIS** Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30 pour rendre la vie plus gaie

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître

**BERNARD KRIEF**

La liberté d'entreprendre

Qui veut tuer l'entreprise? Et pourquoi?

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### AGRICULTURE

#### POINT DE VUE

## PITIÉ POUR LE VRAI VIN

par GASTON BONHEUR (\*)

On ne peut pas résumer le problème du vin : il se déroule sur vingt siècles, il a fait l'objet d'une législation exubérante. Pour ne citer que l'usage des consommateurs, les termes de l'économie, et le parcours de la solution que la préconise. Il faut accepter de me lire en six points que voici :

1. Sortir du quiproquo : 2. Le breuvage et la boisson ; 3. Un Office du vin, pour quoi faire ? ; 4. Ne plus financer la surproduction ; 5. Accorder au vin les garanties de l'eau ; 6. Le consommateur aura le dernier mot.

● **SORTIR DU QUIPROQUO.** — Le mot « vin » sert à nommer deux choses différentes : un breuvage produit par la vigne et par le vigneron dont le goût subtil diffère selon le terroir, selon les cépages, selon les soins, et même selon l'année ; ou bien une boisson élaborée n'importe où, et de préférence à proximité immédiate du marché, par coupage, chaputisation, édulcoration, stabilisation, acidification ou toute autre recette tolérée. En somme, le même mot « vin » sert à désigner, d'une part, un produit agricole et, d'autre part, un produit industriel qui n'est le plus souvent rien de plus qu'un mélange de produits naturels et de produits industriels.

La « boisson » a un goût sucré, une limpidité et une couleur d'autant plus garanties qu'elles ne dépendent que d'un dosage de poudres et d'un sérieux travail de laboratoire. Tandis que le « breuvage » est par définition incertain — comme le temps qu'il fait. Tout ce que je voudrais, c'est que le choix soit clairement proposé au consommateur. Car, jusqu'ici, toutes les mesures que l'on prend en faveur du breuvage ne servent qu'à accroître les profits de la boisson, et il ne s'agit pas de la même chose. Les caves des vignes (\*)

rons sont pleines, les caisses des industriels aussi. En valorisant théoriquement le produit des premiers, on obtient pratiquement une augmentation des bénéfices des seconds. Et on n'a fait qu'aggraver la crise.

#### Un atlas et une règle de trois

● **LE BREUVAGE ET LA BOISSON.** — Comment le public pourrait-il distinguer le breuvage de la boisson ? Avouez que tout passe par cette première clarification. Jusqu'ici, si vous entrez dans un supermarché en ignorance de cause, il est impossible de faire le distinguo. Le produit industriel s'habille volontiers des couleurs du produit agricole, il en copie l'aspect, le parler, la bonhomie. Il se donne volontiers des airs de brave paysan. Ses étiquettes se réfèrent, par la tangente, à la poésie des Géorgiques, évoquant les souches, les escarpements, les caves voûtées, ou toute autre implantation pittoresque géographique à laquelle il n'a pas droit. D'un autre côté le produit agricole n'apparaît qu'à son niveau de grand cru au prix le plus exorbitant, comme pour mettre en valeur, par comparaison, la modicité du produit industriel. Bref, c'est l'embrouille. On peut y mettre fin simplement et démocratiquement. Nous disposons pour cela de deux contenants différents : la traditionnelle bouteille (75 centilitres), qui survit à l'ancien régime, et le populaire litron, fruit du système métrique et de la Convention. Je propose que la bouteille soit réservée au breuvage, c'est-à-dire au produit du vigneron, et le litre (sans que sa marque puisse empêcher sur les Géorgiques à la boisson, c'est-à-dire au produit industriel. J'admets parfaitement l'existence de cette boisson, comme j'admets le Coca-Cola, dès lors qu'elle se présente honnêtement, en litre, sous une marque qui pourrait être, à la limite, VINO-VINA. D'accord ?

● **UN OFFICE DU VIN ? POUR QUOI FAIRE ?** — Cet Office, réclamé par les vignerons, ne doit avoir qu'un seul objet : le breuvage. Les industriels qui travaillent en cuves inoxydables n'ont jamais manifesté et ne demandent qu'un peu de clandestinité. On ne voit pas pourquoi l'Office aurait à s'occuper de gens si prospères et si discrets. Donc l'Office, neutre en ce qui concerne la boisson, se vouera au breuvage. Il est d'essence agricole. Son appellation même évoque le socialisme. C'est-à-dire qu'il a à gérer la production des vignerons, entre un prix-plancher (à chacun selon ses besoins) et une absence de prix-plafond (à chacun selon ses mérites). Bien. Pour cela il doit disposer de deux instruments simples et déjà connus au niveau de l'école communale : un atlas et une règle de trois. Il peut s'adapter immédiatement aux dimensions du Marché commun. Car, contrairement à ce qu'on raconte, il n'y a aucun patriotisme du vin chez les vignerons.

Nous salvons volontiers la liberté de circulation du chianti et de l'asté, du xérès et du malaga, des vins du Rhin et du porto, du samos et du madère. Ce que nous déplaçons, c'est la circulation d'un produit anonyme qui n'est autre que la matière première des industriels de la boisson. Et nous savons bien que cette vigneuse apostrophe ne se dit italienne que parce qu'elle a trouvé à Palerme une entrée clandestine dans le Marché commun en se payant au passage un passeport de complaisance. Donc notre Office dispose à la fois du cadastre viticole (nombre d'hectares plantés en

vignes de la Sicile au Bordelais) et d'une estimation qui chiffre la soif de l'Europe. A partir de quoi il fixe chaque année, en fonction des coûts et des monnaies, un prix-plancher non plus à l'hectolitre, mais à l'hectare. Il nous semble que cette année ce prix aurait dû être (hypothèse) de 12 000 F à l'hectare planté. Maintenant, il faut savoir qu'un hectare de vigne peut produire, suivant la terre et suivant l'homme, 5 000 bouteilles de grand vin à appellation, 8 000 bouteilles de bon vin de pays, ou encore 12 000 bouteilles de consommation courante. Ce dernier chiffre, fixé par l'Office, sera variable selon les années grasses ou maigres — et selon la demande réelle du Marché commun. Dans l'exemple précis que j'ai pris, la garantie de l'Office donnerait (prix départ cave) un grand vin à 2,40 F la bouteille, un bon vin à 1,50 F la bouteille, et un vin honnête à 1 F la bouteille. Est-ce acceptable ?

#### La politique de la quantité

● **NE PLUS FINANCER LA SUR-PRODUCTION.** — Ce n'est pas le malheureux vignoble qui a voulu surproduire. Mais, depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République (ah ! que la vie était belle pour nous sous Plémin ou sous Phay), on l'a obligé, par tous les moyens, à la politique de la quantité. Les coupables sont, à l'évidence, les industries mécaniques (pour vendre tracteurs et machines), les industries chimiques (pour vendre engrais, désherbants, médicaments de la vigne), les pépiniéristes (pour la replantation des greffes-soudées sélectionnées) et, surtout, le Crédit agricole qui n'a pratiqué que pour mener à la ruine — le tout bien orchestré par les directions agricoles départementales.

En sens inverse, rien n'est plus facile que de produire moins et meilleur et le prix à l'hectare se substitue au prix à l'hectolitre. Ainsi, grâce à l'Office, on pourrait cesser de financer, d'une manière si coûteuse pour le public et si ruineuse pour le vigneron, cette surproduction qui débouche sur la distillation. Car on doit convenir que, si l'Office décarie douze mille bouteilles de consommation courante à l'hectare, le surplus ne rapportera qu'une pénalisation.

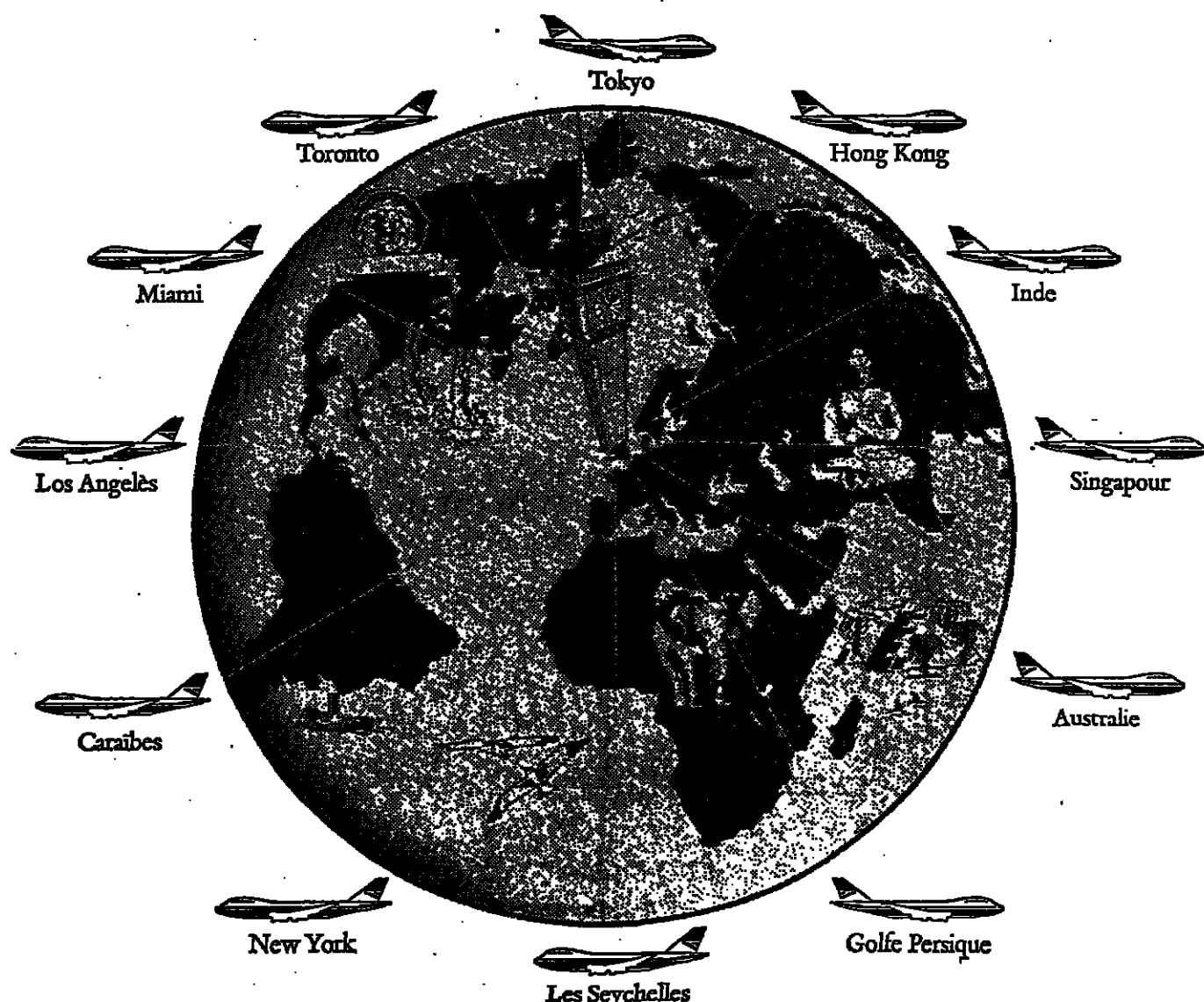
● **ACCORDER AU VIN LES GARANTIES DE L'EAU.** — Bien entendu, et vous l'avez compris au passage, cela suppose que tous le vin naturel, produit par les vignerons dépendant de l'Office, soit embouteillé sur les lieux de production. Mais alors, direz-vous, au prix calculé « départ cave » s'ajouteront les coûts de l'emballage perdu, des taxes, du transport et de la distribution. C'est vrai, et cela représente une moyenne de 0,75 franc à ajouter aux prix « départ cave ». Mais pourquoi le public ne consentirait-il pas pour le vin le sacrifice qu'il consent pour l'eau ? Il est bien évident que l'eau minérale répandue sur ses clients les mêmes coûts de finition et de transport — et ceux-ci l'admettent. En effet, qui accepterait pour l'eau ce que l'on fait au vin ? Imaginez que l'eau de Vichy, par exemple, parte en camions-citernes pour Rome et soit embouteillée dans la banlieue de la Ville sainte. Qui y croirait ? Mieux encore, que l'eau extraite de Delphes (ou plutôt de Castalie) arrive en tanker à Palerme, pénètre subrepticement dans le Marché commun et, embouteillée à Bercy (après combien de transvasements ?), puisse garder le goût de la source originelle. C'est pourtant ce qui se fait journellement pour le prétendu vin, à coups de millions d'hectolitres.

● **LE CONSOMMATEUR AURA LE DERNIER MOT.** — Si l'on voulait bien me croire, c'est le public, en fin de compte, qui trancherait en pleine clarté. Désormais, en entrant dans un supermarché, il n'aurait plus qu'à choisir entre la bouteille et le litre. La bouteille, garantie par l'Office, aurait subi l'augmentation des coûts de finition et s'offrirait à lui aux prix suivants : 1,75 F, 2,25 F, ou 3,15 F (consommation courante, vin de pays, appellations). Mais, cette bouteille soit aux couleurs italiennes, allemandes ou françaises, ou demain portugaises, espagnoles ou grecques, le client saurait qu'en choisissant la bouteille, plutôt que le litre, il voterait pour le vigneron, c'est-à-dire pour un certain art de vivre, pour une certaine civilisation. Et ce choix pourrait lui être expliqué en trente secondes chaque soir à la télévision publicitaire.

Mais libre à lui, aussi, de préférer la boisson au breuvage, et de choisir, en toute clarté, le litre industriel qui sera probablement moins cher. Nous autres, vignerons ruinés, avons la faiblesse de croire que l'immense public, s'il est éclairé, votera pour nous. Surtout si les sociétés de consommateurs, en nous soutenant, se rendent compte que la solution est entre leurs mains.

## British Airways

### Le plus court chemin pour aller très loin.



De Londres British Airways dessert 63 destinations différentes vers les 4 autres Continents. En direct. Parfois en supersonique. Nulle part ailleurs il y a autant de vols ! Avec nous Los Angeles, Miami, New York, Montréal, Toronto sont à deux pas. Les Caraïbes et le Golfe Persique : la porte d'à côté. L'Australie n'est plus aux antipodes. Tokyo, Singapour, Hong-Kong, l'Inde, c'est l'Orient très proche. Nairobi est desservi par onze vols par semaine, et Johannesburg tous les jours en 747.

Vraiment avec British Airways le monde est bien plus proche. Consultez votre agence de voyage ou téléphonez-nous au : 260.38.40.



**British  
airways**

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

Leo Burnett

## ZENITH vous propose des Croisières dans les Caraïbes

A BORD de 3 PAQUEBOTS de LUXE - DURÉE : 1 semaine  
 HAITI - BAHAMAS - JAMAÏQUE - GRAND CAYMAN - PUERTO RICO - MEXIQUE - ILES VIERGES  
 10 JOURS PARIS/PARIS  
 avion Paris/Miami 4660 F, avec une nuit à Miami et une à Nassau. Extension du séjour possible en FLORIDE ou aux BAHAMAS.

Brochure auprès de votre agence de voyages ou 14 rue Thérèse 75001 Paris tél. 742.63.80 - 286.44.77 et 21 avenue d'Italie 75013 Paris tél. 588.14.22 - 351.89.71 (rue 702 A)

هكذا من الامم

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

Le vrai vin, c'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire. C'est celui qui est fait avec des raisins de France, dans les conditions normales de culture et de vinification. C'est celui qui a le goût de la France, qui est bon, sain, agréable à boire.

## BILLET

## LA CONFÉRENCE ANNUELLE AGRICOLE

## Un crible financier sévère

Jamais sans doute une conférence annuelle agricole n'avait été mieux préparée. Jamais le tamisage des projets n'a été aussi fin.

D'entrée de jeu, M. Christian Bonnet a indiqué, jeudi 13 mai, à ses interlocuteurs, les quatre grandes organisations paysannes, que le souci du gouvernement était de juguler l'inflation, stimulée par la reprise économique. Le ministre a qualifié d'« irréalisables » les quelques 2,8 milliards de francs représentant le coût total des mesures proposées par les groupes de travail (le Monde du 13 mai), indiquant que le budget de l'agriculture n'augmenterait pas sensiblement en 1977.

Sur les deux thèmes principaux de la conférence, quelques priorités — elles seulement — ont été retenues au terme de deux heures de débats. Dans le secteur de l'élevage, l'assainissement du cheptel, l'identification et le marquage des bêtes, la limitation de la taille des productions hors sol (porc et aviculture), le renforcement des actions commerciales de l'Office de la viande, le maintien des caisses de péquage du porc, les aides à la gestion technique et économique des troupeaux.

Sur le second dossier, les conditions de vie en milieu rural, on a retenu la généralisation des aides à la décaissement en faveur des jeunes ménages, le soutien des prix, la mise à disposition de logements, la majoration des plafonds de prix et de prêts pour les programmes H.L.M. de moins de douze logements, une meilleure coordination des aides à l'habitat.

M. Chirac doit opérer un nouveau tri le 17 juin prochain... A.G.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

## De nombreux défilés ont marqué la journée d'action C.G.T.-C.F.D.T.

Les défilés organisés par la C.G.T. et la C.F.D.T. ont été l'aspect le plus marquant de la journée nationale revendicative organisée, le 13 mai, par les deux centrales.

A Paris, les dirigeants syndicaux ont estimé à 10 % environ après avoir atteint 30 % au début de la matinée ; 80 % des rames de métro circulant à Paris, mais, par exemple, Nice n'a pas eu de transports pendant trois heures. Les syndicats ont annoncé de nombreux débrayages dans tous les secteurs. Ils semblent avoir été surtout suivis dans les régions de Lyon, Saint-Etienne, Nantes, Saint-Nazaire, les ports de Toulon, Bordeaux, Le Havre, Marseille, etc. A Orléans, quelque 700 personnes ont défilé à l'appel de la C.G.T. seule.

Les postiers ont été les plus nombreux à cesser le travail : 22 % pour l'ensemble des services, déclare le ministre des P.T.T., et 37 % dans le tri et l'acheminement.

## TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

## M. Ansquer annonce des mesures en faveur des épouses d'artisans

M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a présenté, le 14 mai, avec Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, un rapport sur la situation des femmes dans cette branche de l'économie. Après avoir rappelé les préjudices subis par les femmes commerçantes et d'artisans, qui sont considérées comme « sans profession », alors que leur rôle, la plupart du temps d'ordre administratif, est essentiel à la vie de l'entreprise, M. Vincent Ansquer a annoncé la mise en œuvre prochaine d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer leur condition :

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

## M. FOURCADE EST FAVORABLE AU MAINTIEN DU « MONOPOLE SYNDICAL »

« J'ai du mal, rentrant de Nairobi, et après avoir discuté du problème posé par la faim dans le monde, à penser que l'imposition des plus-values sur les résidences secondaires constitue un vrai problème », a déclaré, jeudi 13 mai, M. Fourcade au déjeuner organisé par la Revue des Deux-Mondes.

Évoquant les mouvements de grève du jeudi 13 mai, M. Fourcade a déclaré qu'ils étaient le fait des syndicats qui refusaient la politique contractuelle : « Mais ces mouvements de grève ont de

l'habitat rural et la poursuite des études pour l'extension des services aux agriculteurs n'ont pas droit.

Le ministre et ses interlocuteurs n'ont d'ailleurs pas pu déterminer un ordre de priorité parmi les trente mesures proposées pour améliorer la situation de la femme et de la famille. La délimitation d'un statut de l'agriculteur a été renvoyée pour étude à une commission interministérielle, qui devra débrouiller des problèmes juridiques et fiscaux soulevés. Le ministre doit rassembler une nouvelle fois les dirigeants professionnels pour déterminer si l'attribution de 50 % de la prime d'installation des jeunes agriculteurs à leur épouse justifiant de capacités professionnelles sera soumise, ou non, au premier ministre.

Ont donc été retenus essentiellement les projets qui ne coûtent rien (limitation de la taille des ateliers hors sol, réforme des prêts hypothécaires), ou que les professionnels acceptent de financer eux-mêmes (marquage des animaux). Les engagements de l'Etat, évalués sur la base des estimations des groupes de travail, seraient ainsi ramenés à environ 670 millions de francs. Quatre fois moins que le total des prévisions initiales. Une partie importante du dossier élevage concernant la transformation des troupeaux laitiers n'a pas franchi l'épreuve, non plus que la quasi-totalité des mesures en faveur des paysans.

M. Chirac doit opérer un nouveau tri le 17 juin prochain... A.G.

## Le gouvernement organise l'essor des télécommunications autour des groupes C.G.E. et Thomson

Un conseil interministériel restreint, présidé par M. Giscard d'Estaing, a arrêté, le jeudi 13 mai, les choix du gouvernement en matière de télécommunications. La communication électronique sera systématiquement et exclusivement adoptée à partir du second semestre 1978. Le développement d'une technique française de communication temporelle « revêt un caractère prioritaire ». Dans l'attente de sa généralisation, les centraux Météo (L.T.T.) et Axe (Eriçsson), de type « spatial », seront installés dans le réseau français.

Mal est un « joli mot » pour les grandes décisions. Industrielles, le 12 mai 1976, la fusion entre la C.I.T. et Honeywell-Bull avait été annoncée. Le 13 mai 1976, une politique industrielle des télécommunications est née. Deux dossiers d'importance nationale, tant par les sommes en jeu que par leurs implications dans la vie quotidienne des Français. Deux dossiers où, au milieu d'un environnement de firmes multinationales, les deux « frères ennemis » — Thomson et la Compagnie générale d'électricité — apparaissent en première ligne. Deux affaires où la « francisation » du capital des fabricants a été le but avoué.

La s'arrêtaient les analogies. Dans l'informatique, si les capitaux français sont majoritaires dans la C.I.T. - Honeywell-Bull, tout porte à croire que la France a perdu la maîtrise de la technologie pour les grands systèmes. Dans le téléphone, nous conservons apparemment notre acquis technologique, tout en maintenant deux entreprises multinationales (L.T.T. et Eriçsson) à côté de leur filiale au groupe français Thomson qui apparaît comme le grand bénéficiaire de l'opération.

De quoi s'agit-il ? Actuellement, la plupart des centraux téléphoniques sont « électromécaniques ». Leur fonctionnement est complexe. L'heure est venue de passer à une nouvelle génération de matériel : le central électronique, plus performant, occupant moins de place, et nécessitant moins de main-d'œuvre. A la fin des années 60, les P.T.T. ont arrêté une politique basée sur la filière suivante : un central de type « temporel » mais aux capacités limitées, le E10 ; un central « spatial » plus puissant, le E11 (appelé français du M. Aconia d'I.T.T.). Le 12 mai 1976, le P.T.T. a annoncé que le central « temporel » de grande capacité est prévu pour l'horizon 1980. E10 et E12 seraient fabriqués par CIT-Alcatel (du groupe C.G.E.), la France des téléphones Eriçsson participant à l'opération. Le E11 devait être fabriqué par les deux filiales d'I.T.T. Le matériel téléphonique sera donc fabriqué en France.

La décision prise jeudi ne correspond pas exactement à ce chiffre. Elle concerne, en effet, exclusivement les matériels de communication ou centraux téléphoniques, qui représenteront dans le total un cinquième de milliards de francs. Malgré cette restriction, le marché reste de taille. A qui profitera-t-il ?

LES INDUSTRIELS. — Les firmes C.G.E. et Thomson, ainsi qu'Eriçsson, ne manqueraient pas de faire valoir au-delà du marché national les contrats obtenus. Elles pourront conquérir la clientèle étrangère. Les pouvoirs publics les aideront, afin de parvenir à l'objectif d'exportation fixé par la commission des transports et des communications du VII<sup>e</sup> Plan, qui propose de vendre à l'étranger, vers 1980, 25 à 30 % de la production nationale, contre 12 % en 1975 (800 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 70 milliards).

LES SALAIRES. — Le VII<sup>e</sup> Plan prévoit que les salariés bénéficieront, grâce aux investissements téléphoniques de 90 000 créations d'emplois, se répartissant entre les P.T.T. et les deux filiales.

LES RÉGIONS. — Où fabriquera-t-on le téléphone électronique ? Le Nord ne devrait pas être oublié si l'on en croit les déclarations de M. Norbert Segard, qui nous déclarait récemment : « Dans le cadre de la nouvelle politique des télécommunications, l'intention est que cette région ait enfin sa part de renouveau industriel. C'est justice » (le Monde du 5 mai). Les élus régionaux valent de près ce dossier, une usine capable de produire l'équivalent de 300 000 lignes téléphoniques par an emploie, en effet, quinze cents personnes.

LES USAGERS. — Ils sont, avec les industriels, les grands gagnants du choix gouvernemental. Celui-ci va permettre de mieux satisfaire leurs demandes. On a raccroché 800 000 nouveaux abonnés en 1974 ; le double est prévu cette année, et le triple en 1977. Entre 1976 et 1980, le nombre

de abonnés passerait ainsi de sept à quinze millions.

Le central électronique retenu par le gouvernement présente plusieurs avantages : il tient deux fois moins de place et emploie trois fois moins de personnel qu'un central classique. Ces économies ne provoqueront pas pour autant une baisse de la taxe téléphonique, mais elles limiteront sa hausse. D'autre part, l'électronisation améliorera considérablement le service rendu à l'usager, auquel les P.T.T. offriront des communications plus rapidement établies, des renvois automatiques de lignes, des justifications détaillées de consommation téléphonique, une numérotation abrégée, ou un appel automatique en cas d'occupation du numéro demandé, etc. L'absence de « numérotation » du réseau risque cependant de poser, à terme, aux P.T.T. des problèmes importants, dans la mesure où l'on sera hors d'état d'écouler un trafic que la multiplication des abonnés aura provoqué. — A.I.F.

LES RÉGIONS. — Où fabriquera-t-on le téléphone électronique ? Le Nord ne devrait pas être oublié si l'on en croit les déclarations de M. Norbert Segard, qui nous déclarait récemment : « Dans le cadre de la nouvelle politique des télécommunications, l'intention est que cette région ait enfin sa part de renouveau industriel. C'est justice » (le Monde du 5 mai). Les élus régionaux valent de près ce dossier, une usine capable de produire l'équivalent de 300 000 lignes téléphoniques par an emploie, en effet, quinze cents personnes.

LES USAGERS. — Ils sont, avec les industriels, les grands gagnants du choix gouvernemental. Celui-ci va permettre de mieux satisfaire leurs demandes. On a raccroché 800 000 nouveaux abonnés en 1974 ; le double est prévu cette année, et le triple en 1977. Entre 1976 et 1980, le nombre

## UN MARCHÉ DE 50 MILLIARDS

Le marché téléphonique français représente un très gros « gâteau », puisque le programme d'action prioritaire du VII<sup>e</sup> Plan prévoit que l'on sera consacré en cinq ans 104,4 milliards de francs d'autorisations de programmes, auxquelles s'ajoutent les tentatives de milliards de francs en provenance de sources extra-budgétaires (sociétés de financement, collectivités locales, etc.). On parvient ainsi au chiffre colossal annoncé, le 12 mai, par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., au syndicat des industries téléphoniques et télégraphiques : « D'ici à 1980, 135 milliards de francs de commande seront lancés ».

La décision prise jeudi ne correspond pas exactement à ce chiffre. Elle concerne, en effet, exclusivement les matériels de communication ou centraux téléphoniques, qui représenteront dans le total un cinquième de milliards de francs. Malgré cette restriction, le marché reste de taille. A qui profitera-t-il ?

LES INDUSTRIELS. — Les firmes C.G.E. et Thomson, ainsi qu'Eriçsson, ne manqueraient pas de faire valoir au-delà du marché national les contrats obtenus. Elles pourront conquérir la clientèle étrangère. Les pouvoirs publics les aideront, afin de parvenir à l'objectif d'exportation fixé par la commission des transports et des communications du VII<sup>e</sup> Plan, qui propose de vendre à l'étranger, vers 1980, 25 à 30 % de la production nationale, contre 12 % en 1975 (800 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 70 milliards).

LES SALAIRES. — Le VII<sup>e</sup> Plan prévoit que les salariés bénéficieront, grâce aux investissements téléphoniques de 90 000 créations d'emplois, se répartissant entre les P.T.T. et les deux filiales.

LES RÉGIONS. — Où fabriquera-t-on le téléphone électronique ? Le Nord ne devrait pas être oublié si l'on en croit les déclarations de M. Norbert Segard, qui nous déclarait récemment : « Dans le cadre de la nouvelle politique des télécommunications, l'intention est que cette région ait enfin sa part de renouveau industriel. C'est justice » (le Monde du 5 mai). Les élus régionaux valent de près ce dossier, une usine capable de produire l'équivalent de 300 000 lignes téléphoniques par an emploie, en effet, quinze cents personnes.

LES USAGERS. — Ils sont, avec les industriels, les grands gagnants du choix gouvernemental. Celui-ci va permettre de mieux satisfaire leurs demandes. On a raccroché 800 000 nouveaux abonnés en 1974 ; le double est prévu cette année, et le triple en 1977. Entre 1976 et 1980, le nombre

de abonnés passerait ainsi de sept à quinze millions.

Le central électronique retenu par le gouvernement présente plusieurs avantages : il tient deux fois moins de place et emploie trois fois moins de personnel qu'un central classique. Ces économies ne provoqueront pas pour autant une baisse de la taxe téléphonique, mais elles limiteront sa hausse. D'autre part, l'électronisation améliorera considérablement le service rendu à l'usager, auquel les P.T.T. offriront des communications plus rapidement établies, des renvois automatiques de lignes, des justifications détaillées de consommation téléphonique, une numérotation abrégée, ou un appel automatique en cas d'occupation du numéro demandé, etc. L'absence de « numérotation » du réseau risque cependant de poser, à terme, aux P.T.T. des problèmes importants, dans la mesure où l'on sera hors d'état d'écouler un trafic que la multiplication des abonnés aura provoqué. — A.I.F.

LES RÉGIONS. — Où fabriquera-t-on le téléphone électronique ? Le Nord ne devrait pas être oublié si l'on en croit les déclarations de M. Norbert Segard, qui nous déclarait récemment : « Dans le cadre de la nouvelle politique des télécommunications, l'intention est que cette région ait enfin sa part de renouveau industriel. C'est justice » (le Monde du 5 mai). Les élus régionaux valent de près ce dossier, une usine capable de produire l'équivalent de 300 000 lignes téléphoniques par an emploie, en effet, quinze cents personnes.

LES USAGERS. — Ils sont, avec les industriels, les grands gagnants du choix gouvernemental. Celui-ci va permettre de mieux satisfaire leurs demandes. On a raccroché 800 000 nouveaux abonnés en 1974 ; le double est prévu cette année, et le triple en 1977. Entre 1976 et 1980, le nombre

## Trois ans après...

DECEMBRE 1972. — M. Germain, ministre des P.T.T., fait part à M. Ambroise Roux, président de la C.G.E., de son désir de voir le groupe Thomson entrer sur le marché du téléphone. Ce secteur était réservé à la C.G.E., aux termes des accords de non-concurrence signés en 1969 entre les deux groupes.

JUIN 1975. — Le nouveau secrétaire d'Etat, M. Achille Fould, adresse un questionnaire aux industriels intéressés par la fourniture éventuelle de centraux de communication « spatial » à l'administration.

22 SEPTEMBRE. — Six matériels sont mis en compétition : le Météo (par les deux filiales d'I.T.T.), le P.R.X. (de Philips), l'AXE (du sédoth, Eriçsson), l'PWS (de Siemens), le S.P.-1 (du canadien Northern Electric, proposé par Thomson) et le D-10 japonais (présenté par la C.G.E.).

8 DÉCEMBRE. — Trois de ces systèmes sont éliminés en conseil restreint : ceux de Philips, Northern Electric et de Siemens.

13 MAL. — Décision du président de la République en faveur des systèmes AXE et Météocon et du schéma industriel que cela implique.

13 MAL. — Décision du président de la République en faveur des systèmes AXE et Météocon et du schéma industriel que cela implique.



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## ÉNERGIE

**R.P. DÉMENT AVOIR VERSÉ 850 000 F A UN CONSEILLER GÉNÉRAL DE L'EURE**

La Société française des pétroles S.F.P. a démenti jeudi 13 mai dans la soirée, dans un communiqué, avoir versé 850 000 francs à un conseiller général pour faciliter l'implantation de sa raffinerie de Vernon (le Monde du 13 mai).

« L'éditorialiste de l'Humanité se demande si l'Humanité du 13 mai 1976 a écrit qu'il y avait un conseiller général de l'Eure qui avait reçu 850 000 francs pour avoir facilité l'implantation d'une usine de pétrole à Vernon », la Société française des pétroles S.F.P. à laquelle appartient la raffinerie de Vernon, répond bien volontiers à cette question. La réponse est : « Non ! ».

Vendredi, l'Humanité, qui fait état du communiqué de S.F.P. précise : « Les journalistes de l'Humanité Dimanche sont prêts à déposer devant la commission parlementaire d'enquête demandée depuis le début de cette affaire par les communistes. Nous sommes sûrs qu'après une telle mise au point, S.F.P. va s'associer à notre demande... ».

LES SYNDICATS C.F.D.T. ET C.G.T. DE L'ENTREPRISE REHAULT, A FOUGÈRES, justifient, dans un communiqué, la vente sauvage d'un millier de paires de chaussures lors de la Journée « portes ouvertes » chez Lip, par la nécessité pour les travailleurs de faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir le paiement des sommes dues pour les indemnités de licenciement et le paiement du fonds de garantie.

Le syndicat de l'entreprise a déposé une plainte contre X, à la suite de cette vente sauvage. — (Corresp.)

## AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

### Création de dix-sept services régionaux de l'industrie et des mines

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a commenté, jeudi 13 mai, le décret relatif à la réorganisation des services extérieurs de son ministère, qui avait été adopté par le conseil des ministres de la veille.

Aux termes de ce décret, dix-sept services interdépartementaux de l'industrie et des mines sont créés qui prennent la place des treize arrondissements ministériels du service des mines, des cinq circonscriptions électriques et des dix circonscriptions météorologiques. La totalité des effectifs des services extérieurs du ministère s'élève actuellement à mille huit cent vingt personnes dont mille cinquante-vingt ingénieurs et techniciens. Cette réforme entrera en application et les responsables seront nommés au mois d'octobre.

La coordination des services extérieurs sera assurée, a indiqué le ministre, par la direction des mines du ministère. M. d'Ornano a précisé qu'il s'agit d'un regroupement et d'une répartition différente des moyens dont il disposait, afin de créer dans chaque région un interlocuteur unique au niveau local. Les missions particulières que remplissent déjà les services du ministère de l'Industrie demeureront, notamment, celles qui relèvent des ministères de l'équipement, des transports, de la qualité de la vie ou du commerce et de l'artisanat.

Le ministre de l'Industrie a estimé que cette réforme devait permettre aux services interdépartementaux nouveaux de remplir des attributions plus complètes, et il en a cité quatre : le développement de l'industrie locale sans qu'il y ait de double emploi avec la délégation à

l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), qui ne dispose pas d'agences locales ; la mise en pratique du plan d'action en faveur de la petite et moyenne industrie ; l'établissement de relations au niveau local avec les chambres de commerce et d'industrie, alors que celles-ci jusqu'alors n'avaient d'interlocuteurs qu'au niveau de l'administration centrale ; le quatrième objectif est d'assurer une meilleure coordination en matière de recherche.

Le ministre n'a pas caché qu'il s'agit par cette réforme de renforcer et d'approfondir les assises du ministère de l'Industrie au moment où le pays connaît une grande mutation.

M. d'Ornano a précisé, en outre, qu'il se préoccupe des actions conjoncturelles et du développement des petites et moyennes industries. C'est pour remplir toutes ces tâches, a-t-il dit, que les structures extérieures du ministère ont dû être adaptées. Dans son esprit, il s'agit en réalité de créer dans les faits un « grand » ministère de l'Industrie. Cette dernière réforme se situe donc dans la suite de la suppression et du rattachement à son ministère des compétences qui relèvent de la délégation à l'information, du rattachement de la délégation à l'énergie, de la tutelle qu'il exerce sur les délégations aux économies de matières premières, et aux énergies nouvelles.

D'autre part, depuis le dernier renouveau du gouvernement, M. d'Ornano s'est vu rattaché M. Tibéri, secrétaire d'Etat aux Industries agro-alimentaires, qui dépend, nominalement, il est vrai également, du ministère de l'Agriculture.

Le ministre de l'Industrie s'est enfin employé à jouer un rôle très actif dans la question du choix des matériels téléphoniques et également dans la réforme de l'industrie pharmaceutique.

● CREDIT FRANÇAIS A LA BIRMANIE. — Au terme de négociations qui se sont tenues le 10 mai au ministère de l'économie et des finances, le gouvernement français vient de mettre à la disposition du gouvernement birman des concours financiers s'élevant à 30 millions de francs. Les facilités accordées à la Birmanie associent un prêt du Trésor à des crédits privés garantis. Elles seront affectées en totalité au financement de biens et services français.

D'autre part, six ingénieurs français du bureau pour le développement de la production agricole française, très prochainement partir pour la Birmanie dans le cadre d'un programme d'études mis sur pied par la Banque mondiale.

● AUX ETATS-UNIS, les stocks des entreprises ont pour le troisième mois consécutif augmenté en mars. En hausse de 0,6 %, ils ont atteint 269,5 milliards de dollars. Les ventes ont progressé de 1,6 % pour se situer à 183,3 milliards de dollars. — (Agefi.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81 boulevard Haussmann 75008 Paris Cedex 08

L'assemblée générale, réunie le 11 mai 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui traduisent une nette progression des résultats de la banque. Les résultats bruts, en effet, avant déduction des frais généraux et autres charges, atteignent 178 millions de francs, en progression de près de 50 % sur ceux de l'exercice précédent.

Après des dotations importantes pour les impôts, amortissements et provisions, le bénéfice net ressort à 40 millions de francs. Le bilan s'équilibre à 13,8 milliards de francs.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 10 % brut, soit 25 millions de francs, et de porter le solde non distribué des bénéfices en réserve.

Les mandats d'administrateurs de M. Vladimir Ponomarev, vice-président-directeur général, et Gilles Feillon, administrateur directeur général, ont été renouvelés. Le conseil comprend, en outre, M. Guy de Boysson, président-directeur général, la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., la Banque pour le commerce extérieur de l'U.R.S.S., M. Jean Braun et Henri Jory, administrateurs.

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Le nombre des actions déposées en vue de l'assemblée générale extraordinaire du 17 mai 1976 ne permettant pas de réunir le quorum exigé par la loi, cette assemblée ne pourra délibérer valablement et se réunira sur deuxième convocation, pour débiter sur le même ordre du jour, le mercredi 2 juin 1976, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

### COFIMEG

Les recettes de loyers de la société se sont élevées à 21.513.000 F au cours du premier trimestre 1976, enregistrant une progression de 11,75 % par rapport à celles du premier trimestre 1975. Il s'y est ajouté 86.000 F de primes à la construction et 382.000 F de produits accessoires, portant le total des recettes du trimestre à 22.768.000 F (contre 20.680.000 F au premier trimestre 1975).

### COMMERZBANK

AKTIENGESELLSCHAFT

#### EXERCICE 1975

Au cours de l'année 1975, la banque a poursuivi son expansion et obtenu de bons résultats dans tous les domaines.

Les ressources propres du Groupe COMMERZBANK s'élevaient, à la fin de l'année, à DM 1.650,5 millions et le bénéfice consolidé à DM 133,5 millions après affectation de DM 71,1 millions aux réserves.

A l'étranger, l'activité du réseau a été très satisfaisante. Au cours de l'année, trois nouvelles représentations ont été ouvertes à Bahrein, à Moscou et au Caire. La banque possède ainsi 50 succursales et participations dans 33 pays étrangers.

La collaboration au sein du Groupe des EUROPARTNERS est devenue pratique courante : en particulier le système du Transcrédit qui s'affirme comme une réussite et se développe constamment. Le bénéfice net de l'exercice ressort à DM 95,4 millions contre DM 79,6 millions en 1974.

L'Assemblée Générale ordinaire du 11 mai 1976 a décidé de porter le dividende à DM 9 par action au nominal de DM 50 (contre DM 8,50 pour l'exercice précédent). La même Assemblée a également autorisé le Directoire à augmenter le capital par émission d'actions contre espèces dans la limite de DM 150 millions.

Europartners  
BANCO DI ROMA - BANCO MISPANO AMERICANO  
COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ELECTRICITE DE FRANCE Obligations 6,75 % (ex-5 %) 1964

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> juin 1975 au 31 mai 1976 sur les obligations Electricité de France 6,75 % (ex-5 %) seront payables, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1976, à raison de 32,75 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 2,50 F (montant global : 37,80 F). En cas d'option pour le régime du paiement des intérêts par anticipation, le complément de prélevement libératoire sera de 3,40 F, soit un net de 23,35 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Camille Martin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements de crédit agréés par la Banque de France.

### M.I.S. PARTICIPATIONS

Le conseil d'administration a arrêté les comptes et le bilan de l'exercice 1975, au cours duquel les revenus ont atteint 2.473.436,10 F contre 1.487.798,49 F en 1974, soit une sensible progression de plus de 60 %.

Malgré une diminution des frais généraux, le résultat net s'est établi, lui, à 1.074.208,33 F (contre 1 million 397.775,60 F) après constitution d'une importante provision sur des titres aujourd'hui intégralement réalisés.

Le conseil proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire un dividende de 9 F par action (contre 8,10 F l'an dernier), ce qui, avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), assure un revenu global de 13,50 F par titre (contre 12,15 F).



CIT - ALCATEL

Lors de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 1975, convoquée pour le 9 juin prochain, trois administrateurs, dont les mandats prennent fin avec cette assemblée, quitteront le conseil : il s'agit de M. Jean Hélier qui, en raison de son âge, n'est plus rééligible et d'autre part, de M. Marcel Cases et M. Robert O'Neill qui ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat. Les actionnaires seront invités à compléter partiellement le conseil en faisant appel à M. Jean-Marc Levesque, président du Crédit commercial de France.

## GARAGE FOCH

35, rue Paul Valéry 75016 Paris  
Tél. 727.31.02 - 727.40.98

Mini  
Austin Morris  
Princess  
Leyland



Jaguar  
Rover  
Triumph

Pour tout achat de voiture neuve  
1<sup>er</sup> apport : 20 % + 47 mensualités de 2,4 %

Exemple : Prix clés en main :  
MINI 850 : 14.175 F TTC

1<sup>er</sup> versement : 2.835 F et 340,20 F par mois  
Leasing sur 4 ans avec possibilité de rachat après la première année.

Essai de tous les modèles BRITISH LEYLAND  
REPRISE DE VOTRE VOITURE ACTUELLE

## C.J.D.

### TOUT PROBLEME DEBOUCHE SUR UNE SOLUTION.

Le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) n'est pas une vague amicale de dirigeants qui se réunit de temps à autre. Au CJD le ton est à l'action (1/3 de ses membres dirige l'entreprise qu'ils ont créée).

Sur le papier, le CJD est présent dans 90 villes de France. Sur le terrain il est présent partout. Partout ses adhérents expérimentent des formules nouvelles. Seuls ou à plusieurs. Et l'expérience des uns sert à tous. Dès qu'il se passe quelque chose quelque part, les autres membres en sont informés. Ainsi, à Montpellier, des membres du CJD innovent en matière de conditions de travail. Plusieurs d'entre eux ont besoin d'une implantation nouvelle. Ils la recherchent ensemble. Leur critère : que le personnel ait une meilleure qualité de vie. Survient la crise : le groupe se renforce. Met en commun les moyens d'études et de recherche. Le mauvais cap est passé. A plusieurs.

La section Léman s'engage dans des responsabilités socio-économiques. Elle lance un projet de promotion régionale. Elle crée des groupes de travail. Leur mission : création d'emplois nouveaux, de nouvelles entreprises, promotion des produits existants. Elle met sur pied un comité législatif et un exécutif.

Ces expériences, il s'en tente chaque jour en France. Et tout le monde en bénéficie. Le CJD est un réseau très dense d'amitié où la solidarité patronale existe. On y est attiré aussi par le sens des responsabilités et ce sens s'accroît parce qu'on y est mieux informé. Et mieux formé.

SI VOUS CROYEZ A L'ENTREPRISE VEZ-NOUS REJOINDRE.



JEUNES PATRONS.  
19 AVENUE GEORGE-V, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71

Sur la Côte d'Azur, pour réussir vos séminaires, il vous reste à découvrir

LE GRAND-HOTEL DU CAP-FEDROT en bord de mer

93/01.04.54 - Telex 470184 F

Pour le week-end, faites-vous plaisir. louez une voiture chez

europcar

645.21.25

سكننا الاول







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
  - VIETNAM : le redémarrage de l'industrie se heurte, au Sud, à d'énormes problèmes.
- 2-3. AFRIQUE
  - Paris souhaite développer ses relations avec les Comores et les Seychelles.
3. EUROPE
  - L'Assemblée européenne et la Commission condamnent la violation des droits fondamentaux au Chili.
4. AMÉRIQUES
  - ARGENTINE : la répression touche tous les milieux sociaux et professionnels.
4. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : le président François multiplie les conditions préalables à son retour.
- 5 à 10. POLITIQUE
  - L'UNIFICATION DES CENTRISTES : la nouvelle formation s'intitulerait « Centre des démocrates sociaux ».
  - Les débats au Parlement.
12. DÉFENSE
  - M. d'Aillères dénonce les insuffisances de la programmation militaire.
12. JUSTICE
12. FAITS DIVERS
12. POLICE

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 13 à 21

- V.V.F. dans les Caraïbes : les Antilles d'abord...
- Aménager la nature sans la blesser : dans le Vaucluse, en Vendée, dans le Mercantour.
- Printemps roumain : la Bucovine sous toutes les couleurs.
- Plages de guerre au détour de la Normandie.
- PLAISIRS DE LA TABLE : sous le « petit » du génie. Animaux, mode, maison, philatélie, sports, jeux, hippisme.
- 22. SOCIÉTÉ
  - Communisme et féminisme.
- 22. ÉDUCATION
  - Un colloque sur les sciences économiques.
- 23. RELIGION
  - Un colloque œcuménique sur l'énergie nucléaire.
- 25 à 27. ARTS ET SPECTACLES
  - FESTIVALS : Hollywood, Hollywood à Cannes.
  - THÉÂTRE : Mémoires secrets.
  - FORMES : transparences.
- 31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - QUALITÉ DE LA VIE : la merée noire ou large des côtes d'Espagne.
- 32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - AGRICULTURE : « Pitié pour le vin », point de vue par Gaston Boulemer.
  - L'avenir du téléphone en France.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)  
Annonces classées (28-30)  
Anjou d'aujourd'hui (31)  
Journal officiel (32)  
Météorologie (33)  
Mots croisés (34)  
Bourse (35)

Le numéro du « Monde »  
daté 14 mai 1976 a été tiré à  
570 696 exemplaires.

## DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédés, italiens.
- Tweeds et tissus spéciaux écru - blancs - beige.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A C D E F G H

## L'assassinat du président du Crédit lyonnais

L'identité de Jean Bilski, meurtrier de M. Jacques Chaine, président du Crédit lyonnais, tué vendredi matin, à 9 h. 45 (voir page une), a été immédiatement connue par la carte

orange de circulation qu'il portait sur lui. Rien cependant à l'heure actuelle ne permet d'avancer une hypothèse sur les raisons de l'assassinat.

### UN HOMME PERSUASIF

Une fois de plus, le sort aura frappé l'un des meilleurs. Avant de parler de sa carrière, il faut parler de l'homme, car il est de ceux qui, quelles que soient leurs éminentes qualités professionnelles, ne se contentent pas avec elles ni ne se résument en elles. Attentif aux autres, modeste et pourtant pourvu d'une grande aisance naturelle, le charme qui émanait de sa personnalité était celui de la finesse et de la bonté. Semblant ne compter pour rien l'effort qu'il déployait, il était cet ami ouvert qui écoute avant de s'écouter.

Pour relever cette vaste entreprise malade qu'était devenu le Crédit lyonnais à la suite de difficultés et de dissensions internes, il fallait un capitaine doué d'une force de persuasion peu commune. C'est de cette force que Jacques Chaine, le contraire d'un « autoritaire », tirait son autorité indiscutée. La sagesse de jugement sur les êtres, la justesse de l'analyse, l'aptitude à en tirer les

conséquences sur le plan pratique, tels étaient les secrets d'un homme qui n'en avait pas. Son action avait engagé le Crédit lyonnais dans la voie du rétablissement, tâche difficile entre toutes pour ceux qui connaissent bien la maison. Inspecteur des finances, il fit partie, à la libération, du cabinet de M. René Pleven, pour devenir, en 1945, chargé de mission à la direction des relations économiques extérieures (D.R.E.E.), qui était alors une des instances les plus importantes sinon la plus importante du ministère des finances, comme le déficit de la balance des paiements était l'un des problèmes les plus graves qui se posaient aux gouvernements de l'époque. Peu après, Jacques Chaine entra à la Banque française du commerce extérieur, où il fit la plus grande partie de sa carrière de banquier.

Jacques Chaine avait acquis, à quelques années, l'ancienne propriété d'André Gide à Cuver-

ville (Seine-Maritime), où il déplorait de n'avoir guère le temps de passer ses week-ends comme il l'aurait voulu en compagnie de sa femme et de ses quatre enfants.

PAUL FABRA.

[Né le 31 mars 1915 à Lyon, Jacques Chaine était le fils d'un notaire. Il a fait ses études au collège Sainte-Bénigne à Lyon, puis à l'école libre de sciences politiques et à la faculté de lettres et de droit de Paris. Mobilisé en août 1939, Jacques Chaine est nommé adjoint à l'inspection générale des finances en mai 1941. En février 1943, il est chargé de mission au ministère des finances, comme le déficit de la balance des paiements était l'un des problèmes les plus graves qui se posaient aux gouvernements de l'époque. Peu après, Jacques Chaine entra à la Banque française du commerce extérieur, où il fit la plus grande partie de sa carrière de banquier. Jacques Chaine avait acquis, à quelques années, l'ancienne propriété d'André Gide à Cuver-

### LE « MALAISE »

#### D'UNE GRANDE BANQUE

Pour la première fois de son histoire, le Crédit lyonnais, fondé en 1863, enregistrait un déficit au cours de l'exercice 1974. L'annonce de cette nouvelle, en avril 1975, faisait sensation sur le marché. Elle confirmait en effet les rumeurs faisant état d'un malaise au sein du Crédit lyonnais.

Les pertes officielles de l'exercice 1974 (153 millions de francs) s'expliquaient en partie par la grève des banques, centrée sur cet établissement, qui lui avaient coûté 700 millions de francs en trésorerie supplémentaire. Elles traduisaient aussi la politique hardie sinon imprudente de prêts à taux non révisibles entrée depuis 1971 par le Crédit lyonnais, qui l'avait exposé à dépasser les normes de progression fixées à partir de 1973 et avait accumulé ses marges. À ces difficultés s'étaient ajoutées les luttes intestines au sein de sa direction. Après le départ de M. Bloch-Lainé, remplacé en juin 1974 par M. Chaine, M. Jean Saint-Geours était, en septembre 1975, déchargé de ses fonctions.

Reprenant la tête de la banque en pleine crise,

M. Chaine a réussi, l'an passé, à redresser sa situation financière, en relevant notamment les commissions, afin d'augmenter les ressources, en réduisant le coût des ressources (par un recouvrement plus rapide des chèques et des effets) et en freinant la progression des frais généraux. En 1975, le Crédit lyonnais a enregistré un bénéfice de 163 millions de francs. Les efforts entrepris afin de surmonter, par une gestion plus rigoureuse, les problèmes hérités du passé, sont loin d'être terminés. Le Crédit lyonnais doit, entre autres, réduire considérablement ses effectifs trop nombreux et à un surcoût trop élevé, ce qui lui permettra de supprimer trois mille postes d'ici à 1980.

Ces perspectives ont contribué à tendre les relations sociales dans cette entreprise, où le climat s'était déjà beaucoup détérioré depuis de nombreuses années. Le 12 mai, M. Chaine et deux directeurs de la banque se sont réunis devant la douzième chambre correctionnelle de Paris pour enlever au fonctionnement du comité d'établissement, sur plainte de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le jugement devait être rendu le 9 juin.

#### UNE MISE EN GARDE DU SYNDICAT DU LIVRE C.G.T.

Le comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.), dans un communiqué publié jeudi 13 mai, annonce « de source sûre » la constitution d'une équipe spéciale « payée par M. Amaury » et ayant pour mission d'« aggraver les conditions de travail des travailleurs du Livre » et met en garde contre les conséquences de toute agression («... et les ripostes qu'elle entraînerait »).

Le bureau confédéral de la C.G.T. salue ce communiqué du Livre et met en garde contre les conséquences de toute agression («... et les ripostes qu'elle entraînerait »).

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques  
sous le n° LBM 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris  
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



### HAUSSE DES PRIX PÉTROLIERS

Super : 1,96 F à Paris  
Fuel domestique :  
69 F l'hectolitre

L'augmentation des prix des produits pétroliers a été rendue publique vendredi 14 mai par le ministère de l'économie et des finances. Le prix de l'essence — ordinaire et super — augmente de 6 centimes par litre. En arrondissant les prix, l'augmentation varie en fait entre 5 et 7 centimes. A Paris, le litre de super passe de 1,90 à 1,96 francs (+ 3,1 %), le litre d'ordinaire de 1,76 à 1,82 francs (+ 3,4 %).

Le découpage de la France en zones (le prix de vente à la pompe est fonction de la distance qui sépare la raffinerie du point de distribution) a été rectifié à cette occasion. Le prix du gas-oil est augmenté, de son côté, de 1 centime par litre, passant de 1,25 à 1,26 franc (+ 0,8 %). Enfin, le prix du fuel domestique augmente de 1,77 centime par litre. Il passe de 67,20 à 69 francs (+ 2,7 %) l'hectolitre pour les quantités distribuées moyennes (2 à 5 m<sup>3</sup>), de 68,20 à 70 francs pour des distributions de 1 à 2 m<sup>3</sup> et de 69,20 à 71 francs pour des distributions de 0,5 à 1 m<sup>3</sup>.

La frégate lance-missiles « Suffren » a rallié le port de Toulon dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 mai. Le bâtiment avait quitté sa base précipitamment le lundi 10 mai, pour une destination inconnue. Des consignes strictes de silence ont été données à l'équipage, lors de son débarquement, et la préfecture maritime de Toulon se refuse à tout commentaire sur cette mission imprévue de quatre jours du « Suffren ». (Corresp.)

### En Finlande

#### LE PRÉSIDENT KEKKONEN REFUSE LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

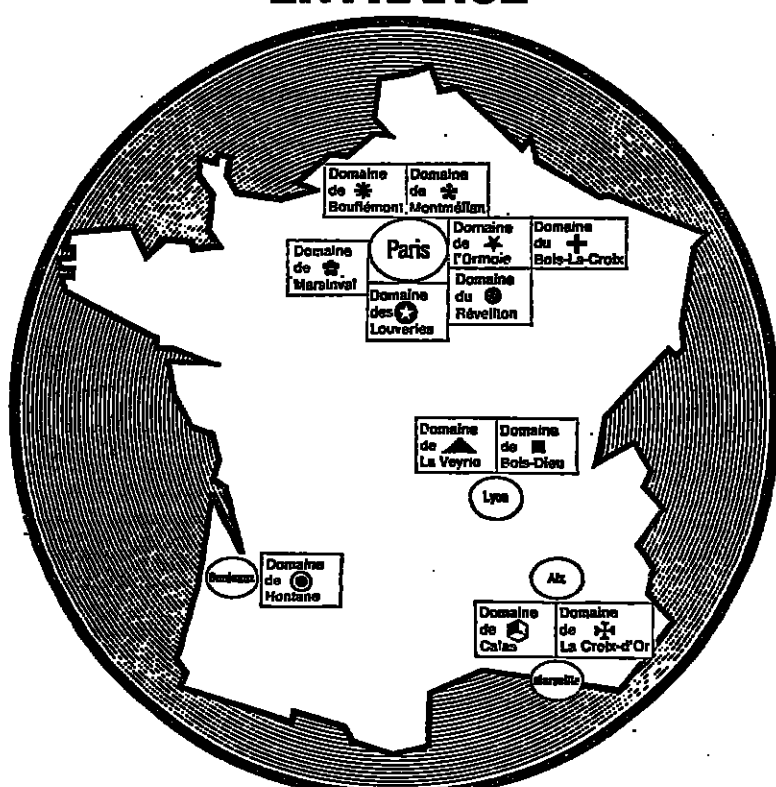
Helsinki. — En n'acceptant pas la démission du gouvernement que lui remettait jeudi 13 mai M. Martti Miettunen, le président Urho Kekkonen a provoqué une surprise. Le chef de l'État a pris tout le monde à contre-pied en demandant aux cinq partis de la coalition centre-gauche « s'ils sont prêts à rester au gouvernement tout en acceptant que les membres communistes et de l'Union démocratique populaire de Finlande votent contre l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires ». Les partis doivent se prononcer d'ici à mardi prochain.

La procédure a pu surprendre : d'abord elle ramène la question de la taxe sur le chiffre d'affaires à ses véritables proportions, c'est-à-dire à l'un des éléments constitutifs de la politique fiscale et économique du gouvernement ; ensuite, on avait pris l'habitude de voir acceptée une démission du gouvernement, ne serait-ce que parce que l'initiative en venait souvent du président lui-même ; enfin et surtout, la réaction de M. Kekkonen marque avec évidence sa volonté de voir se perpétuer une formation ministérielle, créée à son initiative et qui dispose de l'assise parlementaire et nationale la plus large possible.

M. Kekkonen aurait rejeté la proposition de M. Miettunen de former un gouvernement à quatre (sans les communistes). En un tel cas, la position des sociaux-démocrates serait plus délicate : ils seraient en concurrence constante avec le centre, comme la le furent dans le gouvernement Sorsa, ce qui avait provoqué la crise de l'été dernier et les élections anticipées.

## Breguet

EN FRANCE



### Des maisons à forte rentabilité locative.

L'achat immédiat d'une maison dans un « Domaine » Breguet est un placement sûr, à la fois immobilier et foncier (nos maisons sont bâties sur des terrains de 500 à 2 000 m<sup>2</sup>). Compte tenu de la rareté croissante et du prix des terrains, il sera bientôt impossible de réaliser, si près de Paris ou des grandes villes de province, des « Domaines » aussi agréables à vivre, luxueux et aérés. C'est maintenant le meilleur moment pour garantir votre capital, obtenir des revenus immédiats et être sûr de goûter plus tard une vie de privilège. Il y a actuellement une grande pénurie de maisons individuelles à louer à proximité des grandes villes. Aussi, en plus de l'importante valorisation à terme de votre capital, l'achat d'une maison Breguet vous permettra d'obtenir,

en la louant, des revenus immédiats importants (environ 8 % du capital par an).

offre exceptionnelle valable jusqu'à fin 76. Pour tout achat de maison destinée à la location, Breguet s'engage à trouver un locataire pour votre maison dans les trois mois qui suivent l'achèvement des travaux et la remise des clés. A défaut de location dans ce délai, Breguet vous garantit, à partir du premier jour du quatrième mois, un revenu de 5 % l'an, payable mensuellement jusqu'à la conclusion du premier engagement de location. La gestion de cette location sera assurée par un administrateur de biens recommandé par Breguet.

Souhaitez-vous être propriétaire d'une maison près de Paris ? Aix-en-Provence ? Lyon ? Bordeaux ? Sur des terrains exceptionnels, dans des secteurs résidentiels prestigieux (en général à moins de 20 km du centre-ville), vous trouverez des maisons Breguet. Vous choisirez entre 21 modèles élégants et confortables : de plain-pied ou à étage, 4 à 8 pièces, 136 à 278 m<sup>2</sup>, 2 à 3 s.d.b., garage 1 et 2 voitures. Livrées « prêtes à vivre ». Pour mieux vous informer, nous avons édité une brochure très détaillée. Nous nous ferons un plaisir de vous l'envoyer gratuitement.

### DECOUPEZ ET RETOURNEZ D'URGENCE CE BON

à Michèle Voisin, Breguet, 21, rue d'Angiviller - 78000 Versailles

Je désire recevoir votre brochure gratuite : « Le Placement le Plus Important de Votre Vie ».

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_